

**La Politique de la diversité : la nomination aux postes de
gouvernement des personnes de couleur sous la présidence de
Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy**

Robert John Armstrong

Thesis submitted for the degree of Master of Arts in French Studies

School of Humanities

Discipline of French Studies

The University of Adelaide

South Australia

January 2011

Table des matières

Introduction	1
1 Les quatre personnalités	23
1.1 Azouz Begag	23
1.2 Fadela Amara	33
1.3 Rachida Dati	39
1.4 Rama Yade	47
1.5 Conclusion	52
2 Le Processus de la nomination	56
2.1 Les anciens présidents jusqu'à Jacques Chirac	59
2.2 Jacques Chirac	70
2.3 Nicolas Sarkozy	77
3 La Réaction des Français	84
3.1 Sondages	85
3.2 Articles de presse et blogs	92
3.2.1 Azouz Begag	92
3.2.2 Fadela Amara	100
3.2.3 Rachida Dati	104
3.2.4 Rama Yade	109
3.2.5 Conclusion	114
Conclusion	116
Annexes	125
A	125
B	127
C	129
D	130
Bibliographie	131
Ouvrages et articles	131
Discours et allocutions	134
Journaux et magazines	137
Blogs	144

This work contains no material which has been accepted for the award of any other degree or diploma in any university or other tertiary institution to Robert John Armstrong and, to the best of my knowledge and belief, contains no material previously published or written by another person, except where due reference is made in the text.

I give consent to this copy of my thesis, when deposited in the University Library, being made available for loan and photocopying, subject to the provisions of the Copyright Act 1968.

I also give permission for the digital version of my thesis to be made available on the web, via the University's digital research repository, the Library catalogue, the Australasian Digital Theses Program (ADTP) and also through web search engines, unless permission has been granted by the University to restrict access for a period of time.

Robert John Armstrong

My sincere and profound gratitude is due to Dr Peter Poiana (University of Adelaide), for his guidance and mentoring during the development of this thesis and also to my co-supervisor, Dr Ben McCann (University of Adelaide).

ABSTRACT

At the start of the 21st century, the number of migrants from western and northern Africa, together with their children born in France, approached 20% of the French population. Up to that time, this group of people had found it difficult to obtain posts in the various levels of government, primarily because of their origins. In 2005, Jacques Chirac appointed a person to the ministry of the government whose origin was from the Maghreb. In 2007, Nicolas Sarkozy appointed three women with African origins to the ministry. The actions of the two presidents are seen as attempts to reflect the changing face of France, i.e. the diversity of its people, following the extensive immigration from western and northern Africa in the latter part of the 20th century.

Since diversity is a relatively new concept in French politics, academic books and articles on it only really began to appear with the appointment of Azouz Begag in 2005. The elevation of Nicolas Sarkozy to the French presidency in May 2007 saw an increase in their number, but the policy of diversity in the government remains a relatively new subject. The goal of this thesis is to make an assessment of the actions of Presidents Chirac and Sarkozy in their attempts to reflect the diversity of the French people in their governments. In addition, this thesis seeks to examine the reasons for the actions of Jacques Chirac and Nicolas Sarkozy.

The political figures who feature in this analysis are Azouz Begag, ministerial delegate for the Promotion of equality in the government of Dominique de Villepin under the presidency of Jacques Chirac, and three females in the government of François Fillon nominated by Nicolas Sarkozy: Rachida Dati, minister of Justice and Keeper of the Seals; Fadela Amara, junior minister for Urban Policies; and Rama Yade, junior minister for Human Rights.

The first part of the research involves an examination of the four persons nominated by the two Presidents. A profile will be developed, which will include their origin,

their experience in the world of politics before their appointment and the expertise that they brought to government. The second part examines the process of appointment of French government ministers. This involves a review of the legal structure as provided by the French constitution, culminating in the current legislation of the Fifth Republic, and the practices of the Presidents of the Fifth Republic in regard to the process of appointment. The third part focuses on the reactions of the French people to these appointments. These reactions will be obtained by a review of opinion polls conducted by major polling organisation, of various articles in the press on the four personalities, and, in addition, the reaction of the French public to them by reference to a range of comments which are posted in various blogs on the internet.

INTRODUCTION

Après avoir remporté la présidentielle en mai 2007, Nicolas Sarkozy a déclaré vouloir instaurer une série de réformes basée sur l'idée de la diversité. Il l'a souligné dans un discours le 17 décembre 2008, au sujet de l'égalité des chances et de la diversité, où il a dit : « L'égalité des chances : ce doit être la priorité d'aujourd'hui. C'est en rétablissant l'égalité des chances que la République fera ... droit à la diversité. »¹

L'emploi généralisé du mot *diversité* reflète la prise de conscience parmi les Français que la société comprend désormais un mélange de cultures, venues principalement de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique, et que les Français ont des teints qui vont du mat au noir. Ce terme, qui dans ce contexte renvoie à la diversité du peuple français, marque un tournant politique qui fait suite à la politique de l'insertion et de l'intégration. Afin de fixer le cadre de notre étude sur la diversité, nous nous fondons sur les travaux des chercheurs comme Patrick Weil, Eric Keslassy, Patrick Simon et Martin Clément, qui, chacun à sa manière, essaie de rendre compte de la politique de l'intégration des gouvernements successifs. Autrefois, la politique visait surtout l'assimilation des immigrés dans la société. Avec le temps, la question de l'intégration s'est portée sur les deuxième et troisième générations qui sont françaises. Maintenant, nous ne parlons pas que des immigrés, mais de toutes les personnes d'origine étrangère. Pour les chercheurs nommés ci-dessus, la notion de

¹ Nicolas Sarkozy, Discours à l'École polytechnique, le 17 décembre 2008.

diversité aidera à mieux comprendre la réalité démographique et les lignes de fracture sociale. Dans cette perspective, nous mènerons ici une étude très ciblée sur un domaine où l'initiative des Présidents Chirac et Sarkozy s'était réalisée de façon spectaculaire : la nomination des personnes politiques de couleur au gouvernement. Cette étude analysera la présence de ces personnes dans le gouvernement français du point de vue du président, des personnes nommées et des Français. Nous avons choisi le terme *de couleur* à la suite des travaux de Simon et Clément dont les grandes lignes seront reprises plus loin. En particulier, notre étude portera principalement sur les années 2005 à 2008, période où la politique de la diversité dans le gouvernement s'est mise en place.

L'apparition du terme *diversité* reflète le changement des sentiments des Français à l'arrivée des deuxième et troisième générations d'immigrés. Il prend le relais du mot *intégration* et d'une politique d'intégration considérés désormais comme dépassés. Il convient de rappeler que la notion d'intégration a son origine dans la Révolution française de 1789 : la constitution qui en est sortie promeut l'idée d'une France unie. D'après Article 1 de la constitution, « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. » Ainsi, tous les citoyens sont considérés comme égaux au sein de la République, et les droits de l'individu procèdent de cette appartenance à la République. Aujourd'hui, à l'aube du 21^e siècle, l'on assiste à une réalité sociale qui s'éloigne sensiblement de ce principe républicain. Récemment, pour que l'intégration réussisse, le débat se focalise sur les

différences entre l'universalisme et le communautarisme. L'universalisme considère qu'une société fondée sur des valeurs communes est plus importante que celles d'une communauté. Par contre, le communautarisme considère que la société se compose de communautés ayant des valeurs spécifiques, c'est-à-dire les valeurs religieuses, culturelles ou ethniques. Le débat n'a pas parvenu à un résultat et, au lieu d'une société intégrée, la France fait figure d'un pays divisé sur le plan social et démographique.

La situation actuelle est la conséquence de la politique de l'immigration menée depuis la Seconde Guerre mondiale. Les trente glorieuses (1945-1975) ont vu une croissance de l'immigration en France car, après la Seconde Guerre mondiale, la France a manqué de main-d'œuvre pour reconstruire le pays. Ainsi, les immigrés d'origine italienne, allemande et espagnole en particulier sont venus se faire une nouvelle vie en France. Comme l'immigration européenne ne suffisait pas à satisfaire la demande, il a fallu faire appel, à partir des années 1960, à des immigrés d'origine africaine. Puisque la plupart d'entre eux manquaient d'éducation, ils n'ont trouvé que des emplois serviles. Ils ont été logés dans des bidonvilles, à la périphérie des villes. Ces immigrés, pour la plupart, étaient musulmans, ce qui les mettait en conflit avec le catholicisme, mais aussi mettait à l'épreuve l'idée de la laïcité, principe clé de la République. En plus, certaines traditions du pays d'origine, comme par exemple la polygamie, la violence contre les femmes et le port du voile, choquaient les Français du fait qu'elles allaient à l'encontre des droits de l'homme et de la femme.

L'immigration massive, particulièrement celle du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, a beaucoup changé la composition de la société française. Pour rendre compte de ces changements, en janvier 2007, le Conseil représentatif des associations noires de France (le CRAN) a commandé à TNS-Sofres une grande enquête quantitative et qualitative sur les Noirs en France.² D'après Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier, « Le chiffre de résidants noirs en France [en 2007] se situe probablement autour de 5 millions ... [dont] 81% ... sont français. »³ Or, il apparaît que ceux-ci sont perçus comme étant « différents » des Français blancs, en dépit du fait que certains sont nés en France et, donc, sont français. Il est clair, donc, que l'évolution des mentalités ne suit pas celle de la réalité sociale. Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier, qui évoquent la possibilité d'une bourgeoisie noire en France, déplorent la situation actuelle : « La seule image du Noir connue de nos concitoyens ... [est] celle du sans-papiers, du délinquant, du jeune des violences urbaines. »⁴ Timothy Baycroft affirme, à ce sujet, que « le terme 'immigré' en est venu à vouloir dire une personne qui n'est pas blanche, en dépit du nombre de générations depuis que sa famille réside en France ou possède la nationalité française. »⁵

Bon exemple des attitudes envers les immigrés : dans un débat entre Fadela Amara et Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, Fadela raconte un épisode qui s'est déroulé à son école. À une question sur sa nationalité, Amara a répondu : « Mais moi, je suis née en France, je suis donc française », à quoi a répondu son

² Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier, *Les Noirs sont-ils des français à part entière ?*, Paris : Larousse, 2009, p. 11.

³ *Ibid.*, pp. 17-18.

⁴ *Ibid.*, p. 45.

⁵ Timothy Baycroft, *France*, London: Holder Education, 2008, p. 218. C'est moi qui traduis.

institutrice : « Non, tu t'appelles Fadela ... tu es donc étrangère. »⁶ On retrouve des sentiments analogues chez Yazid Sabeg, Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances auprès du Premier ministre, qui, dans une interview avec *Le Point*, constate : « Moi-même, dans le regard des autres je suis un Algérien, voire un musulman, alors que je suis d'abord français. »⁷ En dépit des efforts de la part des responsables politiques et des associations pour faire intégrer ces immigrés et leurs enfants, l'impression d'une société divisée reste forte.

Une des conséquences de l'immigration des Africains depuis les années 1960 est la concentration des logements dans les bidonvilles et les banlieues. La marginalisation conjuguée à la concentration conduit à des comportements violents qui, selon Malika Sorel, sont rares dans les pays d'origine : « En France les “jeunes” des familles de l'immigration peuvent devenir “incontrôlables” quand dans le Maghreb et en Afrique noire les mêmes “jeunes” ... sont en mesure de garder leur contrôle et leur civisme. »⁸ Plutôt que de voir une amélioration dans les conditions de vie des immigrés, pour les « deuxième et troisième générations la situation se dégrade. »⁹ Pour certains jeunes, en particulier, l'échec scolaire est très courant. Sorel estime que, pour les jeunes, « réussir signifie, selon leurs codes, accepter les lois de la société française, et cela est hors de question pour nombre d'entre eux. »¹⁰ En plus, les immigrés et leurs enfants nés en France doivent garder des liens avec leur

⁶ Fadela Amara et Jean Daniel, « Comment peut-on être français ? », *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 2007, p. 19.

⁷ Patrick Bonazza et Étienne Gernelle, « Discrimination positive – Le Combat d'un patron », *Le Point*, 14 octobre 2004, p. 60.

⁸ Malika Sorel, *Le Puzzle de l'intégration : Les Pièces qui vous manquent*, Paris : Mille et une nuits, 2007, p. 29.

⁹ *Ibid.*, p. 9.

¹⁰ *Ibid.*, p. 56.

pays d'origine. Par conséquent, certains rejettent « tout ce qui peut représenter la France et les Français. »¹¹

Nicolas Sarkozy a annoncé sa politique d'immigration « choisie » en 2005.¹² Selon Patrick Weil, à la question « A-t-on le droit de choisir ses immigrés par l'origine ethnique ou géographique ? », Sarkozy « a répondu par l'affirmative, au nom de "l'identité nationale". »¹³ Une fois élu président de la République, il a nommé Brice Hortefeux, son ami et l'un de ses plus fidèles alliés, comme ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire. Pour Patrick Weil, la politique d'Hortefeux « semble clair : certains immigrés sont désirables ; d'autres – venus d'Afrique ou de Méditerranée – ne le sont pas. »¹⁴ Ainsi, la position de Sarkozy sur la diversité et l'immigration « choisie » paraît incohérente. D'une part, il favorise la diversité, d'autre part il veut limiter, sur des bases ethniques, le nombre de personnes qui peuvent entrer en France comme immigrés. C'est pourquoi il est salutaire de rappeler, derrière la politique de la diversité inaugurée par Nicolas Sarkozy, les arrière-pensées politiques et les préoccupations sécuritaires vivement critiquées par ses opposants.

Cependant, le principe de l'égalité reste l'un des socles de la République française. On a vu, toutefois, des exceptions à la règle, comme la décision de Valéry Giscard d'Estaing de mettre en œuvre, dans la période 1978-1980, un programme de

¹¹ Malika Sorel, *Le Puzzle de l'intégration : Les Pièces qui vous manquent*, p. 22.

¹² Catherine Wihtol de Wenden, « Immigration : une politique contradictoire », *Esprit*, novembre 2007, p. 83.

¹³ Patrick Weil, *Liberté, égalité, discriminations*, Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 2008, p. 9.

¹⁴ *Ibid.*, p. 169.

retour forcé des immigrés, particulièrement des Maghrébins. Pour lui, « la présence d'un tel nombre d'immigrés dénature la société française. »¹⁵ Cette mesure a été introduite à cause de la crise économique à cette époque, et parce que les responsables du gouvernement se sont rendus compte que les immigrés avaient l'intention de rester en France, ce qui était contraire à la politique de l'époque. Ainsi, le décalage entre les discours et les actions des responsables est un thème récurrent dans ce domaine.

Néanmoins, malgré certaines pratiques discriminatoires, en général, d'après Patrick Weil, « la France...a toujours choisi de respecter les étrangers devant ses lois et procédures. »¹⁶ Timothy Baycroft quant à lui affirme que le modèle français de l'assimilation est plus efficace que celui de beaucoup d'autres pays européens :

Que les individus d'origines diverses puissent devenir français par l'acquisition de la langue et de la culture française et l'acceptation des valeurs républicaines de la Révolution (comme la liberté, l'égalité, la fraternité, la démocratie et la laïcité), est devenue une caractéristique fondamentale de la nation française.¹⁷

En 2006, une enquête menée par Pew Research Centre a démontré que, en France, « 52% des musulmans français ont le sentiment d'être français d'abord. »¹⁸ Ce chiffre de 52% est loin d'être suffisant, et démontre encore une fois l'échec du modèle français d'intégration. Azouz Begag le confirme d'ailleurs, en notant que, du

¹⁵ Patrick Weil, *Liberté, égalité, discriminations*, p. 81.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 13-14.

¹⁷ Timothy Baycroft, *France*, p. 214. C'est moi qui traduis.

¹⁸ Patrick Weil, « Bringing in the Banlieues », *The American Interest*, mars-avril 2008, pp. 2-3.

côté des Français, l'expression « les jeunes des banlieues » comporte toujours une tonalité raciale : « On ne pense pas aux jeunes en tant que tels, mais aux enfants d'immigrés d'origines noire-africaine et maghrébine. »¹⁹ La conclusion que l'on peut en tirer est que l'intégration reste un thème fort dans les discours mais, sur le terrain, la France est loin de réaliser ce but.

Pour en venir maintenant à la notion de diversité, une première approche se dessine dans les propos de Pascal Boniface qui nous raconte qu'« il y a deux domaines dans lesquels ... [elle] est reconnue [en France], c'est le sport et le *show-business* ... où seul le talent compte. » On se rappelle l'équipe de football, surnommé « black-blanc-beur », qui a gagné la Coupe mondiale de football en 1998. Cette équipe composée entièrement de Noirs et de Maghrébins était fêtée par tous les Français, et pourtant, dans la vie quotidienne, les Noirs souffrent souvent des discriminations. Boniface ironise : « Il était plus facile pour un Noir ou un Arabe d'être titulaire en équipe de France où pourtant il n'y a que 11 places qu'élus à l'Assemblée nationale où il y en a 577. »²⁰ Le mot *diversité* est nouveau dans le discours politique : c'est plutôt à une accélération du changement des mentalités que Nicolas Sarkozy veut aboutir en mettant la question de la diversité au cœur de son programme.

En 1995, le Premier ministre, Alain Juppé, a dévoilé le plan Marshall pour les banlieues, une promesse de campagne du président de la République, Jacques Chirac.

¹⁹ Azouz Begag, *L'Intégration*, Paris : Le Cavalier Bleu, 2003, p. 22.

²⁰ Pascal Boniface, Ed. « Pour l'indifférence aux différences », *La Diversité, un atout pour la France*, Paris : Dalloz, 2009, p. 60. C'est l'auteur qui souligne.

Ce plan s'écartait du principe de l'égalité parce qu'il envisageait l'établissement des zones franches et des zones urbaines sensibles pour les quartiers difficiles. On retrouve ici l'idée de la discrimination positive à l'américaine. Mais, selon Paul Silverstein, le plan Marshall de Juppé démontrait une ambivalence au sujet du rôle de la surveillance et conduisait à l'isolement de ces zones sensibles, si bien que l'on en est venu à percevoir les banlieues comme des espaces dangereux.²¹ Malika Sorel, dans une interview avec un journaliste de *Communautarisme*, déclare que l' « on a laissé croire, à tort, aux enfants de l'immigration, que les codes et valeurs fondamentaux de la société française pouvaient changer. Il n'est donc pas surprenant qu'ils les transgressent. »²²

Cependant, quoi qu'il en soit, nous assistons alors à un transfert de moyens et de fonds vers des programmes d'intégration visant les enfants des deuxième et troisième générations. Ceci s'accompagne d'une prise de conscience du fléau du racisme. D'après Catherine Wihtol de Wenden, pendant les années 1980, la lutte contre le racisme est descendue dans la rue, où elle a pris conscience de la situation des Maghrébins, notamment de la deuxième génération.²³ C'est à la suite de la Marche des beurs en 1983, que sont nées des organisations comme SOS Racisme (1984) et le Haut Conseil à l'Intégration (le HCI - 1989). Plus tard, la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (la HALDE - 2004) et le Conseil Représentatif des Associations Noires (le CRAN - 2005) ont vu le jour.

²¹ Paul A., Silverstein, *Algeria in France: Transpolitics, Race and Nation*, Bloomington : Indiana University Press, 2004, p. 109.

²² « Entretien avec Malika Sorel », *Communautarisme*, le 26 juin 2007.

²³ Catherine Wihtol de Wenden, « Ethnic Mobilisation against Racism in France », *Racism, Ethnicity and Politics in Contemporary Europe*, Ed. Alec Hargreaves. Aldershot : Edward Elgar, 1995, p. 245.

Aujourd'hui, il faut tenir compte de la situation des immigrés et de leurs enfants nés en France qui revendiquent avec détermination l'égalité de traitement. Pour la plupart, ils sont de nationalité française et bien formés, et ils cherchent à participer pleinement dans la vie politique et économique du pays. S'agissant du monde politique, il existe des conservatismes qui font obstacle à leurs ambitions. Eric Keslassy nous dit que, de nos jours, « il existe un profil type de l'élu : homme, blanc, de plus de 55 ans, appartenant aux couches sociales supérieures. » L'absence de personnes politiques de couleur est éclatante. Keslassy le souligne : « Aucun parti politique, pas même le Front national, ne se déclare opposé à la diversité. Pourtant, le décalage entre les paroles et les actes est flagrant. »²⁴ Lors d'une interview sur France 2, Patrick Ollier, député UMP des Hauts-de-Seine, répond à la question « Pourquoi, en France, les minorités visibles sont-elles aussi peu représentées dans les conseils et assemblées ? », en déclarant que, lors des élections, elles « ne sont pas au niveau. »²⁵ De tels préjugés expliquent pourquoi, selon Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier,

Sur un total de 312 sénateurs élus en France métropolitaine, il n'y a aucun Noir [et] ... avant les élections de mars 2008, il n'y avait aucun conseiller municipal noir parmi les quelque 788 conseillers municipaux élus dans les plus grandes villes françaises.²⁶

²⁴ Eric Keslassy, *Ouvrir la politique à la diversité*, Paris, Institut Montaigne, 2009, pp. 14-15.

²⁵ Dans le cadre du reportage « Les Minorités veulent profiter de la vague Obama », *Journal de 20 heures de France 2*, le 10 novembre 2008.

²⁶ Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier, *Les Noirs sont-ils des français à part entière ?*, pp. 80-81.

Lozès et Lecherbonnier expliquent ce bilan désastreux en disant que ce n'est pas parce que les Noirs n'ont pas la capacité d'entrer dans la politique, c'est plutôt « qu'ils n'ont pas reçu l'investiture des partis. »²⁷ Azouz Begag souligne les conséquences de ce déséquilibre politique pour le moral des jeunes de banlieue : « Dans les banlieues, la plupart des jeunes [noirs] ... se sentent offensés de leur absence de représentation dans l'arène politique nationale. »²⁸ Ces commentaires indiquent que les efforts des Noirs pour former des associations n'ont pas suffi pour les faire entrer dans le monde politique.

En ce qui concerne la société civile, Sylvaine Pasquier et Sylviane Stein reprennent un des arguments les plus courants lorsque elles écrivent, dans *L'Express*, que « le chômage est sans doute l'un des principaux obstacles à l'intégration. »²⁹ Selon Pascale Tournier et Stéphanie Marteau, il existe de nombreux exemples qui démontrent que « les enfants ... issus de l'immigration ne sont pas égaux devant l'enseignement supérieur, l'emploi et le logement. »³⁰ On trouve des obstacles à l'intégration, comme l'idée répandue selon laquelle les étrangers ne seront acceptés qu' « à condition que ces derniers laissent certaines de leurs traditions et coutumes archaïques dans leur pays d'origine. »³¹ Les enfants des immigrés, même nés en France et, par conséquent, de nationalité française, sont encore vus comme des Noirs et des Arabes par les autres Français. Ils ont la même éducation que ces derniers, et

²⁷ Patrick Lozès et Bernard Lecherbonnier, *Les Noirs sont-ils des français à part entière ?*, p. 76.

²⁸ Azouz Begag, *L'Intégration*, p. 93.

²⁹ Sylvaine Pasquier et Sylviane Stein, « Parions sur l'intégration », *L'Express*, le 18 novembre 2003.

³⁰ Pascale Tournier et Stéphanie Marteau, « On a un problème avec votre intégration », *Oumma*, le 12 décembre 2006.

³¹ B. Sanz, « La France en panne d'intégration ? », *L'Express*, le 18 décembre 2003.

ils sont une partie de l'édifice social français. Pourtant, ils continuent à souffrir du racisme et de la discrimination à cause de leur origine et de la couleur de leur peau. Selon Boris Thiolay, à la question de leur intégration en France, « La réponse claque "Un jour oui, un jour non. On est désintégrés !" »³² Les nouvelles lois qui obligent les jeunes à demander la nationalité française à l'âge de 18 ans les ont conduits à se voir comme des « Français de papier. »³³

En parlant de l'insertion et de l'intégration, Malika Sorel, dans *Communautarisme*, dit qu'il existe une différence entre les deux termes. Pour elle, « L'insertion signifie être en mesure d'évoluer dans une société, dans le respect du contexte juridique et culturel de cette société. »³⁴ Quant à l'intégration, il s'agit à proprement parler « de la volonté de partager le destin d'un peuple, de s'approprier son histoire, quelle qu'elle soit. »³⁵ Au bout du compte, selon Sorel, « L'intégration est le processus qui mène une personne issue de l'immigration à faire partie de la même communauté que les membres de la communauté d'accueil. » Autrement dit, l'intégration suppose une plus grande acceptation des codes du pays d'accueil que l'insertion. La question se pose ainsi du refus de l'intégration de la part des jeunes. Face à cette réalité sociale inquiétante, Malika Sorel précise que, à défaut « des transformations de son mode de vie, de sa pensée, de sa vision des autres et de sa

³² Boris Thiolay, « L'État d'urgence », *L'Express*, le 22 novembre 2005.

³³ Patrick Weil, *Liberté, égalité, discriminations*, p. 121.

³⁴ « Entretien avec Malika Sorel », *Communautarisme*.

³⁵ « Penser l'intégration : Entretien avec Malika Sorel », *Le Débat*, septembre-octobre 2008, p. 185.

vision du monde »³⁶ de la part des Noirs, de leurs enfants et des Français en général, l'intégration ne se fera pas.

Pour souligner ce comportement Patrick Weil évoque, par exemple, la tendance chez certains jeunes descendants des musulmans algériens à « s'investir dans une identification mythique à l'Algérie »³⁷ en citant l'exemple des gens qui ont hué les Bleus lors d'un match contre une équipe algérienne le 14 septembre 2001. Rachid Kaci confirme cette idée en rappelant le début d'un match de football, en septembre 2008, entre les équipes de la France et de la Tunisie, où *La Marseillaise* a été huée par des Franco-Tunisiens, « dont beaucoup ... [possédaient] la nationalité française. »

³⁸ Ce refus d'adhésion aux codes sociaux, cette animosité envers le pays d'accueil, ce désir de revenir à la mémoire et aux valeurs du pays d'origine des parents, font valoir les obstacles à l'intégration et l'échec des gouvernements successifs dans ce domaine.

Cela dit, certains individus ont pu faire leur chemin dans les rangs supérieurs de l'industrie, de la fonction publique et de la politique française. C'est dans ce dernier domaine en particulier que nous nous proposons de mener l'étude présente. Il s'agit plus précisément de suivre l'itinéraire des personnes qui ont occupé un poste dans les gouvernements français au vingt-et-unième siècle. Les quatre personnes en question sont Azouz Begag, ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances dans le gouvernement de Dominique de Villepin sous la présidence de Jacques Chirac, et trois femmes dans le gouvernement de François Fillon sous Nicolas Sarkozy :

³⁶ « Entretien avec Malika Sorel », *Communautarisme*.

³⁷ Patrick Weil, *Liberté, égalité, discriminations*, p. 123.

³⁸ Rachid Kaci, *Comment peut-on être français ?*, Paris : Larousse, 2009, p. 5.

Rachida Dati, ministre de Justice et garde des Sceaux, Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville, et Rama Yade, secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme. La décision spectaculaire de nommer les trois femmes a apparu d'abord comme une expérience inédite de Sarkozy « l'américain » qui imite l'action de George W. Bush qui avait nommé Condoleezza Rice, une Noire, au poste de Secrétariat d'État. Selon Denis Lacorne, pour Sarkozy,

Il était [...] question d'importer en France le concept éminemment américain de « diversité » ethno-raciale : Sarkozy déclarait qu' [il allait changer] ... la constitution afin de garantir « le respect de la diversité, pour rendre possibles de véritables politiques d'intégration ». ³⁹

S'agissant des nominations des trois femmes, Pap Ndiaye s'en inquiète :

Que le gouvernement ne soit plus monocolore est certainement un motif de satisfaction, mais si cela ne s'accompagne pas d'actions structurelles contre les discriminations, ces promotions risquent de participer d'une politique de *tokenism*, c'est-à-dire d'inclusion très limitée de minorités visibles dans les cercles de pouvoir afin de donner l'illusion de la diversité. ⁴⁰

L'action de Sarkozy en nommant les trois femmes est vue comme significative. Certains commentaires ont voulu marquer l'importance historique de ces nominations. Lors de la première séance à l'Assemblée nationale, le 19 février 2009, consacré à la question de la discrimination liée à l'origine, Fadela Amara déclare : « Dans 20 ou 30

³⁹ Denis Lacorne, « Le “Rêve américain” du président Sarkozy », *Le Débat*, septembre-octobre 2008, p. 22.

⁴⁰ Pap Ndiaye, *La Condition noire : essai sur une minorité française*, Paris : Calmann-Lévy, 2008, p. 302. C'est l'auteur qui souligne.

ans, cet acte politique restera dans l'Histoire, comme un marqueur important de l'évolution de la société française, comme la rupture avec un ghetto mental, avec un tabou. »⁴¹

C'est l'idée de la diversité et le processus de la nomination qui seront au centre de notre enquête. L'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir en 2007 a déclenché une polémique sur ces deux sujets, notamment dans les médias. Ce tournant dans le débat politique a été souligné par les paroles du Président Sarkozy lors d'une interview sur TF1, le 20 septembre 2007, quand il précise : « Ce gouvernement, avec des Rachida Dati, des Rama Yade, ce gouvernement qui ressemble à la diversité de la France, ce gouvernement-là doit rassembler. »⁴²

Les émeutes dans les banlieues en 2005 ont été un moment important dans la lutte pour l'intégration des immigrés et de leurs enfants dans la société française. La haine, la frustration et la pauvreté ont éclaté avec une telle violence que les hommes politiques ont dû prendre au sérieux le problème. Azouz Begag était déjà dans son rôle de ministre délégué ; Nicolas Sarkozy, qui était ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, a pu mesurer l'ampleur du problème. À une réunion des jeunes de l'UMP en 2005, il déclare : « Je fais un rêve ... la France de toutes les couleurs et de toutes les religions ... La France qui rêve d'emploi, d'école, d'intégration, de promotion sociale. »⁴³ Élu président de la République en mai 2007, Nicolas Sarkozy a commencé à mettre en œuvre sa politique de la diversité et de

⁴¹ Fadela Amara, Discours à l'Assemblée nationale, le 19 février 2009.

⁴² Nicolas Sarkozy, Interview télévisée pour TF1 et France 2, le 20 septembre 2007.

⁴³ Denis Lacorne, « Le "Rêve américain" du président Sarkozy », p. 20.

l'ouverture dans son gouvernement. Pour démontrer son engagement dans ce sens, il a nommé Dati, Amara et Yade aux postes de gouvernement.

Il nous semble intéressant de faire un bilan provisoire des actions des Présidents Chirac et Sarkozy qui ont voulu que la diversité du peuple français soit reflétée dans la composition du gouvernement. J'espère démontrer qu'il est possible de faire un bilan positif des actions des deux présidents.

Il y a trois éléments dans la méthodologie choisie pour cette enquête : la recherche d'une définition précise des groupes visés par la politique de la diversité ; l'analyse des données portant sur certaines personnalités dites de la diversité, et la synthèse des informations de type différent sur les réactions des Français à cette politique.

La diversité veut dire l'idée que tous les groupes qui composent la société française soient représentés dans les institutions publiques et les entreprises. Un des enjeux de cette étude est de proposer une définition de la diversité qui convienne à la réalité démographique. Le comportement des Français envers les personnes d'origine africaine est différent de celui envers les immigrants venus de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Pour cette raison, cette définition est au cœur de la recherche parce que la façon dont nous définissons les immigrants et leurs enfants informera toute la réflexion qui s'ensuivra et les conclusions auxquelles elle donnera lieu. Aujourd'hui, l'on trouve des expressions comme « immigrants », « personnes étrangères » et « issu d'immigration » parmi d'autres expressions pour décrire les personnes qui ont des

origines en dehors de la France. Mais, comme il s'agit ici d'identifier les groupes les plus exposés au racisme, il est nécessaire de trouver une méthode de recherche et une terminologie qui correspondent à la spécificité de ces groupes.

Pour tracer ces nouvelles perspectives, Eric Keslassy, sociologue, enseignant et auteur d'*Ouvrir la politique à la diversité*, en parlant du sondage qu'il a effectué pour l'Institut Montaigne⁴⁴, adopte une approche intéressante : « Nous avons utilisé une méthode empirique en repérant les personnalités de la diversité grâce aux noms et aux photos disponibles sur Internet. »⁴⁵ Parce qu'elle s'attache à la consonance des noms et aux traits physiognomiques, cette approche diffère des recensements qui, jusque-là, se sont focalisés sur des *immigrés* et des *étrangers* pour définir ces personnes. De leur côté, Patrick Simon et Martin Clément, démographes, ont mené « Une enquête expérimentale sur la “mesure de la diversité”. » Le but de cette enquête est de « tester différentes modalités de déclaration de l'origine » et de définir des catégories « ethniques ou raciales » pour la récolte des statistiques. Le travail de Simon et Clément reste très important parce qu'il cerne avec précision ces personnes victimes du racisme et désignées auparavant comme des immigrés et des descendants d'immigrés. Ils affirment, en parlant de la diversité ethnique, qu'il

convient de parler *d'identification* plutôt que *d'identité* [c'est-à-dire] ...

on désigne par là une gamme de caractéristiques *visibles*, telles que la

⁴⁴ Eric Keslassy, *Ouvrir la politique à la diversité*. Il y a trois objets pour ce sondage : établir un état des lieux précis de la représentation politique des minorités visibles en France ; comprendre, grâce à une enquête approfondie, les différents blocages qui empêchent les minorités visibles d'avoir les mêmes opportunités que les autres en politique ; et formuler des propositions concrètes permettant de favoriser l'émergence des minorités visibles en politique.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 19.

couleur de la peau, le nom, l'accent ou des signes qui peuvent être rattachés à des « origines ». ⁴⁶

Cette approche est également adoptée par Patrick Weil, qui constate que « les discriminations raciales ou ethniques ... ne sont pas non plus réservées aux enfants d'immigrés : elles frappent l'ensemble des Français de couleur. » ⁴⁷ Nous estimons que la définition proposée par Simon et Clément est appropriée quand on considère le fait que les victimes des discriminations sont pour la plupart françaises, et donc n'apparaissent pas comme un groupe distinct dans les recensements. Dans ce mémoire, nous allons utiliser la définition qui caractérise ces gens par référence à la couleur de leur peau ; c'est-à-dire les personnes de couleur, en précisant que, sous cette appellation, on tient compte aussi d'autres marques visibles comme les traits physiques et les noms.

Il s'agit plus précisément d'examiner les actions des présidents Chirac et Sarkozy qui ont fait entrer au gouvernement des personnes de couleur qui n'ont pas été élues. Pourquoi Chirac et Sarkozy ont-ils nommé ce type de personne ? Quel bilan peut-on faire de cet exercice ? Sarkozy a précisé qu'il voulait former un gouvernement qui reflète la diversité du peuple français. Par contre, Chirac qui était dans son deuxième mandat, a nommé un écrivain, fils d'immigrés algériens, au gouvernement, sans que la diversité ne figure explicitement dans son programme politique.

⁴⁶ Patrick Simon et Martin Clément, « Rapport de l'enquête "Mesure de la diversité" : Une enquête expérimentale pour caractériser l'origine », *INED*, Vol. 139, 2006 : 19. C'est les auteurs qui soulignent. Les objectifs de cette étude sont d'évaluer la cohérence et la solidité statistique des différentes formes d'identification et, aussi, leur emploi dans les enquêtes.

⁴⁷ Patrick Weil, *La République et sa diversité : Immigration, intégration, discriminations*, Paris : Seuil, 2005, p. 104.

Au chapitre des sources d'information, nous ferons appel à la presse et aux autres médias, aux livres des journalistes, aux déclarations et aux discours des présidents et aux ouvrages des universitaires. C'est en puisant dans toutes ces sources que nous mènerons notre enquête sur le processus de la nomination des ministres de couleur ainsi que les réactions des Français à ces personnalités nommées. Pour apprécier l'impact des nominations, nous utilisons trois sources principales : les sondages d'opinions, la presse et les autres médias. Ceux-ci reflètent les opinions des Français dans la mesure où ils exposent les principaux arguments développés dans les débats politiques. Il est possible que les propriétaires de la presse et des médias se servent de ce débat pour avancer leur propre vision politique, mais cela n'empêche pas de considérer la presse dans son ensemble comme l'expression de l'opinion publique. Nous pensons trouver ainsi dans la presse les arguments qui animent le débat public et les sentiments qui orientent l'opinion publique sur cette politique de la diversité, et cette façon spectaculaire de la réaliser : la nomination au gouvernement des personnes de couleur.

Le but de ce mémoire est d'examiner le concept de la diversité dans le contexte des programmes politiques de Sarkozy et Chirac. La nomination des trois femmes, Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara, sera au cœur de nos recherches, car c'est sur elles surtout que repose la politique de la diversité de Nicolas Sarkozy. Azouz Begag occupe une place importante dans cette analyse parce que sa nomination était une tentative de la part de Jacques Chirac pour introduire l'idée de la diversité dans le

gouvernement de Dominique de Villepin. Nous examinerons certains préjugés auxquels ces quatre personnalités ont dû faire face dans le monde politique. Nous nous focaliserons également sur les raisons avancées par les dirigeants politiques pour justifier ces nominations aux postes dans le gouvernement. Pour finir, nous examinerons les différentes réactions exprimées par les Français dans les médias et les sondages d'opinion.

Les questions de recherche de ce mémoire sont :

- (a) Quel est le profil de chaque personne nommée et quels sont les traits de caractère, les compétences et les qualités qui auraient pesé dans le choix du président ?
- (b) Quelle a été la justification politique de la nomination des quatre personnes au gouvernement ?
- (c) Comment les Français ont-ils réagi à la présence au gouvernement de chaque personne nommée ? Quel bilan fait l'opinion française et les médias de la politique de la diversité ?

Ce mémoire contient trois chapitres. Le premier chapitre portera directement sur nos quatre personnalités : Azouz Begag, Rachida Dati, Fadela Amara et Rama Yade. Il s'agit de dégager le profil des quatre personnalités, en tenant compte de leur origine, de leur expérience dans le monde politique avant leur nomination et de l'expertise qu'elles apportaient au gouvernement. Parmi ces quatre personnes, seulement Yade est née en dehors de la France. Tous ont des parents immigrés. Il sera question de déterminer s'il existe des points communs entre ces quatre

personnes. Il faudra également relever les problèmes rencontrés par ces quatre personnes avant et pendant leur période au gouvernement, y compris les difficultés dans leurs relations avec les dirigeants des partis politiques. Les sources principales pour ce chapitre seront les livres écrits par, ou sur, les quatre personnalités. D'autres sources d'informations seront les magazines comme *Le Nouvel Observateur*, *L'Express* et *Le Point*, et les journaux comme *Le Monde* et *Le Figaro*. Nous nous attendons à ce qu'il existe des opinions favorables et défavorables sur les quatre personnalités dans ces organes de presse.

Le deuxième chapitre examinera l'évolution du processus de la nomination au cours de la V^e République. Il s'efforcera de préciser son rôle dans la politique française, et l'exercice de ce pouvoir par les présidents. En particulier, nous regarderons les rôles respectifs du président de la République et du Premier ministre dans la formation du gouvernement. Nous examinerons aussi l'évolution de la politique de l'intégration, depuis la reconstitution de la société française menée par Charles de Gaulle après la guerre d'Algérie, jusqu'à l'idée de la diversité prônée par Nicolas Sarkozy. Puis, nous ferons une analyse des nominations de Chirac et de Sarkozy, des circonstances dans lesquelles elles ont eu lieu, et comment elles s'inscrivaient dans le programme politique des deux présidents. Qu'est-ce qui a incité les présidents à nommer des personnes de couleur au gouvernement ? Leurs actions s'expliquaient-elles par leur désir d'améliorer la vie des personnes de couleur ou s'agissait-il de défendre leurs intérêts politiques ? En dehors des livres et des

articles écrits par des chercheurs et des journalistes, nous consulterons les déclarations officielles des présidents.

Le troisième chapitre tentera de faire le bilan des nominations des quatre personnes qui ont tous quitté leur poste à la suite du remaniement du gouvernement le 14 novembre 2010. Il sera question, en particulier, de savoir comment ces nominations sont jugées par les personnes de couleur et par les Français ? Les sondages, comme ceux de TNS-Sofres et Ipsos, seront examinés également pour comprendre les sentiments des Français envers les quatre personnalités, et pour suivre l'évolution de leur taux de popularité en comparaison aux autres membres du gouvernement. Les articles parus dans les journaux et les magazines apporteront des compléments d'informations sur la réception, par les Français, des personnes de couleur dans l'équipe gouvernementale. Suivant les commentaires de la presse, existe-t-il des leçons à tirer pour l'avenir de la politique française ? Les autres sources de renseignements comprendront des livres et des articles par des universitaires et des journalistes, et aussi les blogs des Français.

Chapitre 1 Les Quatre personnalités

Ce chapitre cherche à rassembler des données pour construire le profil des quatre personnalités, en tenant compte de leur origine, de leur éducation, de leur expérience avant d'être nommés au gouvernement et d'autres expertises qu'ils ont accumulées avant leur nomination. Ceci nous permettra de déterminer les points en commun qui existent entre ces quatre personnalités. En plus, nous porterons un regard sur les attaques qu'elles ont subies de la part des députés, particulièrement ceux de la majorité qui normalement défendraient leurs confrères au gouvernement. Le but de cette analyse est de déterminer quels facteurs auraient influencé Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy dans leurs choix.

1.1 Azouz Begag

Azouz Begag est né à Lyon, de parents d'origine algérienne qui avaient émigré en France en 1949. Les dix premières années de sa vie sont passées dans un bidonville à Villeurbanne. À l'âge de 10 ans, il est entré au collège et, deux ans plus tard, sa famille a emménagé en HLM. Begag et sa famille ont mené la vie de beaucoup de familles immigrées : pas d'électricité, ni d'eau courante dans le bidonville, et une vie sans confort en HLM. C'est à l'âge de 16 ans, au moment où il essayait d'entrer dans une discothèque, qu'il a fait sa première expérience de discrimination raciale. « Là j'ai compris que c'était l'Afrique du Sud, l'apartheid, le handicap d'avoir une peau noire, une peau bronzée. »⁴⁸ Il avait la nationalité algérienne, confirmée en 1986. Puis, en 1987, il a demandé la nationalité française, qu'il a obtenue en 1989.

⁴⁸ Jean-Marc Terrasse et Virginie Linhart, *Génération beur, etc. : La France en couleurs*, Paris : Plon, 1989, p. 135.

Bernadette Siffert rapporte les paroles de Begag qui revient sur cette période de sa vie : « Jusqu'à l'âge de vingt-cinq, vingt-sept ans je voulais un jour retourner en Algérie ... mais ... maintenant c'est fini. Alors maintenant je me considère comme un Français d'origine maghrébine en France. »⁴⁹ Ayant obtenu son doctorat en économie, il a travaillé comme chercheur au CRNS, enseignant à Lyon et professeur invité aux États-Unis. Il a commencé sa carrière d'écrivain en 1986 à la sortie de son premier roman *Le Gone du Chaâba*. En 2004, Maya Larguet a écrit sur lui : « Azouz Begag refuse d'être catalogué. Il est à la fois sociologue, romancier, professeur et depuis peu, consultant au Conseil économique et social. »⁵⁰ Il ne déclare rien sur sa religion. Tout porte à croire, pourtant, qu'il n'est ni pratiquant ni croyant.

Sa vie politique a commencé dans les années 1990. Il a été candidat dans les élections législatives dans la 2^{ème} circonscription du Rhône en mai et en juin 1997. C'était en mai 2004 que ses chances politiques ont tourné pour le meilleur. Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, lui a confié la mission de promouvoir l'égalité des chances dans les métiers de la Fonction publique qui dépendent du ministère de l'Intérieur, y compris la police et la Protection civile. En décembre 2004, Begag a remis à Dominique de Villepin son rapport « La République à ciel ouvert » qui proposait un plan d'action. Le 2 juin 2005, Begag est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Promotion de l'égalité des chances. Il a occupé ce poste jusqu'à sa démission le 5 avril 2007. En somme, Begag a pris la nationalité française à 20 ans, a connu la pauvreté pendant toute sa jeunesse

⁴⁹ Bernadette Siffert, *L'Œuvre romanesque d'Azouz Begag : autobiographie et roman social ?*, Vienne : Université de Vienne, 1999, pp. 136-7.

⁵⁰ Maya Larguet, « Azouz Begag, un homme trait-d'union » *Altérités*, le 28 septembre 2004.

et a souffert du racisme. Sa carrière d'écrivain lui a permis de s'engager dans la lutte pour les personnes défavorisées et, en même temps, l'a projeté sur le devant de la scène, ce qui l'a aidé à entrer dans le monde politique.

Sa présence au sein du gouvernement a fait l'objet de nombreuses critiques. Julie Jammot et Nicolas Barriquand nous en proposent quelques témoignages qui permettent de mesurer l'ampleur des difficultés qu'il a dû affronter dans son poste de ministre délégué : « Ce n'est pas un animal politique » (Christian Delorme) ; « Un intellectuel brillant, mais en tant que membre du gouvernement, il n'est qu'un placebo » (Hachemi Bounini) ; « Il est regrettable qu'il n'ait pas de réseau associatif » (Djida Tazdaït) ; et celui de Charles Bonn : « Il n'a ni discours politique ni organisation derrière lui...Son style est contre-productif ; quand il se déplace, il n'emmène pas les caméras. »⁵¹ Le nouveau membre du gouvernement n'a bénéficié d'aucune formation, comme il le reconnaît lui-même : « Mon ignorance [des pratiques du Conseil des ministres] est accablante. »⁵² Rattaché à Dominique de Villepin, il avait besoin de son soutien pour remplir sa mission. Selon Nicolas Domenach :

Comme son parrain était totalement absorbé par ses nouvelles fonctions et sa guerre conte (sic) son ministre de l'Intérieur, Begag s'est retrouvé seul, sans administration, sans moyen, et donc méprisé par les autres ministres qui l'ont humilié, écrasé.⁵³

⁵¹ Julie Jammot et Nicolas Barriquand, « La Cote d'Azouz », *L'Express*, le 16 mars 2006.

⁵² Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, Paris : Fayard, 2007, p. 25.

⁵³ Nicolas Domenach, « Azouz Begag craque », *Marianne*, le 6 avril 2007.

D'après Azouz Begag, le fait qu'il n'avait pas de budget direct, le manque de moyens financiers, « était humiliant pour [lui] ». ⁵⁴

Begag s'est fait peu d'amis au sein du Conseil de ministres. Pour ses confrères, il manquait l'expérience politique et donc n'était pas capable de leur rendre service. En tous cas, il ne méritait pas des heures de réunion. « Pour nouer des contacts avec mes collègues, j'essaie de prendre des rendez-vous avec chacun d'eux, mais personne n'a vraiment le temps. » ⁵⁵ Ils feignaient de ne pas le connaître. « Ministre de quoi ? De l'intégration ? Non, de l'égalité des chances ! J'en ai marre de répéter toujours la même chanson. On ne me connaît toujours pas. » ⁵⁶ Exemple de ce manque d'intérêt : un collègue qui a pris le même vol que Begag a refusé de s'installer à côté de lui.

Je comprends qu'il ne veut pas s'embêter la vie avec un ministre qu'il ne connaît pas encore et avec qui il n'a aucune envie de converser ... Avec certains, je sais qu'il [l'amitié] est même perdu d'avance. Ils ne m'aiment pas. ⁵⁷

Begag était le ministre « invisible ». En septembre 2005, trois mois après sa nomination, Begag s'est rendu au Sénat où un huissier ne l'a pas reconnu. « Je vois bien que l'huissier a envie de me demander de prouver que je suis bien ministre ... il ne m'a jamais vu dans cet hémicycle. » ⁵⁸ Sa mise à l'écart des affaires du gouvernement s'aggravait. Nora Hamadi observe : « À l'Assemblée, peu de députés l'ont interpellé directement : quatre questions orales seulement lui ont été adressées

⁵⁴ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 227.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 45.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 42.

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 29-30.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 40.

depuis le début de la session parlementaire. »⁵⁹ Nicolas Domenach laisse entendre que certains hommes politiques ne considéraient pas Begag comme leur égal : « Begag ... va découvrir d'abord combien un homme de la société n'est rien dans ce milieu. »⁶⁰ Pour le monde politique, Begag n'est pas légitime puisqu'il est nommé plutôt qu'élu. Pire que cela, il est « le beur » ou « l'Arabe » ou « le Noir de service » dans le gouvernement de Villepin : « Pour beaucoup je suis un ministre arabe et le ministre des Arabes. »⁶¹

La première fois que Begag est entré comme ministre à l'Assemblée nationale, en janvier 2006, les préjugés sont apparus au grand jour. Begag raconte :

Juste avant de monter à la tribune pour prendre la parole, Villepin passe devant moi, assis à mon banc, et pose la main sur ma tête pour m'encourager et nous porter bonheur à tous deux. C'est cette photo que le journal *Le Monde* reprendra pour illustrer ... en pleine page, mes difficultés existentielles en politique.

Ce geste de Villepin qui, de toute évidence, cherchait à exprimer son amitié, a eu l'effet opposé. D'après Begag, pour ses ennemis dans le gouvernement et les membres de l'opposition, c'était une action dégradante pour lui : « présentée ainsi, elle [la photo] est méprisante, paternaliste, elle fait l'homme blanc qui couvre de sa main dominatrice le petit bicot. »⁶²

⁵⁹ Nora Hamadi, « Begag, ministre en demi-teinte », *L'Express*, le 18 mai 2006.

⁶⁰ Nicolas Domenach, « Azouz Begag craque », le 6 avril 2007.

⁶¹ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 27.

⁶² *Ibid.*, pp. 24-25.

Begag raconte deux épisodes qui révèlent, d'après lui, l'opinion des hommes politiques à son égard. Lors d'un dîner à Évian, Jean-Michel Dubernard, député UMP de Lyon, a refusé de lui serrer la main. Devant cet affront ; « personne ne bronche. Pas un député ayant assisté à la scène ne s'offusque. »⁶³ Plus tard, lors du débat sur l'égalité des chances à l'Assemblée, un député socialiste l'a interpellé :

« Vous cautionnez un article qui discrimine les travailleurs, alors que vous-même, qui êtes d'origine immigré ... » J'étais choqué. Il m'a parlé comme à un ministre d'origine algérienne ... [J'ai répondu] « Je suis français ! » ... Le député n'a pas réagi.⁶⁴

Begag précise qu'il a subi des injures de la part des hommes politiques des deux côtés: « On me souille chaque jour. Dans les couloirs, j'entends que je suis un Arabe de service, vendu au diable capitaliste, le supplétif de la droite. » Begag se fâche, en disant qu'il avait choisi d'entrer dans le gouvernement de Villepin parce qu'il n'y avait « pas un Arabe, pas un Noir dans les rangs des députés socialistes ou communistes en 2006, »⁶⁵ c'est-à-dire parce que les partis de la gauche ne prennent pas au sérieux des personnes comme lui et leur refusent une place sur les listes électorales.

Les émeutes de 2005 ont été l'occasion de la percée de Begag sur la scène publique. Jusque-là, d'après Jean-Louis Tremblais, il « était méconnu – voire inconnu. »⁶⁶ C'était aussi le début de son conflit avec Nicolas Sarkozy, conflit qui est

⁶³ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 55.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 129-130.

⁶⁵ *Ibid.*, pp. 33-34.

⁶⁶ Jean-Louis Tremblais, « Azouz Begag, Le balèze des banlieues », *Le Figaro*, le 5 novembre 2005.

devenu une obsession pour Begag. Il s'est offusqué des déclarations de Sarkozy pendant les émeutes, et, en particulier, les mots « racaille » et « voyous » qu'il avait employés pour désigner les participants aux émeutes. D'après Begag, Nicolas Sarkozy s'est arrangé avec les patrons des médias pour exclure Begag du monde médiatique : « Je réalise que des acteurs en coulisses s'activent à dénier mon existence au sein du gouvernement. On m'a rapporté que Sarko fait des interventions directes auprès des rédactions. »⁶⁷

Selon Nora Hamadi, le rôle de Begag au gouvernement est vu comme « relevant plus du comité interministériel que du portefeuille politique. » Elle ajoute des commentaires pour le souligner : « Manque d'influence sur le dispositif gouvernemental » (Gaëtan Gorce, député socialiste) ; « Manque patent de courage politique » (Faouzi Lamdaoui, homologue de Begag au Parti socialiste).⁶⁸ Begag avoue qu'il était difficile de trouver sa place dans le jeu politique et d'asseoir sa crédibilité comme homme politique : « Je lis dans un journal que je suis un ministre *novice* en politique. Ce n'est pas la première fois que je découvre une pareille critique. »⁶⁹ Il faut ajouter que la rivalité entre Sarkozy et Villepin comme candidats à la nomination de la droite pour la présidentielle n'a pas aidé non plus Begag à s'intégrer dans l'équipe gouvernementale.

S'agissant de ses rapports avec Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, il n'y a aucun doute que les deux hommes ne s'entendaient pas. Dans son livre *La*

⁶⁷ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 87.

⁶⁸ Nora Hamadi, « Begag, ministre en demi-teinte ».

⁶⁹ Azouz Begag, *La Guerre des moutons*, Paris : Fayard, 2008, pp. 103-4. C'est l'auteur qui souligne.

Guerre des moutons, Begag raconte plusieurs épisodes où l'animosité entre les deux hommes a éclaté au grand jour. Lors d'une réunion du Conseil du gouvernement, Sarkozy l'a vilipendé à cause de ses commentaires sur l'incident, à Cachan, en octobre 2006, où Sarkozy a fait disperser 250-350 squatteurs, pour la plupart africains. Dans une interview sur TV5 monde, Begag a déclaré qu'il « ne supporte pas qu'aujourd'hui encore, à Cachan ... les immigrés soient traités comme de la chair à canon électorale. »⁷⁰ D'après Begag, *Le Canard enchaîné* a rapporté les mots que Sarkozy avait prononcés à son égard : « Ce type est nul. Il ne fout absolument rien. Il n'a même pas de ministère, pas d'idées, pas de couilles. »⁷¹ Begag s'est étonné du comportement de Sarkozy, ne croyant pas qu'il serait si féroce. Quand Nicolas Sarkozy a fait un discours devant les militants de son parti, le 14 janvier 2007, Begag a passé le lendemain à analyser ce discours pour voir s'il y existait des dérapages. Il critique, en particulier, ce qu'il considère comme une grave erreur de la part de Nicolas Sarkozy qui ne reconnaissait les efforts des immigrés dans les deux Guerres mondiales : « Pour une fois que les Maghrébins, les Sénégalais en particulier pouvaient être mis en valeur par sa bouche, il a manqué l'occasion. »⁷² Troisième épisode : sa haine est évidente quand il évoque une interview avec Nicolas Sarkozy sur TF1, le 5 février 2007, interview que Begag a qualifiée d'« odieuse. » Il consacre quatorze pages de son livre à l'analyse des commentaires de Sarkozy sur des questions diverses posées par les interviewers.

⁷⁰ Azouz Begag, *La Guerre des moutons*, p. 69.

⁷¹ *Ibid.*, p. 76.

⁷² *Ibid.*, p. 80.

Les relations entre Begag et Sarkozy sont tombées au plus bas après que Begag, qui assistait à une réunion du Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations (FASILD), en réponse à une question sur l'immigration, a déclaré qu'il n'était pas Azouz Sarkozy. Ce mot d'esprit a mis en rage Sarkozy qui, selon Begag, dans un coup de fil, lui a lancé : « Tu es un connard ! Un déloyal, un salaud ! Je vais te casser la gueule ! »⁷³ Dans une interview sur I-télé, rapportée par *Le Monde*, Sarkozy l'a nié : « Je n'ai jamais dit cela à Azouz Begag pour une raison simple, c'est que je crois que je ne l'ai jamais rencontré ... Ce qu'il dit est un mensonge éhonté, ce ne sont pas mes méthodes. »⁷⁴ Begag était convaincu que Sarkozy s'acharnait contre lui : « J'avais seulement osé écrire qu'Al Pacino [son surnom pour Sarkozy], candidat à l'Élysée m'avait servi du “sale connard, je vais te casser la gueule” à répétition, et pour cette vérité balancée ... ils voulaient m'occire. »⁷⁵

La participation de Begag au gouvernement s'est terminée le 5 avril 2007, date de sa démission. C'était la veille de la sortie de son livre *La Guerre des moutons*, dans lequel il s'en prend violemment à Nicolas Sarkozy. Des pressions se sont portées sur Begag pour qu'il en diffère la sortie. Le président de la République, Jacques Chirac, lui a dit : « Ah, Azouz, on me dit que tu es en train de publier un livre sur un membre du gouvernement : c'est inconvenant ! »⁷⁶ Le Premier ministre Villepin a aussi demandé que le livre ne soit publié qu'après le premier tour de la présidentielle.

⁷³ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 151.

⁷⁴ « Nicolas Sarkozy accuse Azouz Begag de “mensonge éhonté” », *Le Monde*, le 7 avril 2007.

⁷⁵ Azouz Begag, *La Guerre des moutons*, pp. 254-5.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 152.

Begag a refusé de se plier devant ces pressions, et a préféré démissionner. Bien qu'il soit arrivé à la fin de sa carrière politique dans le gouvernement Villepin, son manque d'influence dans le monde politique continuait à l'hanter. Begag savait que cette démission donnerait raison à ses opposants : « Mes ennemis sont très puissants. Ils vont me salir, m'étouffer, me noyer dans la semoule, la pierraille, le purin, le ciment frais. Ils ne se laisseront pas faire. »⁷⁷ Il a été alors l'objet des commentaires peu flatteurs qui relevaient son incompetence dans la politique. Nous reviendrons sur ces commentaires dans le troisième chapitre.

En somme, Begag est entré au gouvernement Villepin sans aucune expérience dans le monde politique. Écrivain reconnu, il a eu du mal à trouver sa voie dans les couloirs de l'Élysée. Le fait de ne pas disposer de réseau politique lui a coûté cher. Il était obsédé par les actions de Sarkozy, qu'il considérait comme outrageuses. Cependant, Begag n'avait pas les moyens pour combattre Sarkozy, homme politique puissant et expérimenté. Même si le peuple l'a mieux connu après les émeutes de 2005, Begag a été, pour la plupart, l'homme invisible du gouvernement. Ses confrères au gouvernement l'évitaient, et les gens des banlieues ne comprenaient pas son rôle dans le gouvernement. Toujours considéré comme « l'Arabe » ou « le beur » de service, Begag lui-même reconnaît son manque de visibilité. À la fin, il a choisi de démissionner pour que son livre puisse sortir avant les élections : une manière de rétribution pour les agressions de Sarkozy, et sans considération pour les demandes de Jacques Chirac et Dominique de Villepin.

⁷⁷ Azouz Begag, *La Guerre des moutons*, p. 252.

1.2 Fadela Amara

Fadela Amara est née à Clermont-Ferrand, en 1964, quatrième enfant d'une famille algérienne venue de l'Algérie. Son père analphabète était ouvrier en bâtiment, sa mère restait au foyer. La famille Amara comprend douze enfants, dont deux sont morts ; tous sont nés en France. La famille a connu la pauvreté dans le bidonville Herbet où, au moment de la naissance de Fadela, « 99% de la population était d'origine algérienne ou du nord du Maghreb. »⁷⁸ Comme Begag, la famille Amara a toujours entretenu le mythe de retour en Algérie. À un très jeune âge, Fadela a pris conscience que « dans le regard des autres ... [elle était] perçue comme différente, venant d'ailleurs. »⁷⁹ Ce sens de la discrimination raciale a persisté pendant toute sa vie. Musulmane pratiquante, elle suit les pratiques musulmanes comme le ramadan, le jeûne et l'abstention de l'alcool, mais elle refuse de porter le voile qu'elle considère comme un signe de soumission.

En famille, ses frères menaient une vie libre alors que, pour les filles, c'était le contrôle permanent et des tâches de ménage. Fadela raconte : « J'étais une grande gueule, une vraie rebelle. »⁸⁰ À l'école, elle a « redoublé, loupé ... [son] CAP et fini à l'ANPE. »⁸¹ Sans jamais avoir fait d'études supérieures, sa vie de militante lui a valu des récompenses universitaires : en 2005, elle est faite *docteur honoris causa* de l'Université libre de Bruxelles et, en 2006, elle a reçu un diplôme *honoris causa* de la Manchester Metropolitan University comme défenseur des droits de l'homme.

⁷⁸ Fadela Amara et Mohammed Abdi, *La Racaille de la République*, Paris : Seuil, 2006, p. 15.

⁷⁹ Fadela Amara et Sylvia Zappi, *Ni putes ni soumises*, Paris : Éditions La Découverte, 2003, p. 19.

⁸⁰ Fadela Amara et Mohammed Abdi, *La Racaille de la République*, p. 25.

⁸¹ Fadela Amara et Sylvia Zappi, *Ni putes ni soumises*, p. 23.

À la différence des autres personnalités dont nous traitons ici, Fadela s'est beaucoup investie dans le militantisme : « Mon engagement militant est né d'un choc, la mort d'un de mes frères, lorsque j'avais quatorze ans. »⁸² À l'âge de dix-sept ans, elle a « monté avec des copines une marche civique pour inscrire les jeunes sur les listes électorales. » Deux ans plus tard, en 1983, elle a participé à la Marche des beurs. Il existe une polémique sur sa participation dans cette marche. Fadela prétend avoir participé à toute la marche sauf la dernière étape qui a terminé à Paris.⁸³ Cécile Amar nous raconte que Salih Mara (autrefois Salikha Amara), cofondatrice de *Sans frontière*, le journal de la Marche de 1983, de Radio Beur, de l'Association de la Nouvelle Génération Immigrée et du Collectif parisien pour la marche d'égalité des droits et contre le racisme, qui n'a pas de rapports de parenté avec Fadela, prétend le contraire : « Fadela Amara et la Marche des beurs, c'est l'histoire d'une tromperie réitérée à de multiples reprises et amplifiée par les médias. »⁸⁴

En 1986, Fadela a adhéré à SOS Racisme où elle est passée du secteur de Clermont-Ferrand au bureau national à Paris. « En 1988 ... [Fadela] a travaillé sur le projet Maison des potes ... dans l'idée de casser l'image négative des banlieues et de mettre en valeur les initiatives positives qui pouvaient se développer sur le terrain. »⁸⁵ En 2000, elle a été élue présidente de la Fédération Nationale des Maisons des Potes.

⁸² Fadela Amara et Sylvia Zappi, *Ni putes ni soumises*, p. 24.

⁸³ *Ibid.*, pp. 26-27.

⁸⁴ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, Paris : Hachette Littératures, 2009, p. 68.

⁸⁵ Fadela Amara et Sylvia Zappi, *Ni putes ni soumises*, p. 30.

En 2003, a eu lieu un défilé qui portait comme devise « Ni putes ni soumises », terme qui, plus tard, est devenu le nom d'une organisation militante dont Fadela a été présidente. Là encore, elle soulève une polémique. Amar affirme que, « Contrairement à la légende qu'elle se bâtit *a posteriori* ... [elle] ne fait pas partie de ce groupe. »⁸⁶ Christelle Raspolini, une marcheuse, l'a confirmé ; d'après elle, le rôle de Fadela était de définir les revendications politiques du groupe et de faire jouer ses réseaux pour assurer la couverture médiatique et le soutien politique de cette manifestation. Cécile Amar observe que Fadela était « si active auprès des médias qu'ils finissent par la présenter comme une marcheuse. »⁸⁷ Elle y a assisté au début, mais en voiture, et à la fin à Paris, le 8 mars 2003, la Journée de la femme. La version mise en avant par Fadela laisse penser pourtant qu'elle avait participé aux vingt-trois étapes : « Nous sommes partis ... le 1^{er} février 2003 ... nous sommes ... [tous] arrivées à Paris. »⁸⁸ Les deux épisodes ci-dessus qui suscitent la controverse mettent en question l'honnêteté de Fadela. On pourrait croire qu'elle avait menti sur sa participation dans les deux marches, car il existe des témoignages mettant en question la version mise en avant par Fadela. Comme nous verrons plus tard, il semble que son comportement n'ait pas de répercussions sur sa popularité.

Fadela Amara a été nommée, en 2004, membre de la Commission consultative des droits de l'Homme, et en 2005, membre de la HALDE. Jusque-là, elle a participé aux mouvements militants et s'est beaucoup investie dans la lutte contre la pauvreté et les injustices auxquelles font face les femmes, les immigrés et les pauvres. Cette

⁸⁶ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, p. 110.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 112.

⁸⁸ Fadela Amara et Sylvia Zappi, *Ni putes ni soumises*, pp. 101,104.

expérience sera bénéfique pour son travail au sein du gouvernement. Fadela explique que le regard qu'elle porte sur la vie est le résultat de l'école républicaine :

Outre l'éducation de mes parents ... [c'est un] fameux professeur d'instruction civique ... qui m'a appris à aimer la République, les valeurs de la République, c'est lui qui m'a appris à aimer la démocratie.⁸⁹

Dans cette citation on voit les principes qui guident l'action politique de Fadela. Sans renier ses liens avec le pays de son père, c'est la France et ses valeurs qui comptent : « Moi-même, je suis un patchwork, bien sûr j'ai épousé la culture française et je la revendique. »⁹⁰ Considérée comme femme de gauche à cause de ses origines, « une fanatique de François Mitterrand depuis toujours, »⁹¹ elle a choqué les gens quand elle a accepté un poste dans un gouvernement de droite. Fadela avait un tel désir d'améliorer la vie de ceux qui ont des racines hors de la France qu'elle a tourné le dos aux socialistes pour entrer dans le gouvernement Fillon. Elle a accepté l'offre d'un poste au gouvernement en partie parce que le Parti socialiste n'a pas su faire les réformes nécessaires en faveur des personnes défavorisées. Fadela s'interroge : « Si la gauche était au pouvoir aujourd'hui, que ferait-elle ? Après tout, elle l'a été et qu'a-t-elle fait pour améliorer les conditions de vie de ces gens-là ? Pas grand-chose. »⁹²

À l'inverse de Begag, Fadela s'entend avec Nicolas Sarkozy. C'était le printemps 2003, après la marche des femmes, qu'elle l'a rencontré pour la première fois à sa

⁸⁹ Fadela Amara et Mohammed Abdi, *La Racaille de la République*, p. 31.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 106.

⁹¹ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, p. 159.

⁹² Fadela Amara et Mohammed Abdi, *La Racaille de la République*, p. 85.

demande à lui. Au début, elle se méfiait de Sarkozy. Mais quand il est intervenu pour l'aider à résoudre les problèmes qu'elle avait rencontrés dans l'association Ni putes ni soumises, elle a cru trouver « un interlocuteur à la mesure de son ambition. »⁹³ Elle a refusé sa première proposition d'un poste au gouvernement, en expliquant : « C'était trop dur d'aller à droite. »⁹⁴ C'était après les législatives de 2007, plus précisément le 19 juin 2007, que Julian Dray a appelé Mohammed Abdi, ami de Fadela, pour lui dire que Sarkozy voulait toujours que Fadela intègre l'équipe du gouvernement ; ses amies et ses connaissances l'ont aussi encouragée à accepter. Elle l'a fait le lendemain. Fadela a pris cette décision parce qu'elle avait confiance en Sarkozy et qu'elle voulait que les choses changent.⁹⁵ En dépit des réserves qu'elle avait exprimées auparavant, la « gauche qui n'a pas fait de place aux enfants d'immigrés, qui n'a pas assez relayé le combat de Ni putes ni soumises, qui a transigé sur la laïcité »⁹⁶, l'a effectivement poussée à prendre cette décision.

Contrairement à Begag, Fadela a des amis au gouvernement, comme Eric Besson, Rama Yade, Laurent Wauquiez, Jean-Louis Borloo et Valérie Létard. Cependant, selon Cécile Amar : « Fadela Amara n'est pas toujours bonne camarade. »⁹⁷ D'après Éric Decouty et Bruno Jeudy, elle ne jouit pas de la camaraderie des députés de l'UMP, dû en partie à son langage, y compris l'expression « glandouille » qu'elle a utilisée pour parler de son plan banlieue : « son langage détonne sous les ors de la

⁹³ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, p. 15.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 18.

⁹⁵ Kwan Yuk Pan, « Fadela Amara – Ghetto blaster ardent socialist Fadela Amara has been called a hypocrite for accepting a position in France's centre-right government. But how else can she revive the troubled banlieues? », *Financial Times*, le 8 septembre 2007.

⁹⁶ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, p. 21.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 200.

République. »⁹⁸ Mais, « [même] mal aimée à l'UMP et au gouvernement, Fadela Amara bénéficie encore du soutien de l'Élysée et de Matignon »⁹⁹, et surtout de celui de son interlocuteur principal, Nicolas Sarkozy, soutien qui se termine lors du remaniement du novembre 2010. En revanche, Fadela et son ancienne ministre de tutelle, Christine Boutin, ministre du Logement, ne s'entendaient pas du tout. En janvier 2009, Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, a accepté Fadela comme son secrétaire d'État pour l'enlever à la situation Boutin. L'ambiance dans le cabinet de Fadela n'était pas toujours bonne. Trois directeurs de cabinet et une douzaine d'employés sont partis ; il y avait aussi la grogne des préfets quand elle faisait ses déplacements. Selon Cécile Amar, elle exigeait que « les préfets et sous-préfets la reçoivent systématiquement en tenue. » Amar nous cite un ancien conseiller d'Amara : « C'est un tyran ... Sous des airs dégingandés, elle est redoutable, méchante. Elle cherche l'humiliation, la mise en défaut. »¹⁰⁰ Il semble que Fadela soit une patronne difficile qui énerve les membres de son équipe.

En somme, Fadela a suivi une carrière de militante. Femme de gauche, ayant grandi dans des circonstances défavorables, elle a choisi d'entrer dans le gouvernement de François Fillon parce qu'elle avait confiance en Nicolas Sarkozy et aussi parce qu'elle était déçue des efforts vains du Parti socialiste pour défendre les femmes d'origine immigrée, les habitants des banlieues, les exclus et les pauvres. On peut supposer que sa tendance, qui la rapproche du style sarkozyste, à rompre avec les

⁹⁸ Éric Decouty et Bruno Jeudy, *Sarkozy et « ses » femmes*, Paris : Plon, 2008, p. 88.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 90.

¹⁰⁰ Cécile Amar, *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*, p. 205.

bienséances dans son ascension politique est, pour beaucoup des confrères, inacceptable.

1.3 Rachida Dati

Rachida Dati est née en 1965 à Saint-Rémy en Saône-et-Loire, d'un père marocain et d'une mère algérienne. Elle est la deuxième de douze enfants. La famille a bien connu la pauvreté : « [Elle] a habité dans un quartier de petites maisons, un peu délabrées ... Puis en cité HLM, quand la famille s'est agrandie. »¹⁰¹ Analphabète à son arrivée en France, le père a appris à lire en même temps que ses enfants. Autre précision notable : à la différence de beaucoup d'immigrés, le père de Dati « vient d'une culture de femmes fortes. Sa mère avait une personnalité dominante. »¹⁰² Musulmans, ses parents étaient pourtant ouverts à d'autres religions ; en effet, Rachida a commencé ses études dans une école catholique.

Ayant obtenu son baccalauréat in 1983, elle a commencé ses études en médecine mais a raté deux fois sa première année. Ensuite, elle a fait un diplôme d'études universitaires générales de sciences économiques, achevé en trois ans au lieu de deux, ayant redoublé la deuxième année, puis un MBA, financé par Jean-Luc Lagardère de Matra Communication (coût estimé à 50,000 euros). Les études de Rachida suscitent quelques interrogations. Considérons à ce sujet, les commentaires d'Éric Pelletier et Jean-Marie Pontaut, dans *L'Express* du 25 Octobre 2007, à propos du dossier publié par Rachida. Pour eux, il y est question d'un

¹⁰¹ Rachida Dati, *Entretien avec Claude Askolovitch : Je vous fais juges*, Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 2007, p. 44.

¹⁰² *Ibid.*, p. 57.

« MBA européen du groupe HEC-ISA. » Or ce dernier diplôme, vous ne l'avez pas obtenu, puisqu'il vous manquait « deux électives », des matières indispensables pour vous voir décerner le titre.¹⁰³

Comme Fadela Amara, il semble que Rachida n'ait pas peur de faire des raccourcis, voire de jouer avec la vérité, si cela l'arrange. À ce sujet, Jacqueline Remy nous raconte que le président d'une Conférence des premiers présidents de cour d'appel « a lancé qu'il pouvait accepter une ministre qui bousculait les choses mais une ministre menteuse, jamais. »¹⁰⁴

S'agissant des relations indispensables en politique, Rachida est la mieux placée des quatre personnalités. Son carnet d'adresses est impressionnant. Selon ses biographes non-autorisés Michaël Darmon et Yves Derai, elle

mobilise l'essentiel de ses appuis et active son réseau dans les cercles de pouvoir ... Depuis une dizaine d'années, elle fréquente les grands patrons, d'anciens ministres de renom ... Elle bénéficie aussi de l'appui de coachs qu'elle consulte régulièrement lorsqu'elle voit poindre une difficulté.¹⁰⁵

Ce réseau, d'après Remy, comprend Simone Veil, Albin Chalandon, Jacques Attali, Marceau Long et Pierre de Bousquet de Florian pour en citer quelques-uns.¹⁰⁶ Veil, qui au début faisait des éloges à Rachida, semblait plus tard changer d'avis parce que

¹⁰³ Gilles Gaetner, *Rachida Dati : Et si on parlait de vous?*, Paris : Jean-Claude Gawsewitch, 2008, p. 93.

¹⁰⁴ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, Paris : Éditions du Seuil, 2009, p. 176.

¹⁰⁵ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, Paris : Éditions du Moment, 2009, pp. 16-17 et 21.

¹⁰⁶ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, pp. 59 et 81.

ses mémoires ne contiennent aucune référence à Rachida.¹⁰⁷ Peut-être l'appui le plus important est-il Cécilia Sarkozy, femme de Nicolas Sarkozy au moment où il est devenu président. Selon un article paru dans *Le Nouvel Observateur*, Cécilia constate : « C'est plus qu'une amie, c'est ma sœur. Je ne la lâcherai jamais. Je connais tout d'elle. Elle est de la race des seigneurs. »¹⁰⁸

Dans les années 1980, à l'âge de dix-sept ans, elle a fait ses débuts dans le militantisme. Selon Remy, Rachida « a envoyé pas moins de douze lettres au magazine *Jeune Afrique*, » y compris une lettre qui contient « une diatribe contre le sort fait aux travailleurs clandestins et contre ces Français qui souhaitent le départ des “bougnoles”. » Remy ajoute : « Elle est à gauche, Rachida, à l'époque, sans forcément le formuler. »¹⁰⁹ À part ces lettres, il n'y a pas d'autres preuves que Rachida Dati est militante comme Fadela Amara. Il semble que la carrière politique de Rachida ne commence qu'en 2002, l'année où elle a rejoint l'équipe de Sarkozy. Elle a été l'un des co-fondateurs en 2003 de l'organisation XXI^{ème} siècle, qui comprend de nombreuses personnes d'origine immigrée qui cherchent à promouvoir l'égalité des chances. Mais peu à peu, elle a énervé les responsables du groupe, et elle a démissionné en 2005. Le 29 mars 2008, elle a été élue maire du VII^e arrondissement.

¹⁰⁷ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 24.

¹⁰⁸ « Rachida Dati passe ses vacances avec les Sarkozy », *Le Nouvel Observateur*, le 22 juin 2008.

¹⁰⁹ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, p. 37.

Comme garde des Sceaux, elle n'entretenait des rapports chaleureux ni avec les membres de son équipe, ni avec ses confrères au gouvernement. On y voit des similarités avec Fadela. D'après Michaël Darmon et Yves Derai,

Rachida Dati n'a jamais appris à travailler en équipe. Trois directeurs de cabinet en moins de deux ans, dix-huit collaborateurs remplacés, des plumes cassées à la pelle, des gourous remerciés avant même d'avoir esquissé un conseil.¹¹⁰

Fidèle à Nicolas Sarkozy et à ses projets de réforme, Rachida Dati a annoncé le 25 juin 2007 qu'elle allait réformer la carte judiciaire. Elle avait l'intention d'éliminer des cours d'appel, des tribunaux de grande instance, des tribunaux d'instance, des conseils de prudhommes et des tribunaux de commerce dans certaines régions. Il n'est pas surprenant que ces actions inquiètent les députés UMP des régions qui risquaient de perdre leurs cours et leurs tribunaux. C'était un problème, aussi, pour les magistrats qui risquaient de perdre leur poste ou d'être mutés. Rachida a embarqué sur ce projet de réorganisation de la carte judiciaire sans vouloir épargner personne. Selon Remy :

Ni alors, ni plus tard, selon son cabinet, elle ne présidera une seule vraie réunion collective d'élus sur le sujet de la carte judiciaire, qui les concerne au premier chef et leur complique forcément la vie.¹¹¹

Pour la magistrature, c'était le début des désaccords nombreux avec le garde des Sceaux. Le 23 octobre 2008, a eu lieu une journée de mobilisation de la magistrature contre la politique de Dati. Cette action a conduit à l'intervention de Nicolas

¹¹⁰ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 173.

¹¹¹ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, pp. 173-4.

Sarkozy, qui a choisi de recevoir des responsables le 27 octobre seul avec son conseiller Patrick Ouart ; Rachida devait les rejoindre pour la dernière partie. Selon Michaël Darmon et Yves Derai, « Ce *timing* est perçu par les observateurs comme une humiliation, voire un abandon en règle du chef de l'État. »¹¹² En novembre 2008, plus de 500 magistrats lui ont adressé une pétition pour dénoncer son comportement à leur égard. Remy explique : « Rachida Dati ne prend pas la peine de se concerter sérieusement avec les milieux judiciaires concernés, pas plus qu'avec les élus, y compris ses amis politiques qui auraient pu la soutenir. »¹¹³

Femme ambitieuse et calculatrice, Rachida a bien utilisé son réseau pour se faire une place dans le monde politique. Parrainée en particulier par Albin Chalandon et Pierre de Bousquet de Florian, Rachida a forgé des liens avec un très grand nombre de personnes influentes. Puis elle s'est intégrée dans l'équipe de campagne de Sarkozy où elle est devenue porte-parole. Une fois élu président de la République, Nicolas Sarkozy a nommé Rachida au poste de garde des Sceaux. Remy note que « Jamais avant elle une personnalité d'origine immigrée, femme de surcroît, n'avait accédé à un ministère régalien. »¹¹⁴ Pourtant, Remy évoque son surnom de « la garde des Shows »¹¹⁵ à cause de son penchant pour des robes éclatantes et son désir évident de se trouver sous le feu des projecteurs. Cela à part, Rachida est devenue l'un des ministres favoris de Sarkozy, sinon le plus favori ; on la considérait comme « la chouchoute » du président. Elle a participé aux voyages à l'étranger avec Sarkozy, y

¹¹² Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 157. Ce sont les auteurs qui soulignent.

¹¹³ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, p. 160.

¹¹⁴ *Ibid.*, pp. 10-11.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 196.

compris la visite aux États-Unis où, contrairement au protocole, elle a fait une entrée toute seule à un dîner animé par le Président George W Bush. Gilles Gaetner, auteur de *Rachida Dati – Et si on parlait de vous ?*, s’adresse ainsi à Rachida : « Vous êtes devenue une star, posture que vous entretenez avec un soin particulier. »¹¹⁶ On l’a vue partout ; dans les magazines, sur la une des journaux et sur les plateaux des chaînes de télévision. Sa beauté, la nouveauté d’un garde des Sceaux d’origine immigrée et, vers la fin de 2008, sa grossesse d’un père inconnu – toutes ces choses contribuent à ce qu’elle reste longtemps sous le feu de l’actualité.

Rachida Dati n’hésitait pas à jouer la carte raciale quand elle sentait que les circonstances le justifiaient. Remy nous en donne quelques exemples : au magasin elle a essayé de sortir un parfum de son emballage pour le humer et, quand une serveuse essaie de l’en empêcher, elle a hurlé : « Vous dites ça parce que je suis arabe ! »¹¹⁷ ; Remy observe qu’elle sort, quand elle est contrariée, « son argument massue : “Tu dis ça parce que je sors d’une ZEP ? Tu dis ça parce que mon père est arabe ? Tu dis ça parce que tu es raciste !” »¹¹⁸ Lors des élections pour le VII^{ème} arrondissement, elle accuse Véronique Delvolvé-Rosset de mener « une campagne raciste »¹¹⁹ contre elle.

Plus le temps passe, plus l’étoile de Rachida pâlit. Le tournant a été le départ de Cécilia et l’arrivée de Carla Bruni. Il n’y a pas de doute que Cécilia a eu une réelle

¹¹⁶ Gilles Gaetner, *Rachida Dati : Et si on parlait de vous*, p. 63.

¹¹⁷ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, p. 38.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 129.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 199.

influence sur la carrière de Rachida au gouvernement. Elle a pesé sur sa nomination comme garde des Sceaux et, au moment de la première séparation du couple présidentiel, Rachida a pris le rôle d'intermédiaire entre Cécilia et Nicolas. Au départ de Cécilia, Rachida, d'une certaine façon, a pris le rôle de la première dame de France, par exemple, en accompagnant le président de la République dans ses voyages officiels.

Nicolas Sarkozy [était] ... alors plein d'égards pour sa ministre
« préférée », comme il [l'appelait] ... gentiment devant témoins.

Jusqu'au jour où il [a rencontré] ... la chanteuse Carla Bruni. »¹²⁰

En dépit des efforts de Rachida, Carla n'a pas appris à l'apprécier. Pire que cela, elle a préféré Rama Yade et Fadela Amara, ses rivales qui, selon Darmon et Derai, « lui disputent l'incarnation de la diversité auprès de Nicolas Sarkozy. »¹²¹ Ils nous racontent encore que la nouvelle première dame avait coutume d'ironiser : « Rachida Dati n'est pas la Cosette des cités, c'est une *fashion victim*. »¹²²

Nombreux sont les confrères qui se sont retournés contre elle, comme en témoignent les propos de Ludovic Vigogne en réponse à la question : « A-t-elle encore des amis au gouvernement ? » :

Oui, elle a quelques-uns. D'abord, Nathalie Kosciusko-Morizet.

Ensuite, elle s'est plutôt bien entendue avec Michèle Alliot-Marie.

¹²⁰ Jacqueline Remy, *Du rimmel et des larmes*, p. 203.

¹²¹ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 129.

¹²² *Ibid.*, p. 129. [Cosette est l'un des personnages du livre *Les Misérables* de Victor Hugo. Son nom est devenu synonyme d'enfant martyr, exploité par des adultes. À l'inverse de Cosette, Rachida porte souvent les robes des grands couturiers.]

Quant aux hommes, elle connaît bien et depuis longtemps Bernard

Kouchner. Mais c'est vrai qu'elle y a aujourd'hui plus d'ennemis.¹²³

François Fillon s'est fâché quand Rachida a essayé d'évincer Michèle Alliot-Marie du poste de Ministre de l'Intérieur. « Le chef du gouvernement a rejoint les rangs déjà très fournis des anti-Dati. »¹²⁴ Édouard Balladur, ancien Premier ministre de la droite, a porté son jugement sur la garde des Sceaux : « Elle est incompétente. »¹²⁵ Nicolas Sarkozy se lassait de Rachida. En juin 2008, Sarkozy s'est rendu au Liban, mais sans Rachida. D'après Remy, en parlant de cette omission de Rachida du groupe, « Nombre de collaborateurs du chef de l'État estiment en petit comité que "Dati est devenue un boulet." »¹²⁶ Darmon et Derai notent d'autres exemples : lors d'une dispute en 2008 entre Rachida et Christine Lagarde, au moment où elles essayaient de se placer avantageusement pour le rôle du président de l'UMP à Paris, Sarkozy a constaté en comité : « Je ne veux pas de querelle de ministres » ; Darmon et Derai ajoutent : « Chacun comprend alors que le chef de l'État a tourné casaque. Rachida Dati n'a plus ses faveurs. »¹²⁷ Deuxième exemple d'après Darmon et Derai : le 19 septembre, à un rendez-vous de son G7 (les sept ministres préférés de Sarkozy, qui n'inclurent pas Rachida), Sarkozy affirme d'un ton virulent : « Elle [Rachida] ferait mieux de travailler. On parle plus de sa grossesse que de la politique pénale ». Les auteurs ajoutent : « Surpris par la charge, les sept mercenaires croient comprendre le message : le président lâche sa protégée. »¹²⁸ Troisième exemple : le mois suivant,

¹²³ Ludovic Vigogne, « Rachida Dati a un rapport plutôt éloigné avec la vérité », *L'Express*, le 7 mai 2009.

¹²⁴ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 116.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 136.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 117.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 140.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 163.

« La garde des Sceaux encaisse une sévère diatribe de Nicolas Sarkozy qui lui ordonne d'être plus réactive sur ses dossiers. »¹²⁹ C'est la fin de la carrière de Rachida dans le gouvernement français. À la demande de Sarkozy, elle se présentera aux élections du parlement européen en juillet 2009.

En somme, Rachida vient, elle aussi, d'un milieu défavorisé. Elle est musulmane mais non-pratiquante. Elle s'est constituée un réseau important, grâce à son audace et son assurance, qui a servi d'ascenseur social. Peu scrupuleuse dans sa stratégie d'autopromotion, mais fervente dans le soutien qu'elle apporte à Sarkozy, elle s'est distinguée comme patronne difficile avec des compétences limitées. Ses liens avec Cécilia Sarkozy ont mené à sa nomination à la poste régaliennne de garde des Sceaux. L'arrivée de Carla Bruni a coïncidé avec la fin de la bienveillance de Nicolas Sarkozy à son égard, culminant dans son départ pour le parlement européen en juillet 2009.

1.4 Rama Yade (Mame Ramatoulaye Yade)

Née à Dakar le 13 décembre 1976, Rama Yade est la seule des quatre personnalités à ne pas être née en France. Contrairement aux autres, au début elle a grandi dans un milieu aisé puisque son père était diplomate, un proche du président de Sénégal. Les premières années ont été marquées par une vie aisée. À l'âge de 10 ans, elle est arrivée en France pour rejoindre son père à Colombes, banlieue parisienne dans les Hauts-de-Seine. Comme les trois autres personnalités, « à son arrivée, à la fin des années 1980, la famille Yade n'envisage pas de s'installer

¹²⁹ Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-Amie*, p. 164.

définitivement en France. »¹³⁰ Quand Rama était en seconde, son monde a été bouleversé : ses parents se sont séparés et son père est retourné au Sénégal. Pour Rama, ses quatre sœurs et sa mère, la vie s'annonçait difficile à cause du manque de soutien financier du père. Disposant d'une formation de professeur d'histoire au Sénégal, la mère de Rama n'a pas pu faire valoir ses diplômes en France, et elle a dû faire de petits boulots pour survivre. D'après Armelle Le Goff : « Rama Yade vit l'expérience amère du déclassé social. »¹³¹ Bonne étudiante, Rama a suivi ses études dans un établissement catholique. Elle a réussi le concours d'administrateur du Sénat en 2002, et est devenue conseillère technique chargée de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'Outre-mer auprès de la Commission des affaires sociales. Plus tard, elle a été détachée auprès de Jean-Pierre Elkabbach, président-directeur de la Chaîne parlementaire *Public Sénat*, où elle est devenue directrice de la communication de la chaîne. Comparée aux trois autres, Rama a eu une éducation politique, même si elle n'était pas énarque.

À l'âge de 18 ans, Rama a choisi de prendre la nationalité française ; « Je me sens française, mais aussi immigrée. Je suis de droite, beaucoup m'attendaient à gauche. »¹³² Ces deux petites phrases résument le parcours politique de Rama Yade. Au départ, elle « évolue dans les idées imprégnées de marxisme-léninisme ... qui dominant dans ... [la commune de] Colombes. »¹³³ Toutefois, elle montrait un intérêt limité pour le militantisme. D'après Armelle Le Goff : « À l'exception du Secours

¹³⁰ Jean-François Probst, *Les Dames du Président*, Paris : Editions de Rocher, 2008, p. 94.

¹³¹ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, Paris : Jacob-Duvernet, 2009, p. 68.

¹³² *Ibid.*, p. 63. C'est l'auteur qui souligne.

¹³³ Jean-François Probst, *Les Dames du Président*, p. 95.

populaire, association proche du Parti communiste, lorsqu'elle était adolescente, elle n'a jamais été très investie dans le milieu associatif. »¹³⁴ Elle note aussi que Rama, ayant grandi dans un milieu plutôt à gauche et avec un père qui défendait des idées de gauche, aurait pu tenter d'entrer au Parti socialiste, même si Rama l'a démenti. En effet, selon Le Goff, « elle est une enfant de la gauche déçue. »¹³⁵ Le 26 août 2005, Rama écrit un article intitulé « Les Victimes de l'incendie du 13^e ne sont pas que “des Noirs” » et le fait publier sous pseudonyme au *Monde*.¹³⁶ La même année, elle a intégré le club XXI^e siècle, où se trouvait aussi Rachida Dati, et plus tard elle a intégré le club Averroès, les deux clubs ayant pour but la promotion de la diversité en France. Le Goff nous raconte qu'en 2005, Rama a demandé de travailler pour l'UMP.¹³⁷ C'était le début de sa carrière politique : « Je me suis engagée en politique en 2006 pour contribuer à écrire une histoire nouvelle de la droite. »¹³⁸

Rama s'est entendue très bien au début avec Nicolas Sarkozy. Ils se sont rencontrés la première fois en novembre 2005 : « Entre le candidat à la présidentielle et la jeune femme de moins de trente ans, c'est le coup de foudre politique, »¹³⁹ racontent Jean Daniel et Denis Olivennes. Ayant débuté dans le groupe de campagne de Sarkozy pour la présidence comme rédactrice des fiches techniques et des notes des groupes de travail, elle a été promue en mars 2006 au poste de secrétaire nationale à la Francophonie. Nommée au gouvernement en juin 2007, Rama raconte :

¹³⁴ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, pp. 128-9.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 16.

¹³⁶ « Les Victimes de l'incendie du 13^e ne sont pas que “des Noirs” », *Le Monde*, le 30 août.

¹³⁷ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 14.

¹³⁸ Jean Daniel et Denis Olivennes, « Les Campagnes se font en vers, le pouvoir s'exerce en prose », *Le Nouvel Observateur*, le 26 mars 2009, p. 15.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 20.

« Nicolas Sarkozy, c'est mon parrain politique. Je lui dois tout. Je l'admire et je veux me battre pour qu'il reste quelque chose du sarkozysme. »¹⁴⁰ Maintenant, Rama fait partie de la droite. Elle « dit se reconnaître en Nicolas Sarkozy, *ce petit Français de sang mêlé*, qui a dû se battre pour accéder au pouvoir parce qu'il n'était ni du sérail, ni diplômé de l'ENA. »¹⁴¹

Leurs rapports se sont gâchés quand, fin 2008, Sarkozy a appris que Rama n'acceptait pas de se présenter aux élections européennes : « Il fustige ce qu'il qualifie de *caprice*, jure qu'elle a pris la grosse tête ... [C'était] comme si elle, moins qu'une autre, ne devait s'opposer à lui. »¹⁴² D'après Carole Barjon du *Nouvel Observateur*, elle n'a pas été conviée au conseil de ministres pendant trois mois.¹⁴³ Cela a duré jusqu'au 5 février 2009, date à laquelle « Rama Yade réussit à obtenir le pardon public du président lors de son intervention spéciale crise. »¹⁴⁴ Mais il semble que Sarkozy n'ait plus confiance en elle, parce qu'elle ne survit pas au remaniement du 14 novembre 2010. Rama a fait sa première sortie aux urnes en France quand elle a disputé les municipales de Colombes en Hauts-de-Seine en 2008. Parachutée dans la ville où elle a grandi, en troisième position de la liste de la droite, elle a été battue par la liste de la gauche. Alexis Bachelay, militant UMP, suggère que sa notoriété avait éclipsé le maire sortant, provoquant sa défaite à lui et celle de sa liste :

¹⁴⁰ Éric Decouty et Bruno Jeudy, *Sarkozy et « ses » femmes*, p. 138.

¹⁴¹ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 41. C'est l'auteur qui souligne.

¹⁴² *Ibid.*, p. 81. C'est l'auteur qui souligne.

¹⁴³ Carole Barjon, « Le Cas Rama Yade », *Le Nouvel Observateur*, le 26 mars 2009, p. 12.

¹⁴⁴ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 82.

« L'image de Nicolas Goueta [le maire sortant] a été diluée par la force médiatique de Rama Yade. »¹⁴⁵

S'agissant de son évolution au sein du gouvernement, Le Goff apporte l'éclairage suivant : « Au gouvernement, elle évite les copinages, quitte à se retrouver un peu isolée. »¹⁴⁶ D'après *Le Parisien*, ses amis incluent Christine Lagarde, Laurent Wauquiez, Nathalie Kosciusko-Morizet et Jean-Marie Bockel. Parmi les personnes qui la soutiennent, elle compte Simone Veil, Alain Juppé, Edouard Balladur et Charles Pasqua.¹⁴⁷ Rama n'avait pas beaucoup d'ennemis, mais parmi ceux-ci, Rachida Dati figurait en haut de la liste. Le Goff explique qu'elle voyait Rama comme une rivale.¹⁴⁸ De plus, à la différence de Rachida, pour Rama « la couleur n'a jamais été un handicap. Pas question donc de jouer la carte de la revendication identitaire. »¹⁴⁹ Autre ennemi dans le monde politique : son ministre de tutelle Bernard Kouchner. Selon Le Goff, il est jaloux de sa popularité : « Il tente même de lui voler la vedette lorsqu'elle est invitée sur des plateaux de télévision. "Je viendrai à sa place", propose-t-il. »¹⁵⁰ Il y a un moment où il a humilié Rama. Dans une interview avec *Le Parisien*, il a lancé : « Je pense que j'ai eu tort de demander un secrétariat d'État aux Droits de l'homme. C'est une erreur. »¹⁵¹ Plus tard, il a nié qu'il faisait référence à Rama, seulement au poste : « Je fais amende honorable sur le

¹⁴⁵ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 107.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 137.

¹⁴⁷ « Ils la défendent », *Le Parisien*, le 28 octobre 2009.

¹⁴⁸ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 53.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 124.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 91.

¹⁵¹ « Droits de l'homme, l'interview choc de Kouchner », *Le Parisien*, le 10 décembre 2008.

fond, pas sur Rama Yade ... dont je respecte le travail. »¹⁵² Mais il semble qu'il commette une erreur en faisant ce commentaire : Kouchner a subi une chute de dix points au sondage d'opinion suivant.

En somme, Rama Yade a eu une vie plus aisée que les autres personnalités, même si, une fois son père parti, elle a connu les aléas d'une famille aux revenus modestes. Elle affiche quelques velléités du militantisme, mais elle est loin d'émuler les efforts de Fadela Amara. Bien qu'elle semble avoir eu des affinités socialistes au début, elle s'est proclamée définitivement femme de droite. Son expérience dans l'administration du Sénat lui a bien servi dans sa carrière de ministre.

1.5 Conclusion

Comme nous l'avons vu, les quatre personnalités ont toutes connu la vie des milieux défavorisés. Ainsi, on s'attend à ce qu'ils aient des idées de gauche. Or, ils ont tous choisi d'entrer dans un gouvernement de droite. Rama Yade assure qu'elle est maintenant de droite. Avant ses débuts dans l'équipe de Sarkozy, Rachida a occupé des postes qui n'étaient pas liés au monde politique. Une fois qu'elle a rejoint l'équipe, elle s'est considérée comme femme de droite. En revanche, les deux autres continuent à afficher leur sympathie pour la gauche. Fadela a fait savoir qu'elle ne voterait pas pour Sarkozy. Pour les trois femmes, il semble que leurs liens personnels avec Sarkozy aient été déterminants dans leur décision d'entrer dans son gouvernement. Begag, frustré et déçu par l'immobilisme du Parti socialiste, a aussi

¹⁵² « Une très longue journée pour Rama Yade », *L'Express*, le 10 décembre 2008.

décidé d'entrer dans un gouvernement de droite, celui de Villepin, parce qu'il croyait y trouver les moyens d'améliorer la vie des personnes défavorisées.

Aucun d'entre eux n'est diplômé de l'ENA, qui paraît encore comme un parcours obligé chez les hommes politiques. Rama Yade possède la meilleure éducation politique, ayant achevé ses études à Sciences Po, alors qu'Azouz Begag est le mieux diplômé. Cela dit, les études universitaires ne lui ont pas donné une base solide pour son rôle dans le gouvernement. Par contre, Fadela Amara est moins diplômée, mais elle compense ce manque de formation par son engagement dans le militantisme. Rachida Dati a fait des études supérieures aussi, même si celles-ci ne correspondent pas à l'éducation traditionnelle d'un homme politique. Son atout est son réseau, qui a beaucoup compté dans son élévation au poste de ministre régalien.

Les quatre personnalités n'ont pas été élues avant d'être nommées au gouvernement. Comme nous l'avons vu, cette situation a pesé sur les quatre parce que, selon l'opinion des autres hommes politiques, au gouvernement ou dans l'opposition, ils ne peuvent pas être considérés comme de légitimes hommes politiques parce qu'ils ne se sont jamais présentés devant les électeurs. Rachida Dati seule a réussi dans une élection à la suite de sa participation au gouvernement. Rama Yade a disputé une élection dans le VII^e arrondissement, mais sans succès. Azouz Begag n'a pas vu du succès aux urnes et Fadela Amara ne s'est jamais présentée aux élections.

À propos des relations avec le président, les trois femmes ont forgé des liens étroits avec Nicolas Sarkozy au début. Ces liens se sont distendus avec le temps : Rachida est entrée au parlement européen en juillet 2009 ; Fadela et Rama ont perdu leur poste dans le remaniement ministériel, le 14 novembre 2010. En ce qui concerne Fadela Amara, il semble que son soutien pour Jean-Louis Borloo pour le poste de Premier ministre, l'échec de son plan banlieue et un changement d'attitude par Nicolas Sarkozy envers l'ouverture dans le gouvernement aient tous mené à son renvoi. Dans le cas de Rama Yade, il paraît que le facteur déclencheur s'est passé le 1^{er} novembre 2010, lors d'une interview sur RF1, quand Rama a contredit le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar en 2007. D'après *Paris Match*, « La coupe est pleine. Pour le chef d'État, indique un proche, "son sort est scellé. C'est une question d'autorité". »¹⁵³ Pour Azouz Begag, c'est autre chose. Le lien entre lui et Jacques Chirac paraît un peu faible. À la différence des femmes, Begag a eu peu de contact avec Chirac ; son rôle a requis qu'il consulte avec de Villepin. Puisque les liens entre les trois femmes et Nicolas Sarkozy sont plus forts que le lien entre Azouz Begag et Jacques Chirac, les femmes ont reçu plus de soutien dans leur rôle. Azouz Begag ne possède pas la capacité de surmonter ce problème, comme en témoignent ses soucis considérables.

Les quatre personnalités n'ont pas su cultiver des rapports proches avec les autres membres de l'équipe gouvernementale. Ceci est dû, en partie, au fait qu'elles n'avaient pas été élues, mais aussi à leur situation marginale par rapport aux partis. On trouve de la jalousie envers Rachida et Rama de la part des autres hommes et

¹⁵³ « Le bleus de Rama Yade remaniement ministériel », *Paris Match*, le 24 novembre 2010.

femmes politiques, principalement à cause de leur beauté et de l'intérêt qu'elles suscitaient. Fadela Amara ne s'est pas bien entendue toujours avec les autres membres du gouvernement. De plus, la guerre existait entre Fadela et Christine Boutin, sa ministre de tutelle, ce qui a posé des problèmes pour Fadela dans la mise en application de sa politique. Pour la plupart des hommes politiques, elle assurait mal son travail de Secrétaire d'État. Rachida Dati a préféré travailler seule, sans consulter son équipe, et Rama Yade a évité les copinages. Azouz Begag non plus n'a pas forgé des liens proches avec les autres hommes politiques pendant sa carrière au gouvernement. Le fait d'être promu sur le devant de la scène comme ministre de la diversité par la seule volonté du chef de l'exécutif, explique en partie pourquoi toutes les quatre personnalités n'ont pas su se faire accepter par les autres hommes politiques pendant qu'ils ont occupé leurs postes.

Chapitre 2 Le Processus de la nomination

Le but de ce mémoire est d'examiner le concept de la diversité pour déterminer comment les Français le voient dans le contexte de l'action politique de Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac. À la différence de Chirac et des autres anciens présidents, Nicolas Sarkozy adopte une nouvelle approche dans son rôle de président : il veut gouverner et présider la France à la fois ; en particulier, il prend en charge tous les dossiers.

En dépit de l'immigration massive après la Seconde Guerre mondiale, peu de gens de couleur ont trouvé des postes dans les gouvernements français.¹⁵⁴ Nous examinerons la loi portant sur le processus de la nomination et les pratiques réelles des présidents, et ceci afin de voir comment les présidents utilisent le processus de la nomination pour faire entrer des personnes de couleur au gouvernement. Il s'agit plus précisément d'examiner deux questions : premièrement, le contexte légal du processus de la nomination dans la V^e République, et deuxièmement, l'attitude des présidents respectifs vis-à-vis des personnes de couleur en général.

¹⁵⁴ Il y a des exceptions comme Abdelkader Barakrok, né en Algérie, qui était le premier Algérien musulman à devenir secrétaire d'État dans un gouvernement de la République française. Il était secrétaire d'État à l'Algérie dans les gouvernements de Maurice Bourgès-Maunoury et de Félix Gaillard, de 1957 à 1958. Ou comme Gaston Monnerville, né en Guyane française, président du Sénat de 1959 à 1968 ; Hamlaoui Mekachera, né en Algérie et délégué ministériel à l'Intégration dans le gouvernement d'Alain Juppé en 1995 ; Kofi Yamgnane, né en République Togolaise et secrétaire d'État dans les gouvernements d'Édith Cresson en 1992 et de Pierre Bérégovoy la même année ; Roger Bambuck, né en Guadeloupe, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports dans le gouvernement de Michel Rocard de 1988 à 1991 ; et Lucette Michaux-Chevry, née en Guadeloupe, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Jacques Chirac, de 1986 à 1988. Cette liste n'est pas complète, mais elle contient la plupart des personnes de couleur qui ont occupé des postes au gouvernement français jusqu'en 2000.

Dans le premier chapitre, nous avons présenté les quatre personnalités choisies pour notre enquête, en suivant le parcours de chacune d'entre elles, depuis leur enfance jusqu'à leur participation au gouvernement. Il est question, maintenant, de traiter du cadre institutionnel des nominations des membres du gouvernement, à commencer par la constitution de la V^e République. Notre point de départ sera Article 8 de la constitution, qui donne au président le pouvoir de nommer le Premier ministre et de confirmer les nominations des membres du gouvernement. Nous porterons ensuite un regard sur les actions des présidents de la V^e République jusqu'à Chirac, dans le but de savoir si c'était le président ou le Premier ministre qui a pris la responsabilité pour les nominations, et si en réalité les présidents ont respecté Article 8 à la lettre. Ensuite, nous examinerons les commentaires de Jacques Chirac et de Dominique de Villepin avant la nomination de Begag, afin de dégager les raisons pour lesquelles ils l'ont nommé. Pour terminer, nous examinerons les déclarations de Nicolas Sarkozy dans la période menant à son élection comme président, et celles qu'il a faites après son élection, afin d'éclairer les raisons pour lesquelles il a nommé Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara.

Le pouvoir de nomination apparaît déjà dans la constitution de la II^e République de 1848. Celle-ci décrète pour la première fois, que « Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de président de la République. »¹⁵⁵ Son pouvoir de nommer réside dans Article 64 : « Le président de la République nomme et révoque les ministres. » Ce pouvoir du président sera inscrit plus tard dans les constitutions des III^e et IV^e Républiques. Aujourd'hui, le pouvoir de nommer se

¹⁵⁵ Article 43 de la constitution française.

trouve dans Article 8 de la constitution de la V^e République : « Le président de la République nomme le Premier ministre... Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement. » S'agissant du nombre de ministres au gouvernement, c'est le président qui le fixe plutôt que le Premier ministre. À l'inverse des constitutions précédentes, aujourd'hui le pouvoir de nommer les ministres revient en principe au Premier ministre. Mais, comme nous allons le constater, cela est loin d'être le cas dans la pratique.

Les présidents de la V^e République sont Charles de Gaulle (1958-1969), Georges Pompidou (1969-1974), Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), François Mitterrand (1981-1995), Jacques Chirac (1995-2007) et Nicolas Sarkozy (depuis 2007). C'est de Gaulle qui préside à la mise en place, le 4 octobre 1958, de la constitution de la V^e République pendant qu'il occupe le poste de président du Conseil (aujourd'hui connu comme le Premier ministre) sous la présidence de René Coty. Sa conception du pouvoir de nommer a apparue premièrement dans son discours de Bayeux, le 16 juin 1946 : « À lui [le président] la mission de nommer les ministres, et, d'abord, bien entendu, le Premier, qui devra diriger la politique et le travail du gouvernement. »¹⁵⁶ Ce dispositif est incorporé dans la nouvelle constitution qui a reçu l'approbation des Français au référendum du 28 septembre 1958. En parlant de la constitution de 1958, Hugues Portelli affirme que,

¹⁵⁶ Charles de Gaulle, « Discours de Bayeux », le 16 juin 1946.

De 1958 à 1969, la prééminence du président ne ... [serait] jamais remise en cause. Outre la stature du général de Gaulle, la primauté du pouvoir d'État qu'il ... [a détenu] sur celui des ministres, à commencer par le Premier, cette supériorité ... [serait] renforcée par [ses actions].¹⁵⁷

Didier Maus souligne l'importance souveraine du président : « Le choix des ministres n'est régi par aucune règle. Le pouvoir de proposition du Premier ministre s'analyse, en pratique, beaucoup plus comme une suggestion que comme une proposition en bonne et due forme. »¹⁵⁸ Ce qui explique pourquoi, dans la V^e République, le président est incontestablement la clé de voûte du système. Nous verrons dans quelle mesure le président dirige la formation du gouvernement sous la V^e République.

2.1 Les anciens présidents jusqu'à Jacques Chirac

L'analyse des discours du Général de Gaulle nous permet d'affirmer qu'il est surtout préoccupé, à cette époque, par le problème algérien. Le 4 juin 1958, dans un discours au Forum d'Alger, il déclare :

À partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie des habitants : il n'y a que des Français à part entière, des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ... Oui, moi, de Gaulle, à ceux-là, j'ouvre les portes de la réconciliation.¹⁵⁹

¹⁵⁷ Hugues Portelli, *La Politique en France sous la V^e République*, Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 1987, p. 35.

¹⁵⁸ Didier Maus, *Institutions politiques françaises*, Paris : Masson, 1990, p. 122.

¹⁵⁹ Charles de Gaulle, Discours du forum d'Alger, le 4 juin 1958.

Au moment où il met en place les institutions de la V^e République, et compte tenu de sa volonté de créer une République ouverte aux autres peuples, l'accueil que de Gaulle fait aux Algériens est une préfiguration de sa nomination des ministres de couleur.

Avant la mise en œuvre de la nouvelle constitution, de Gaulle a nommé vingt-trois ministres, dont huit, comme lui, sont non-parlementaires. Qu'il fasse appel aux personnes en dehors des groupes parlementaires constitue, selon Jacques Chapsal, « une nouveauté par rapport à la IV^e République. »¹⁶⁰ Ce groupe de ministres contient Félix Houphouët-Boigny, né en Côte d'Ivoire, qui selon Chapsal « représente les députés noirs. »¹⁶¹ Parlant du communiqué de Charles de Gaulle sur la nomination de Michel Debré comme Premier ministre et celle des ministres, Chapsal commente :

C'est extrêmement net : il ne s'agit pas d'une nomination en vertu d'influences extérieures, d'un vote parlementaire, d'une majorité déterminée ; il s'agit d'un *choix du chef de l'État*, qui s'est fait – comme le communiqué a tenu à le souligner – après avoir discuté avec le Premier ministre « pressenti » – comme on aurait dit en d'autres régimes – de ce qu'il comptait faire.¹⁶²

¹⁶⁰ Jacques Chapsal, *La Vie politique en France depuis 1940*, Paris : Presses Universitaires de France, 1966, p. 334.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 324.

¹⁶² *Ibid.*, p. 373. C'est l'auteur qui souligne.

Pour Chapsal, il n'y a pas de doute que le président prend en charge le processus de la nomination. De Gaulle confirme lui-même cette thèse en écrivant dans son livre *Mémoires d'espoir* :

Lors de la formation du Ministère Debré, puis de celui qui le remplace, je me garde de consulter les groupes parlementaires, parce que ce serait les faire entrer, comme jadis, dans une opération qui n'est plus de leur ressort.¹⁶³

Il révèle aussi que c'était lui qui a invité un certain nombre de personnes à rejoindre le gouvernement. On peut donc conclure que les actions du Général de Gaulle démontrent, comme l'écrit Colette Bourdache, « la prépondérance de l'Élysée et le caractère présidentiel du régime. »¹⁶⁴ Il est donc clair que le Général de Gaulle commande le processus des nominations des ministres pendant qu'il exerce ses fonctions de président de la République.

Arrivé à la présidence en 1969, Georges Pompidou a suivi l'exemple de Charles de Gaulle en nommant Maurice Schumann comme ministre des Affaires étrangères, poste qui est généralement considéré comme « le domaine réservé des présidents. »¹⁶⁵ Selon Philip Thody, « Personne n'a contesté le droit du président de choisir qui sera ou ne sera pas dans le gouvernement, »¹⁶⁶ en dépit des termes d'Article 8 qui accordent ce droit de nomination au Premier ministre. Éric Roussel accentue l'influence du président : « Sa ligne de conduite ... [définit] soigneusement les limites

¹⁶³ Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir : Le Renouveau 1958-1962*, Paris : Plon, 1970, p. 291.

¹⁶⁴ Colette Bourdache, *Les Années cinquante*, Paris : Fayard, 1980, p. 261.

¹⁶⁵ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, Oxford : Berg, 2000, p. 112.

¹⁶⁶ Philip Thody, *The Fifth French Republic: Presidents, Politics and Personalities*, London : Routledge, 1998, p. 62.

de l'ouverture dans tous les domaines ... [et affirme] la primauté absolue du chef de l'État. »¹⁶⁷ Sur la composition du gouvernement, Roussel ajoute : « Somme toute, au niveau des ministres, chacun peut le constater, Georges Pompidou a réussi à placer beaucoup d'hommes. »¹⁶⁸

Nommé Premier ministre en 1972, Pierre Messmer s'aligne sur la volonté présidentielle en reconnaissant, dès son arrivée, que « le gouvernement procède du président. »¹⁶⁹ Éric Roussel, pour sa part, insiste sur le rôle prépondérant du président : « Pour être sûr que Matignon ne s'écartera pas de la voie tracée, l'Élysée ... prend soin tout d'abord de surveiller de près le choix des collaborateurs du nouveau Premier ministre. »¹⁷⁰ Somme toute, Pompidou agit d'une manière semblable à Général de Gaulle en ce qui concerne les nominations au gouvernement : c'est le président qui impose ses choix.

Il semble que les immigrés ne figurent pas fortement dans les priorités de Georges Pompidou car, comme sa déclaration à l'Assemblée nationale, le 25 juin 1969, le souligne, il s'agissait de toute urgence de mener à bien la modernisation industrielle de la France. Pompidou était convaincu du mérite de la construction d'une communauté européenne ; il reconnaissait que celle-ci aiderait la France à devenir une nation industrialisée. Il parlait d' « une nation moderne » aux prises avec « une

¹⁶⁷ Éric Roussel, *Georges Pompidou : Le Président d'avant la crise*, Paris : Éditions Jean-Claude Lattès, 1984, p. 329. Roussel cite les mots du livre de Pompidou, *Le Nœud gordien*, sorti en 1968.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 333.

¹⁶⁹ Pierre Avril, *La V^e République : Histoire politique et constitutionnelle*, Paris : Presses Universitaires de France, 1987, p. 153.

¹⁷⁰ Éric Roussel, *Georges Pompidou : Le Président d'avant la crise*, p. 471.

crise spirituelle », et de la nécessité du « bon fonctionnement des pouvoirs publics », mais il n'y a aucune référence aux immigrés dans ce message.¹⁷¹ Toutefois, le 2 septembre 1971, il reconnaît que le racisme existe en France à cette époque :

Le racisme, fléau du XX^e siècle, forme la plus désolante du mépris de l'homme, continue ses ravages ... Mon pays ... souhaite que votre action contribue à en dénoncer les effets et à en éliminer les causes par une meilleure connaissance réciproque de tous les peuples.¹⁷²

Il revient là-dessus lors d'une conférence de presse le 27 septembre 1973, en réponse à une question sur le racisme et les travailleurs immigrés : « La France est profondément antiraciste, le Gouvernement français est antiraciste. »¹⁷³ Ces discours conduisent à la nomination des immigrés aux gouvernements de son mandat, comme Henri Torre, marocain, et Pierre Billecocq, né en Italie.

Devenu président en 1974, Valéry Giscard d'Estaing a nommé Jacques Chirac comme Premier ministre. Selon David Bell, il n'existe pas de doute sur l'autorité de Giscard d'Estaing, parce qu'en réalité Chirac a peu d'influence sur la composition du gouvernement.¹⁷⁴ Franz-Olivier Giesbert commente :

De toute l'histoire de la V^e République, Chirac est sans doute le Premier ministre qui aura été le moins associé à la formation de son gouvernement. Qui met au point la liste ? Giscard ... Qui téléphone aux

¹⁷¹ Georges Pompidou, Message à l'Assemblée nationale, le 25 juin 1969.

¹⁷² Georges Pompidou, Allocution prononcée à Versailles aux cérémonies inaugurales du Congrès interparlementaire, le 2 septembre 1971, *Entretiens et discours 1968-1974, tomes I et II*, Paris : Plon, 1975, tome 1, p. 114.

¹⁷³ Georges Pompidou, Conférence de presse, le 27 septembre 1973.

¹⁷⁴ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, p. 129.

ministrables pour leur annoncer la bonne nouvelle ? Le président encore.¹⁷⁵

Ce commentaire démontre clairement que c'est le président de la République qui assume la responsabilité de la nomination. Chirac ayant quitté ses fonctions en août 1976, c'est Raymond Barre qui devient Premier ministre. Barre demande l'Économie et les Finances, que Giscard d'Estaing lui accorde puisqu'il considère Barre comme le « meilleur économiste de France ».¹⁷⁶ À cette époque, la France, qui était aux prises avec une inflation galopante, avait besoin d'un homme expérimenté dans ce domaine. Sur la demande de Barre, comme Jean Bothorel le note, « Le chef de l'État n'émettra aucune réserve. Il est alors surtout préoccupé par le dosage politique du futur gouvernement ... Les "chiraquiens" s'en vont, les "barons" reviennent ... L'opération est transparente. »¹⁷⁷ Encore une fois, nous voyons un président qui assume le pouvoir des nominations afin d'obtenir le gouvernement qu'il désire.

Chez Giscard d'Estaing, nous trouvons deux politiques contrastantes. En 1975, il envisage « la création d'un partenariat Nord-Sud qui se concrétise dans les accords de Lomé entre la CEE et les pays de la zone Afrique, Caraïbes et Pacifique. »¹⁷⁸ Selon Jean-Luc Dagut, c'est l'occasion pour lui de prononcer plusieurs discours sur les liens qui existent entre la France et l'Afrique.¹⁷⁹ À l'inverse, en 1978, il prend la décision

¹⁷⁵ Franz-Olivier Giesbert, *Jacques Chirac*, Paris : Éditions du Seuil, 1987, p. 219.

¹⁷⁶ Pierre Avril, *La V^e République : Histoire politique et constitutionnelle*, p. 196.

¹⁷⁷ Jean Bothorel, *Le Pharaon : Histoire du septennat giscardien*, Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 1983, p. 203.

¹⁷⁸ « Valéry Giscard d'Estaing », *France-Allemagne*. [CEE=Communauté Économique Européenne.]

¹⁷⁹ Jean-Luc Dagut, « L'Afrique, la France et le monde dans le discours giscardien », *Politique Africaine*, mars 1982, pp. 19-20.

de rapatrier de force des immigrés maghrébins. Les discours de Giscard d'Estaing ne comportent pas de références explicites aux immigrés. Lorsqu'il affirme, dans son message à l'Assemblée nationale, le 30 mai 1974 : « La société française doit être plus égale »¹⁸⁰, il parle des jeunes et personnes âgées en particulier, et non pas des immigrés. Quand nous considérons ses efforts pour rapatrier de force des immigrés maghrébins, sous prétexte de protéger l'économie et de faire baisser le taux de chômage, il est raisonnable de supposer que, de tous les groupes d'immigrés en France, les immigrés maghrébins ne figurent pas fortement dans son estimation.

Élu président de la République en 1981, François Mitterrand nomme Pierre Mauroy comme Premier ministre. Lui succèdent Laurent Fabius, Jacques Chirac, Michel Rocard, Édith Cresson, Pierre Bérégovoy et Édouard Balladur. Philip Thody note que, contrairement à de Gaulle et à Giscard d'Estaing, la proportion de son équipe présidentielle occupée par des fonctionnaires est de 40 percent, contre 90 percent pour de Gaulle et 89 per cent pour Giscard d'Estaing. Ce chiffre s'explique par son désir de s'entourer d'écrivains, d'artistes, de fidèles et de professeurs de l'université.¹⁸¹ S'agissant d'Édith Cresson, Pierre Favier et Michel Martin-Roland notent :

Pas plus que Pierre Mauroy, Laurent Fabius ou Michel Rocard, Édith Cresson n'obtient du président un gouvernement à sa main. Avec Mauroy, en 1981, l'accord politique était total : il s'agissait de faire

¹⁸⁰ Valéry Giscard d'Estaing, Message à l'Assemblée nationale, le 30 mai 1974.

¹⁸¹ Philip Thody, *The Fifth French Republic: Presidents, Politics and Personalities*, p. 98.

entrer au gouvernement tous ceux qui avaient contribué à la victoire de la gauche. C'est le président qui avait ensuite réparti les portefeuilles.¹⁸²

Alistair Cole souligne le pouvoir absolu de Mitterrand dans la nomination et le licenciement des ministres : il révèle que Cresson s'est plainte amèrement du refus du président quand elle lui a proposé faire un remaniement en accord avec ses propres préférences.¹⁸³

Suite aux élections législatives de 1988, Mitterrand nomme Jacques Chirac comme Premier ministre parce qu'il est le président du parti qui a récolté la majorité des voix. Pour la première fois dans la V^e République, le président et le Premier ministre viennent de camps politiques opposés. Cette situation de cohabitation implique un transfert de pouvoir politique vers le Premier ministre. David Bell raconte que, à l'inverse de son mandat sous Giscard d'Estaing, cette fois Chirac a presque l'autorité absolue pour la composition de son gouvernement.¹⁸⁴ Mais, s'agissant des portefeuilles de la Politique étrangère, des Affaires européennes et de la Défense, Mitterrand met, d'après Cole, un veto aux choix de Chirac¹⁸⁵, ce qui démontre que le président ne cède pas entièrement. En 1994, pendant le gouvernement Balladur, Mitterrand souffre d'un cancer en phase terminale. Ainsi, comme le signale Bell, il a peu d'influence sur les nominations pour les portefeuilles

¹⁸² Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand*, vol. 4, Paris : Éditions de Seuil, 1999, p. 19.

¹⁸³ Alistair Cole, *François Mitterrand, a Study in Political Leadership*, London: Routledge, 1997, p. 91.

¹⁸⁴ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, p. 178.

¹⁸⁵ Alistair Cole, *François Mitterrand, a Study in Political Leadership*, p. 91.

de la Défense et des Affaires étrangères qui relèvent, d'habitude, du domaine du président.¹⁸⁶

En ce qui concerne les immigrés, nous relevons les 110 propositions que Mitterrand met en avant pendant la campagne présidentielle de 1981. Nous y trouvons, entre autre : la répression de la discrimination contre les immigrés (no. 79) ; l'égalité des droits (travail, protection sociale, aide sociale, chômage, formation continue, de vote) pour les immigrés (no. 80) ; la limitation du nombre annuel de travailleurs étrangers admis en France (no. 81).¹⁸⁷ Par ces propositions, Mitterrand démontre qu'il veut améliorer la vie des immigrés. Il reconnaît qu'ils ne s'intègrent pas dans le pays comme ils le souhaitent, et que, pour réussir l'intégration, il faut leur donner les mêmes droits que les Français nationaux.

Nous avons vu que, suivant la lettre d'Article 8, c'est le Premier ministre qui a la responsabilité de nommer les ministres de son gouvernement. En réalité, cette pratique est rarement respectée : le plus souvent c'est le président qui impose sa volonté. Il s'avère que de Gaulle et Giscard d'Estaing sont les plus autocratiques des quatre présidents. En janvier 1976, Giscard d'Estaing impose un remaniement contre l'avis de Chirac. Sa manie d'imposer sa volonté a conduit à la démission de Chirac en août 1976, celui-ci déclarant à cette occasion : « Je n'ai pas obtenu les moyens et la liberté que je demandais [à Giscard d'Estaing]. »¹⁸⁸ Selon David Bell, Pompidou

¹⁸⁶ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, pp. 212-213.

¹⁸⁷ François Mitterrand, Allocution prononcée au Congrès du Parti Socialiste à Créteil, le 24 janvier 1981.

¹⁸⁸ Pierre Péan, *L'Inconnu de l'Élysée*, Paris : Fayard, 2007, p. 300.

n'aspire pas à atteindre la stature d'homme d'État de Général de Gaulle, mais il ne manque pas d'utiliser le pouvoir de nomination pour ses propres intérêts.¹⁸⁹ Mitterrand, dans son premier mandat, a aussi imposé sa volonté en s'entourant d'écrivains, d'artistes, de fidèles et de professeurs de l'université, ce qui est contraire au comportement des autres présidents. Cependant, la cohabitation à laquelle Mitterrand a été contraint pendant son deuxième mandat a réduit sa marge de manœuvre ; c'est alors les Premiers ministres Chirac et Balladur qui assument le pouvoir de nomination des ministres de leurs gouvernements. À quelques exceptions près, donc, les ministres nommés pendant les mandats des quatre présidents ont reçu leur poste principalement à cause du bon vouloir du président de la République.

En ce qui concerne les personnes de couleur, terme que nous utilisons pour désigner des personnes venant du Maghreb ou de l'Afrique noire, de Gaulle évoque souvent les Algériens dans ses discours, car il doit de toute urgence trouver une solution au conflit dans ce pays. Pour sa part, Georges Pompidou poursuit la politique de l'industrialisation de la France, ce qui donne lieu à un afflux des immigrés venus principalement de l'Europe. De plus, Pompidou concentre ses efforts sur le développement de la communauté européenne, ce qui le conduit à mettre en place une politique de l'immigration axée sur les conventions bilatérales et les conditions d'accueil et de logement. Si, pour Pompidou, l'immigration est un facteur déterminant dans sa politique d'industrialisation, il ne vise pas particulièrement les personnes de couleur. Toutefois, il combat les signes du racisme qu'il refuse au nom

¹⁸⁹ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, p. 125.

des principes humanistes. Pour Valéry Giscard d'Estaing aussi, l'immigration est nécessaire, mais il favorise les immigrés européens aux dépens des immigrés maghrébins qu'il a essayé de rapatrier de force.

François Mitterrand, qui a des convictions politiques opposées à celles des trois autres présidents, se montre attentif aux enfants nés en France des parents immigrés. Dans sa « Lettre à tous les Français » du 7 avril 1988, il déclare : « Je comprends mal – et n'excuse pas – le regain de racisme auquel nous assistons et l'ampleur prise par ce débat dans notre politique intérieure. »¹⁹⁰ C'est cette prise de conscience du problème du racisme qui inspire ses propositions pour améliorer la vie des immigrés.¹⁹¹ En dépit de ses préoccupations affichées au sujet des immigrés, certains dénonceront l'absence de résultats concrets. D'après Tariq Kawtari, porte-parole du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues : « Les Français issus de l'immigration n'ont pas eu accès à plus de responsabilités dans leurs quartiers ... Mitterrand n'a pas ouvert les emplois publics aux immigrés pas plus qu'à leurs enfants français. »¹⁹²

En somme, De Gaulle s'intéressait beaucoup au sort des Algériens, et Mitterrand s'inquiétait du regain du racisme. Les deux autres présidents ont démontré un intérêt limité pour les personnes que l'on désigne aujourd'hui comme des personnes de couleur. Pourtant, c'est un fait que tous les quatre présidents ont nommé des personnes de couleur aux postes de gouvernement pendant leurs mandats.

¹⁹⁰ François Mitterrand, « Lettre à tous les Français », *Vie Publique*.

¹⁹¹ SOS Racisme est fondé en 1984 pendant le mandat de Mitterrand, avec Julien Dray du Parti socialiste comme fondateur ; Mitterrand l'a soutenu et lui a donné les moyens de conduire son action sociale.

¹⁹² Fouad Bahri, « Ce qu'ils pensent de Mitterrand... », *SaphirNews*, le 19 janvier 2006.

2.2 Jacques Chirac

Notre enquête sur Jacques Chirac se poursuivra, comme cela a été le cas dans les pages précédentes, en traitant de concert les deux questions : le rôle du président de la République dans la formation du gouvernement, et sa position vis-à-vis du sort des immigrés et des enfants des immigrés. En 1974, Jacques Chirac, à la suite de sa nomination par Giscard d'Estaing au poste de Premier ministre, déclare : « Le gouvernement prendra rapidement des mesures pour améliorer la situation des travailleurs immigrés, notamment pour leur logement et une meilleure insertion dans la société française. »¹⁹³ Ainsi, bien avant d'occuper la fonction de président de la République, Chirac démontre qu'il reconnaît la situation des immigrés et qu'il veut travailler pour améliorer leur vie quotidienne.

Pendant la campagne présidentielle de 2002, Chirac prononce le mot diversité. Il inaugure par là une nouvelle vision de la société :

Ce que je vous propose, c'est le rassemblement pour l'action ... Pour retrouver le vrai visage de notre nation, nous devons nous donner les moyens de conduire le changement ... [et de] rassembler les Français dans leur diversité.¹⁹⁴

L'élection gagnée, Chirac entame son deuxième mandat en choisissant Jean-Pierre Raffarin comme Premier ministre. *The Economist* remarque que le gouvernement

¹⁹³ Jacques Chirac, Discours de politique générale au parlement français, le 5 juin 1974.

¹⁹⁴ Jacques Chirac, Discours de campagne présidentielle à Lyon, le 25 avril 2002.

Raffarin est plus équilibré que le gouvernement précédent, en raison de la nomination des femmes et des personnes de couleur, dont Tokia Saïfi et Hamlaoui Mekachera.¹⁹⁵

Dans un discours prononcé le 17 décembre 2003, au Palais de l'Élysée, Chirac évoque le principe de la laïcité qui serait, à ses yeux, le ciment d'une société composée d'éléments divers :

Le débat sur le principe de laïcité résonne au plus profond de nos consciences. Il renvoie à notre cohésion nationale, à notre aptitude à vivre ensemble, à notre capacité à nous réunir sur l'essentiel ... sur l'égalité des chances ... quelle que soit leur condition ou leur origine ... Et bien sûr, [la] diversité de ces femmes et de ces hommes qui, à chaque génération, sont venus rejoindre la communauté nationale et pour qui la France a d'abord été un idéal avant de devenir une patrie ... beaucoup de jeunes issus de l'immigration ... qui sont, la plupart du temps, de nationalité française, réussissent et se sentent à l'aise dans une société qui est la leur. Ils doivent être reconnus pour ce qu'ils sont, pour leur capacité, leur parcours, leur mérite.¹⁹⁶

Cette citation de Chirac démontre, à l'inverse des présidents précédents, sauf Mitterrand, qu'il prend au sérieux les problèmes auxquels font face les immigrés et les enfants des immigrés dans la société française. Il pose le principe de l'égalité en voulant l'appliquer en particulier aux jeunes issus de l'immigration. La nomination

¹⁹⁵ « What next for Jacques Chirac and his dominant centre-right ? », *The Economist*, le 22 juin 2002.

¹⁹⁶ Jacques Chirac, Discours au Palais de l'Élysée, le 17 décembre 2003.

des personnes de couleur, dont Azouz Begag, est une conséquence de cette prise de position en faveur de cette catégorie des Français.

C'était à Vaulx-en-Velin, en octobre 1995, que Chirac et Begag se rencontrent pour la première fois. Philippe Bernard du *Monde* raconte que Begag se plaint devant Chirac de l'absence des Arabes « au journal de 20 heures ou ... au guichet d'une banque. »¹⁹⁷ En 2004, Dominique de Villepin, alors ministre de l'Intérieur, demande à Azouz Begag de mener une enquête sur la discrimination positive en France. Il en a résulté un rapport intitulé « La République à ciel ouvert » où il fait des recommandations sur la discrimination positive, y compris l'idée d'effacer cette expression et de la remplacer par la « promotion de l'égalité des chances. » Azouz Begag remet son rapport à Dominique de Villepin le 14 décembre 2004. Selon Christophe Deloire du *Point*, pendant la réunion Begag « se saisit à plusieurs reprises du micro en lançant : “ Monsieur le Ministre, j'aimerais un jour travailler avec vous”. »¹⁹⁸ Il semble que Villepin l'ait écouté. Le même jour, Dominique de Villepin présente son rapport au gouvernement et dans ses propos liminaires, il dit : « Je privilégierai, suivant les recommandations d'Azouz Begag, la promotion de l'égalité des chances. »¹⁹⁹

Au début de son premier mandat en 1995, Chirac a nommé Alain Juppé au poste de Premier ministre. David Bell constate que Chirac, qui a subi de nombreuses

¹⁹⁷ Philippe Bernard, « Azouz Begag, sociologue et écrivain, a lui-même forgé le concept de “promotion de l'égalité des chances” », *Le Monde*, le 4 juin 2005.

¹⁹⁸ Christophe Deloire, « Le Beur de Villepin », *Le Point*, le 9 septembre 2005.

¹⁹⁹ Dominique de Villepin, Propos liminaires à la présentation du Rapport Azouz Begag, le 15 février 2007.

défections dans son camp, exclut beaucoup de membres de la droite conservatrice que l'on considérait comme des ministres potentiels. Il récompense ceux qui lui sont restés fidèles en leur offrant des ministères.²⁰⁰ Jacques Chirac, qui a toujours adhéré au modèle gaulliste, a pleinement exercé ses prérogatives présidentielles dans la formation de ses gouvernements. Voici un incident où il agit contre l'avis de son Premier ministre : ayant nommé Dominique de Villepin Premier ministre le 31 mai 2005, Jacques Chirac, dans une déclaration sur la formation du gouvernement, annonce : « Dans un esprit de rassemblement, j'ai demandé à Nicolas Sarkozy de rejoindre le gouvernement. »²⁰¹ C'est un revirement étonnant parce que c'était Chirac qui a exigé la démission de Sarkozy du gouvernement, en 2004, après qu'il est devenu chef de l'UMP. La nomination de Sarkozy aurait été contre l'avis de Villepin parce que les deux hommes ne s'entendaient pas.

La nomination de Begag est annoncée le 2 juin 2005, dans un communiqué du président. Pour Philippe Goulliaud, « En le nommant ministre délégué, rattaché à Matignon, le Premier ministre en fait un interlocuteur obligé de Nicolas Sarkozy dans un domaine où le président de l'UMP veut marquer sa différence. »²⁰² Rendant compte de l'arrivée de Begag à Matignon le 3 juin, Villepin déclare : « L'égalité des chances est au cœur de notre pacte républicain et je suis particulièrement heureux qu'Azouz Begag ait accepté cette mission importante pour l'ensemble de notre

²⁰⁰ David S. Bell, *Presidential Power in Fifth Republic France*, p. 226.

²⁰¹ Jacques Chirac, Déclaration aux Français sur le changement de gouvernement, le 31 mai 2005.

²⁰² Philippe Goulliaud et al. « De nouveaux visages de divers horizons », *Le Figaro*, le 3 mars 2005.

pays. »²⁰³ Il est probable que c'est Villepin qui décide de cette nomination, et que Chirac, en raison de ses prises de position sur une France ouverte, y est favorable.

En juin 2005, Jacques Chirac, lors de l'inauguration de la HALDE, évoque le problème des discriminations. Selon Chirac, celles-ci

touchent un nombre grandissant de nos concitoyens en raison de leurs origines : descendants d'immigrants, de réfugiés, de harkis ... La couleur de la peau, la consonance d'un nom ou d'un prénom, l'accent, voire une simple adresse ... ils nourrissent trop souvent les discriminations et les comportements de rejet, comportements aussi irrationnels que destructeurs.²⁰⁴

Reconnaissant les ressorts du racisme, Chirac évoque les traits qui distinguent les immigrés et qui les exposent aux comportements racistes. Son acceptation de la nomination de Begag est un signe de plus de son désir de lutter contre le racisme envers les immigrés et leurs enfants.

Pendant sa carrière politique, Chirac s'est toujours distingué comme un ardent défenseur des valeurs républicaines. Dans son discours d'investiture du 17 mai 1995, il déclare : « Surtout, j'engagerai toutes mes forces pour restaurer la cohésion de la France et renouer le pacte républicain entre les Français. »²⁰⁵ Pendant la campagne pour la présidentielle 2002, il note que

²⁰³ Nadjia Bouzeghrane, « Azouz Begag, le sociologue et romancier d'origine algérienne nommé ministre », *Setif.Info*, le 8 juin 2005.

²⁰⁴ Jacques Chirac, Discours au Palais de l'Élysée lors de l'installation de la HALDE, le 23 juin 2005.

²⁰⁵ Jacques Chirac, Discours d'investiture au Palais de l'Élysée, le 17 mai 1995.

L'une des forces de notre modèle républicain a été d'offrir à tous un égal accès au service public, à l'hôpital, à l'éducation ... [je souhaite] une France diverse et rassemblée, c'est une France qui réapprend à faire vivre ensemble des femmes et des hommes de toutes origines.²⁰⁶

Chirac n'a pas accepté la hausse de popularité du Front national, et, en particulier, celle de son leader Jean-Marie Le Pen. Pour Chirac, les propos de l'extrême droite de Le Pen sont une offense aux valeurs de la France. Chirac ne tolère pas le racisme : dans une interview avec Franz-Olivier Giesbert, le 22 juin 1985, Chirac avoue : « Il y a une chose qui me ferait prendre les armes et descendre dans la rue : c'est le racisme. »²⁰⁷ Dans une allocution, le 30 janvier 2006, il affirme : « Le racisme, d'où qu'il vienne, est un crime du cœur et de l'esprit. Il abaisse, il salit, il détruit. »²⁰⁸ À cette époque, Chirac prend conscience du sentiment d'un nombre grandissant des Français qui se mobilisent contre la xénophobie. Rappelant les trois éléments de la devise républicaine : la liberté, l'égalité et la fraternité, Chirac déclare que le racisme est un problème croissant pour la France et que le moment est venu d'agir de façon décisive.

Chirac dit qu'il n'est pas favorable à la discrimination positive, ce qui le met en désaccord avec Nicolas Sarkozy qui, lui, la prône. Lors d'une discussion avec des élèves du lycée Pierre-Mendes-France à Tunis, Chirac, en réponse à une question sur

²⁰⁶ Jacques Chirac, Discours de campagne présidentielle à Lyon, le 25 avril 2002.

²⁰⁷ Pierre Péan, *L'Inconnu de l'Élysée*, p. 336.

²⁰⁸ Jacques Chirac, Allocution au Palais de l'Élysée, le 30 janvier 2006.

la discrimination positive, dit que le vocable « n'est pas convenable. »²⁰⁹ Cependant, selon Antoine Guiral de *Libération*,

Le Chef de l'État a revendiqué être à l'origine de la nomination...d'un préfet issu de l'immigration ... le président de la République fait donc de la discrimination positive sans le savoir.²¹⁰

Le 21 novembre 2005, Chirac annonce « avoir ordonné aux préfets de dresser des “constats de carence” ... sur le pourcentage obligatoire de 20% de logements sociaux dans les communes. »²¹¹ Il semble que, pour Chirac, la discrimination positive soit une réalité dans son action politique, même s'il récuse l'usage du mot.

Chirac est aussi contre l'idée de communautarisme. Dans un discours sur le principe de la laïcité, il précise :

Le communautarisme ne saurait être le choix de la France. Il serait contraire à notre histoire, à nos traditions, à notre culture. Il serait contraire à nos principes humanistes, à notre foi dans la promotion sociale par la seule force du talent et du mérite, à notre attachement aux valeurs d'égalité et de fraternité entre tous les Français.²¹²

Les idées républicaines qui ont toujours orienté la politique chiraquienne ne sont pas compatibles avec le communautarisme qu'il associe souvent aux pays anglo-saxons.

Pour Chirac, la France est un pays uni qui ne saurait tolérer une multitude de groupes

²⁰⁹ Jacques Chirac, Discussion avec des élèves du lycée Pierre-Mendes-France en Tunis, le 5 décembre 2003.

²¹⁰ Antoine Guiral et al. « Chirac fait de la discrimination positive sans la nommer », *Libération*, le 10 janvier 2004.

²¹¹ « Jacques Chirac demande l'application de la loi sur les logements sociaux », *Le Monde*, le 21 novembre 2005.

²¹² Jacques Chirac, Discours au Palais de l'Élysée, le 17 décembre 2003.

de pression qui représentent les diverses communautés. Il est de l'opinion aussi que la lutte contre la discrimination est une affaire d'État. En même temps, par ses actions, Chirac démontre qu'il tient à cœur les intérêts des immigrés et des personnes qui sont victimes du racisme.

Défenseur de valeurs républicaines, Chirac s'engage pleinement dans la lutte contre le racisme, et en tant que tel aurait accepté la nomination de Begag sans hésitation. Étant donné la croissance de l'immigration et du nombre d'enfants des immigrés nés en France, il aurait reconnu les avantages politiques de la nomination d'une personne d'origine maghrébine au gouvernement. Chirac envisage la société comme une réalité collective, mais il pousse plus loin que ses prédécesseurs de droite, libéraux ou républicains, l'idée d'une France à visages multiples et la nécessité d'intégrer les Français de toutes les origines.

2.3 Nicolas Sarkozy

Depuis 2002, Nicolas Sarkozy, dans ses fonctions du ministre de l'Intérieur, est largement responsable pour la politique de l'immigration. En 2005, il annonce un changement de politique qui privilégierait une immigration choisie plutôt qu'une immigration subie. Dorénavant, il institue « un système de quotas qui permette de limiter l'immigration fondée sur des droits, comme l'immigration familiale. »²¹³ En même temps, la question de la cohésion sociale, fortement menacée par les agissements en banlieue, est désignée comme une priorité absolue. Dans son livre *Témoignage*, sorti en 2006, Sarkozy écrit :

²¹³ Patrick Weil, *Liberté, égalité, discriminations*, p. 184.

Ce qui porte le plus atteinte au modèle français d'intégration, ce n'est pas de permettre aux jeunes Maghrébins et Noirs de devenir avocats, polytechniciens, journalistes, banquiers, chefs d'entreprise ou ministres, c'est de tolérer plus longtemps que le major d'une promotion de DESS soit encore au chômage au bout d'un an, parce qu'il est noir ou beur, quand tous ses camarades ont trouvé un emploi.²¹⁴

Depuis ses débuts en politique, Sarkozy combat le racisme. En 2006, parlant de la reconstruction de la France, il déclare : « Cette France, je la vois d'abord comme un pays libre ... [où] il n'y a plus de discrimination selon une couleur de peau, la consonance d'un nom de famille ou une adresse dans un quartier. »²¹⁵ Le 14 janvier 2007, lors de son discours d'investiture comme candidat à la présidentielle, il explique sa vision pour la France : « [Elle] est le miracle d'une nation qui est une volonté de vivre ensemble et non pas une ethnie ou une race. La France est le miracle par lequel un peuple disparate s'est forgé une identité propre. »²¹⁶ Ces citations montrent clairement la volonté de Nicolas Sarkozy d'assurer la place des personnes de couleur au sein de la société française.

À l'inverse de Chirac, Sarkozy prône ouvertement l'idée de la discrimination positive. Le 26 octobre 2005, pendant une intervention où il parle de la pauvreté de beaucoup d'immigrés, il précise :

²¹⁴ Nicolas Sarkozy, *Témoignage*, Paris : XO Éditions, 2006, p. 66. [DESS = Diplôme d'études supérieures spécialisées.]

²¹⁵ *Ibid.*, pp. 277-278.

²¹⁶ Benjamin Masse-Stamberger, « Ma France, par Nicolas Sarkozy », *L'Express*, le 6 mai 2007.

Et si par ce biais nous touchons, sans les nommer expressément, beaucoup d'enfants ou de petits-enfants d'immigrés, je ne vois pas quel mal il y aurait à cela. Ils sont Français. Ils doivent être et se sentir des Français comme les autres.²¹⁷

Dans la campagne pour la présidentielle, il prend cet engagement : « Si je suis élu je mettrai en œuvre une politique de discrimination positive à la française. »²¹⁸ Les nominations de Rachida Dati, Fadela Amara et Rama Yade au gouvernement et celle de Yazid Sabeg au poste de Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances concrétisent cet engagement politique.

Le 8 juin 2007, d'après Philippe Ridet du *Monde*, Sarkozy indique que « Les prochains secrétaires d'État qui seront nommés ... devraient ... tenir compte des origines territoriales et politiques des postulants. Ils devront être représentatifs de la France multiple. »²¹⁹ Rien ne permet de dire que Nicolas Sarkozy consultera avec les autres sur le processus de leur nomination ; c'est lui qui prend le contrôle de l'exécutif et qui se charge de la formation de son équipe.

Il existe deux éléments qui motivent la politique de Nicolas Sarkozy. Premièrement, il veut projeter une nouvelle image de la France sur la scène internationale. Le 24 octobre 2007, dans une allocution prononcée lors d'une visite à Marrakech, il exprime sa fierté d'avoir mis en œuvre sa politique de la diversité : « Je

²¹⁷ Nicolas Sarkozy, Intervention à l'Hôtel de Beauvau, le 26 octobre 2005.

²¹⁸ Nicolas Sarkozy, Discours de la campagne présidentielle à Zénith, le 18 mars 2007.

²¹⁹ Philippe Ridet, « M. Sarkozy mobilise sa majorité et veut poursuivre la voie de l'ouverture », *Le Monde*, le 8 juin 2007.

me disais en moi-même : la France représentée par Rama Yade, la France représentée par Rachida ... a quand même une autre allure. Cela donne de notre pays une autre image. »²²⁰ Philippe Ridet, du *Monde*, revient sur la visite de Sarkozy aux États-Unis en novembre 2007, en insistant sur un des thèmes forts de son déplacement : « Sarkozy a ... pu faire tout au long de ses interventions la promotion des ministres dans lesquels il veut voir une représentation de “la France nouvelle, la France de la diversité.” »²²¹ Le message est clair : Nicolas Sarkozy veut démontrer au monde que la France a changé, que le racisme n’est pas toléré ; le reste du monde doit prendre conscience de ce changement radical du visage de la France.

Le deuxième élément est une meilleure intégration des enfants d’immigrés dans la société française. Pour Sarkozy, la diversité est l’une des clés de sa conception de la société du 21^e siècle. Le 8 mars 2004, Journée de la femme, il invite vingt-sept femmes à un déjeuner pour fêter l’occasion. Il s’agit d’une réunion symbolique, parce qu’elles sont toutes d’origine étrangère. D’après Sarkozy, elles incarnent « la France d’aujourd’hui, la France dans toute sa diversité et sa pluralité. »²²² Parlant de la nomination de Rachida Dati, lors d’une réunion de l’UMP, le 29 mai 2007, il affirme :

L’ouverture pour moi, c’est l’ouverture aux idées des autres, aux idées nouvelles. C’est l’ouverture à la diversité, à la différence. C’est l’ouverture à tous les talents, à toutes les intelligences ... C’est dans cet

²²⁰ Nicolas Sarkozy, Allocution à Marrakech, le 24 octobre 2007.

²²¹ Philippe Ridet, « Le Président met trois “très belles” ministres à l’honneur », *Le Monde*, le 9 novembre 2007.

²²² Nicolas Sarkozy, Intervention à l’Hôtel de Beauvau, le 8 mars 2004.

esprit que j'ai nommé Rachida Dati garde des Sceaux, afin qu'aucun enfant de nos banlieues ne puisse douter qu'il n'y a en France qu'une seule justice, égale pour tous.²²³

Eduardo Cue, dans *U.S News & World Report*, observe que la nomination de Dati comme garde des Sceaux est un coup magistral par Sarkozy parce qu'il envoie un message sans équivoque aux jeunes immigrés qui se sentent écartés de la société pour leur dire qu'ils peuvent avoir confiance dans le système français judiciaire et, donc, la nation elle-même.²²⁴ Nicolas Sarkozy revient sur l'idée de justice pour tous lors d'une conférence, le 22 novembre 2007 :

La politique de l'intégration est un immense chantier : construire une société où la réussite dépend du seul mérite et jamais de la différence d'origine. C'est pourquoi j'ai voulu un Gouvernement à l'image de la France d'aujourd'hui dans toute sa diversité.²²⁵

Le 8 février 2008, il poursuit ce thème lors d'un discours au Palais de l'Élysée :

Je voudrais dire à tous les Français combien l'ouverture et la diversité sont importantes pour que le sentiment d'appartenance à une même nation soit fort. Je voudrais dire combien l'entrée dans le gouvernement de Fadela, de Rama et de Rachida constitue un fait historique sur lequel il sera difficile de revenir et quelque chose d'absolument nécessaire pour

²²³ Nicolas Sarkozy, Discours à une réunion républicaine UMP au Havre, le 29 mai 2007.

²²⁴ Eduardo Cue, « A Tarnished Icon. The Storm around France's First Muslim Cabinet Minister », *U.S. News & World Report*, décembre 2008, p. 39.

²²⁵ Nicolas Sarkozy, Message à la conférence organisée par France Télévisions sur le thème « Intégration & diversité », le 22 novembre 2007.

que dans certains quartiers, dans certaines banlieues chacun puisse se reconnaître dans la nation et dans la République.²²⁶

Pour Sarkozy, les Français issus de l'immigration doivent trouver leur place dans une France ouverte. En même temps, il veut montrer au reste du monde que la France évolue au même rythme des grandes nations anglo-saxonnes, où la notion de discrimination positive est déjà entrée dans les mœurs. L'heure est arrivée où la diversité de la population doit apparaître dans la composition du gouvernement.

Par ses actions et ses discours, Nicolas Sarkozy fait savoir que c'est le président qui nomme les membres du gouvernement. Lors d'un entretien avec *Le Parisien*, le 26 février 2008, à la question « Ne faut-il pas des mesures antidiscriminatoires musclées pour arriver à une vraie égalité hommes-femmes ? », Sarkozy répond : « J'ai imposé un garde des Sceaux qui s'appelle Rachida Dati. »²²⁷ Ce commentaire est clair : « imposer » veut dire qu'il ne négociera avec personne, que sa décision est finale. Sarkozy insiste pour que son gouvernement soit à l'image de tous les Français. Le pouvoir de nomination lui donne un moyen de réaliser ce but.

La constitution de la V^e République, en particulier Article 8, décrète que le Premier ministre nomme les membres du gouvernement. Le rôle du président de la République est de nommer le Premier ministre et, sur la proposition de celui-ci, de nommer les autres membres du gouvernement. Mais, en réalité, le président, comme notre analyse le montre, assume à des degrés divers ce pouvoir de nomination. Cette

²²⁶ Nicolas Sarkozy, Discours sur une nouvelle politique pour les banlieues, le 8 février 2008.

²²⁷ Nicolas Sarkozy, Entretien face aux lecteurs du *Parisien* au Palais de l'Élysée, le 26 février 2008.

pratique a commencé chez de Gaulle et s'est poursuivie chez les autres présidents qui se sont tous arrogés le droit de décider de la composition du gouvernement. En définitive, les Français acceptent que leurs présidents s'écartent de cette façon de la lettre de la constitution.

Les personnes de couleur apparaissent dans tous les gouvernements, mais seul Nicolas Sarkozy les nomme spécifiquement pour appuyer une politique de la diversité. Il l'a annoncé pendant sa campagne pour la présidentielle, et une fois élu, il a mis en œuvre sa politique en nommant Dati, Amara et Yade au gouvernement. En ce qui concerne les autres présidents de la République, Chirac en particulier a compris l'urgence qu'il existe à faire intégrer les personnes de couleur dans la société. La nomination de Begag, même si c'est Villepin qui l'a proposée, a dû recevoir l'approbation de Chirac. Pour les autres présidents de la République, il est probable qu'ils ont nommé des personnes de couleur pour deux raisons principales : premièrement un geste visant à reconnaître les mérites de ces individus ; et deuxièmement, pour s'assurer de l'unité de la France et de la fidélité des Français d'outre-mer.

Chapitre 3 La Réaction des Français

Jusqu'ici, ce mémoire a examiné le milieu dans lequel les quatre personnalités ont évolué avant d'être nommées au gouvernement. Nous avons rendu compte, ainsi, entre autre, de leur enfance, de leur scolarité et de leur vie professionnelle. Nous avons examiné aussi le processus de leur nomination, les raisons pour lesquelles le président les a nommées, et les raisons pour lesquelles ils ont accepté cette nomination. Dans ce chapitre, nous allons faire le bilan de leur participation au gouvernement en nous appuyant sur l'avis des Français.

Pour évaluer les réactions à la nomination des quatre personnalités et à leur performance au gouvernement, nous allons utiliser deux indicateurs clés : premièrement, les sondages effectués par des instituts ; deuxièmement, les commentaires des journalistes dans les articles de la presse ou sur leurs blogs, ainsi que les commentaires des Français sur des blogs. Ces deux indicateurs sont pertinents pour ces raisons : les sondages reflètent l'opinion des Français : ils sont menés rigoureusement suivant des critères objectifs et ils s'échelonnent dans le temps ; les articles de la presse et les blogs des journalistes et des Français donnent aussi le point de vue des Français à un moment donné. En utilisant ces sources de renseignements et en présentant une multitude d'avis contrastants, nous entendons neutraliser l'effet de la polarisation du débat politique, surtout dans les médias, où les orientations à droite ou à gauche conduisent parfois à la caricature.

Aujourd'hui, les blogueurs représentent une partie importante du monde de la communication. Souvent, les hommes politiques ont leur propre blog. Il existe aussi des sites nombreux où les journalistes et un grand nombre de Français s'expriment sur tous les sujets. Nous utilisons les blogs qui portent sur la politique, y compris ceux des quatre personnalités, là où ils existent. Les commentaires des Français, qui sont spontanés et directs, donnent une indication du type d'opinion exprimée sur les quatre personnalités, même si, encore une fois, la plupart d'entre eux affiche une orientation politique claire.

3.1 Sondages

Nos sources pour cette analyse sont les sondages d'Ipsos pour *Le Point*, de TNS Sofres pour *Figaro Magazine*, et d'IFOP pour *Paris Match*, les trois disposant des échantillons recouvrant tous les Français ; puis, celui d'IFOP pour *Jeune Afrique* qui utilise comme échantillon des Français d'origine africaine, âgés de 18 ans et plus, qui sont inscrits sur les listes électorales. Les résultats des quatre sondages apparaissent dans les annexes, à la fin de ce mémoire. Comme il existe des différences dans les questions posées aux sondés, on aboutit à chaque fois à des résultats différents. Mais nous allons voir que, globalement, la tendance reste la même.

Il n'existe pas de résultats pour Begag dans les sondages. À l'époque où il participait au gouvernement, les sondages ne portaient que sur des listes des leaders politiques, où le nom de Begag ne figurait pas. Pour Amara, Dati et Yade, commençons par le sondage d'Ipsos pour *Le Point*. Les personnalités qui figurent sur

les listes mensuelles comprennent des hommes et des femmes des partis majeurs au moment du sondage, y compris Nicolas Sarkozy, Laurent Fabius, Ségolène Royal et Jean-Marie Le Pen. Le nombre de personnes sur la liste varie selon le mois : en juin 2007, il y en a vingt-cinq et, en octobre 2009, il y en a trente-et-un, et, en octobre 2010, trente-deux. Le nombre de personnalités qui ont un score de plus de 50% est neuf en juin 2007, huit en octobre 2009, et trois en octobre 2010. S'agissant de Fadela Amara, elle est bien appréciée depuis son entrée au gouvernement Fillon en juin 2007. Dans le sondage d'Ipsos²²⁸, elle est presque toujours en haut du classement. Ayant commencé en position numéro 12 en décembre 2007 (sa première apparition dans le sondage) avec un score de 46%, elle est en troisième position en octobre 2009, avec 56%, puis elle tombe à la position numéro 9 en octobre 2010, avec 45%, juste avant le remaniement qui lui a coûté son poste. Pour la période janvier 2008 à janvier 2010, elle a un score de 50% ou plus, sauf pour les mois de mai 2008, juillet 2008 et décembre 2009, où elle en a 49%, 48% et 48% respectivement. Rachida Dati aussi est très appréciée au début ; elle est en deuxième place avec 64% en juin 2007, un mois après sa nomination. Mais, elle subit une chute et, depuis septembre 2008, son classement ne dépasse pas la onzième position et son pourcentage reste moins de 50%. Cela dit, en octobre 2009 elle a un score plus élevé que François Bayrou, Brice Hortefeux et Dominique de Villepin qui, avec moins de 40%, se trouvent plus bas dans le classement ; mais en octobre 2010, avec 34% elle est inférieure à Bayrou (35%) et à Villepin (39%). Chez Rama Yade, la tendance est l'inverse de celle de Dati : à son début en décembre 2007, elle est en 21^{ème} place avec un pourcentage de 37%. Depuis, elle ne descend jamais plus bas que dix dans le

²²⁸ Annexe A.

classement ; pour les mois d'août à décembre 2009, et les mois de mai 2010 et octobre 2010, elle occupe la première place, avec près de 60%, sauf pour octobre 2010 où elle n'obtient que 54%. Donc, dans le sondage d'Ipsos nous trouvons qu'Amara et Yade restent très appréciées, alors que Dati, elle, l'est moins. Toutefois, Dati récolte plus d'opinions favorables que beaucoup de ses confrères.

Considérons le sondage de TNS Sofres²²⁹ pour *Le Figaro Magazine*. Comme celui d'Ipsos, ce sondage porte sur les responsables politiques et les leaders des grands partis. On trouve quarante-huit personnes sur la liste de juin 2007, contre trente-trois en octobre 2009 et trente-sept en octobre 2010 ; les personnalités sur la liste recoupent largement celles d'Ipsos. À la différence du sondage d'Ipsos, celui de TNS Sofres a cinq personnes avec un score de 50% ou plus en juin 2007, et en octobre 2009 et octobre 2010, personne n'atteint 50% : c'est Bernard Kouchner qui a le meilleur score en octobre 2010, avec 45%. La différence dans les scores des sondages de TNS Sofres et de celui d'Ipsos s'expliquent par les questions différentes posées aux sondés.²³⁰ Néanmoins, pour les trois personnalités, les classements restent presque les mêmes. Le score de Rachida Dati, qui est élevé au début, s'entasse depuis avec un score moyen de près de 30% à la fin de 2009, et reste au-dessous de 30% pendant 2010. Pour mettre ce score en perspective, en décembre 2009, Dominique Strauss-Kahn atteint le meilleur score avec 46% ; Rachida Dati, avec

²²⁹ Annexe B.

²³⁰ Ipsos sondage : Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ?
TNS Sofres sondage: Pour chacune des personnalités suivantes, voulez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ?
IFOP sondage : Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une excellente opinion, une bonne opinion, une mauvaise opinion, une très mauvaise opinion ou si vous ne la connaissez pas suffisamment ?

32%, est en 11^{ème} position. Elle devance Roselyne Bachelot, Ségolène Royal, Alain Juppé et Jean-François Copé. En octobre 2010, Rachida est en 16^{ème} position avec 23% : cette fois, elle arrive derrière Ségolène Royal. Les résultats de Rama Yade sont, comme dans le sondage d'Ipsos, l'inverse de Rachida ; ayant obtenu 32% en avril 2008, elle monte à 45% en décembre 2009 où elle occupe la deuxième place, mais depuis avril 2010 elle est à moins de 40% et tombe à 32% en octobre 2010. Les chiffres pour Fadela Amara n'existent que pour les mois d'avril à juillet 2008, et sont donc moins probants. Cependant, nous notons que, pour les quatre mois en question, Amara a un score de près de 30%, moins élevé que celui de Dati. Cela suggère que les Français, qui dans le sondage d'Ipsos l'avaient soutenue dans son action, ne la regardent pas ici comme un acteur politique de premier plan.

Dans le sondage IFOP pour *Paris Match*,²³¹ les résultats sont semblables. Rama Yade figure dans le top 10 du classement depuis novembre 2008 ; elle occupe la deuxième place en janvier 2010 avec 72%, et en juin 2010, avec 70%, mais tombe à la cinquième position en octobre 2010 avec 68%. Quant à Fadela Amara, son score est aux alentours de 60% de juin 2008 jusqu'à février 2010, quand son pourcentage tombe à 52%. Son classement varie de quatorze, en juin 2008, à sept en avril 2009, et dès décembre 2009, il descend au-dessous de dix ce qui continue en 2010, sauf pour janvier où il est dix ; il est quatorze en octobre 2010. Dati est la moins populaire des trois femmes, même si en juillet 2007 elle atteint la quatrième place avec un score de 70%. En janvier 2010, elle occupe la vingt-et-unième place avec 53%, et les chiffres sont semblables pour octobre 2010. Sauf pour un pic de 61% en décembre 2009, elle

²³¹ Annexe C.

reste près de 50% depuis mai 2009. Cela dit, pour mettre ses scores en perspective, en janvier 2010 elle est plus populaire que Jean-François Copé, Dominique de Villepin, Nicolas Sarkozy et Roselyne Bachelot ; en octobre 2010, Villepin est devant elle.

Considérons maintenant le sondage mené par IFOP pour *Jeune Afrique*. Ce sondage est différent des trois autres dans la mesure où il porte exclusivement sur les personnes d'origine africaine, et se réalise à la veille des élections municipales où Rachida Dati se présente dans le VII^e arrondissement de Paris et Rama Yade à Colombes. À la première question sur la capacité des trois femmes à représenter les Français d'origine africaine, Amara reçoit le meilleur score avec 31%, suivie par Dati avec 23% et Yade avec 16%. D'après François Soudan, auteur du rapport dans *Jeune Afrique*, Dati obtient un bon score « grâce au soutien massif des sympathisants de l'UMP, » alors que pour Yade, dont le score est modeste, « c'est avec elle que le réflexe communautariste, manifestement vivace, est le plus fort. »²³² Ces scores modestes sont éclairés par les commentaires des lecteurs qui suivent l'article de *Jeune Afrique* : Marie-Claude Esme, d'origines ghanéenne et ivoirienne, écrit : « Rama Yade peut être noire, si elle n'a pas mes idées, elle ne me représentera jamais » ; Dramane Traoré, d'origine sénégalaise : « Elles ne sont là que pour faire leur job, rien de plus. Ni Rachida, ni Rama, ni Fadela ne représentent notre communauté » ; Messaoud Bouhnik, d'origine algérienne : « Je ne me sens pas du tout représenté par

²³² François Soudan, « Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade : Ce qu'en pensent les Français d'origine africaine », *Jeune Afrique*, le 2 mars 2008, p. 30.

ces trois ministres. »²³³ Comme le montrent ces scores modestes, les personnes d'origine africaine n'estiment pas que les trois femmes les représentent, en dépit du fait que, dans le même sondage, 79% des personnes considèrent que la nomination des trois femmes est une bonne chose.²³⁴ Pour la deuxième question sur le niveau de satisfaction à l'égard des trois femmes, Amara est en tête avec 60%, suivie de Yade (51%) et de Dati (44%). À titre de comparaison, en janvier 2008, le sondage d'IFOP pour *Paris Match* montre Yade à 59%, Dati à 58% et Amara à 54%, ce qui est en contradiction avec le sondage pour *Jeune Afrique*. François Soudan explique que le score d'Amara « transcende l'origine géographique des sondés et surtout leur sensibilité politique...c'est la personnalité, la proximité, la franchise décapante et la simplicité de Fadela [Amara] qui recueillent l'adhésion. » Pour Yade, Soudan commente : « C'est son côté électron libre, son autonomie et sa fierté qui séduisent, tout particulièrement parmi les Français issus de l'immigration subsaharienne. »²³⁵ Puisque la plupart des participants au sondage viennent de milieux modestes, nous nous attendons à ce qu'ils aient des idées de gauche. Cela pourrait expliquer le score bas de Rama Yade, qui est de temps en temps classée plus à droite, ainsi que le souligne Armelle Le Goff qui décrit Yade lors d'une réunion publique à Colombes : « Elle a laissé parler son cœur de femme de droite. »²³⁶ Sauf pour l'inversion des positions d'Amara et de Yade, les résultats pour la deuxième question s'alignent sur ceux des trois autres sondages ; ils soulignent la popularité d'Amara et Yade et la

²³³ François Soudan, « Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade : Ce qu'en pensent les Français d'origine africaine, p. 29.

²³⁴ *Ibid.*, p. 28.

²³⁵ *Ibid.*, p. 30.

²³⁶ Armelle Le Goff, *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*, p. 105.

déception des Français en ce qui concerne Rachida Dati. François Soudan explique le score bas de la garde des Sceaux :

Sa forte proximité avec Nicolas Sarkozy ... les débats et polémiques qui ont accompagné beaucoup de ses mesures ainsi qu'un certain malaise - justifié ou non – dû à une prise de distance supposée vis-à-vis de ses racines algéro-marocaines posent problème.²³⁷

Il est clair que Dati, par ce comportement, énerve une partie des Français, même si elle continue de recevoir le soutien d'une proportion importante du peuple.

Ces sondages confirment que Fadela Amara et Rama Yade bénéficient d'une cote de popularité importante. Depuis son entrée au gouvernement, Amara reste très appréciée des Français. Yade monte rapidement vers le haut du classement des hommes politiques, et elle occupe une place très élevée. Par contre, le score de Rachida Dati tombe, après avoir récolté au début de nombreuses opinions favorables. Mais, même avec son score inférieur à celui des deux autres femmes, Rachida occupe une position supérieure à d'autres hommes politiques. Les résultats des sondages indiquent que les trois femmes restent populaires, ce qui laisse penser que la nomination de ces ministres de la diversité par Sarkozy a porté des fruits. En dépit des doutes qui planent sur leur compétence, elles sont largement appréciées des Français. Que 79% des personnes d'origine africaine aient voté « bonne chose » pour les nominations des trois femmes au gouvernement dans le sondage de *Jeune Afrique* confirme le bien-fondé des choix de Sarkozy.

²³⁷ François Soudan, « Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade : Ce qu'en pensent les Français d'origine africaine », pp. 30 et 32.

3.2 Articles de presse et blogs

3.2.1 Azouz Begag

Nous avons remarqué à quel point Azouz Begag a peiné à remplir sa mission. Souvent considéré comme « l'Arabe de service, » il manquait de budget et de pouvoir, et dépendait du bon vouloir de Dominique de Villepin pour exercer sa fonction de ministre d'État. Nous explorerons ici les rapports de Begag avec les Français d'une part, et avec les élus d'autre part.

Il existe des ressemblances entre Begag et Kofi Yamgnane, secrétaire d'État à l'Intégration dans le gouvernement d'Édith Cresson en 1991. Dans leur livre, *Discriminer pour mieux régner*, Vincent Geisser et El Yamine Soum cite un ancien membre de SOS Racisme, Abderrahmane Dahmane, qui se plaint : « Mais le pauvre Kofi, il n'a rien. Il a un petit bureau ... Il n'y a donc pas eu de signe fort en direction des militants issus de l'immigration maghrébine. »²³⁸ Ce constat s'applique aussi à Begag pendant sa participation au gouvernement de Villepin. Considéré comme un homme politique sans pouvoir, Begag représente même un échec pour les descendants des immigrés qui s'identifiaient à lui. Il paraît que peu a changé pendant les quatorze années qui séparent Yamgnane et Begag.

Au moment de la nomination de Begag, quelques responsables des associations et des organisations politiques en ont fait l'éloge, d'autres n'en étaient pas sûrs. Saïd Mahrane *du Figaro* en récolte quelques témoignages : Fadela Amara, alors présidente

²³⁸ Vincent Geisser et El Yamine Soum, *Discriminer pour mieux régner*, Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008, p. 116.

de l'association Ni putes ni soumises, souhaite « “bonne chance” au nouveau ministre et ... [s'est réjouie] de cette nomination » ; Dalil Boubakeur, le président du Conseil français du culte musulman, « [se félicite] de cette décision, y voyant “un grand sujet de fierté et d'excellent augure” ». Par contre, Malik Boutih, ancien chef de SOS Racisme et à cette époque-là secrétaire du Parti socialiste, affirme que « “le coup du beur dans le gouvernement, on nous l'a déjà fait” et estime qu'il ... [serait] “très dur” pour Begag de mener à bien sa mission. »²³⁹ Ces réponses indiquent qu'il existe des doutes et des espoirs au moment de la nomination de Begag.

Le 2 novembre 2005, un article paru dans *L'Humanité* parle des émeutes à Seine-Saint-Denis et du conflit qui a éclaté alors entre Sarkozy et Begag. L'auteur pose la question : « Azouz Begag est-il un ministre naïf ? », à laquelle il répond par l'affirmatif.²⁴⁰ Begag, qui s'insurge, semble être le seul à ne pas comprendre les buts électoralistes de Sarkozy. Dans ses livres *Un Mouton dans la baignoire* et *La Guerre des moutons*, Azouz Begag essaie de justifier son action politique. En ce qui concerne les médias, Begag est convaincu qu'il est victime d'une campagne contre lui. Par exemple, il organise une conférence de presse où se trouvent les six préfets à l'égalité des chances et le collectif d'associations pour la Grande Cause nationale de 2006. Une douzaine de journalistes et des caméras de Canal+ et RFO sont venus, mais ils sont largement insuffisants selon Begag qui commente : « Rien, nada de nada ... je suis boycotté ... Une fatwa contre moi ! »²⁴¹

²³⁹ Saïd Mahrane, « La Communauté maghrébine salue l'entrée d'Azouz Begag au gouvernement », *Le Figaro*, le 7 juin 2005.

²⁴⁰ « Double langage gouvernemental », *L'Humanité*, le 2 novembre 2005.

²⁴¹ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 132.

Begag évoque un meeting à Angoulême où « un jeune Marocain prend la parole : “Monsieur le ministre, je suis fier de vous voir au gouvernement parce que vous êtes membre de la communauté [maghrébine].” »²⁴² Par contre, Begag rappelle aussi quelques mauvais moments. Lors d’une visite à un colloque à Lyon, en mars 2006, il est interpellé par Mansour, chômeur de 27 ans, qui lui dit qu’il cherche du travail. Azouz réagit mal devant Mansour qui se vexe. Ainsi il se sent ridicule devant le cabinet du gouvernement cinq jours plus tard quand les faits de la rencontre se sont connus²⁴³. Autre exemple : le 7 mars 2006, lors d’une réunion de FASILD, une Maghrébine l’interpelle : « Vous êtes l’Arabe de service ! ». Il raconte plus tard : « D’autres sont venus avec des banderoles me caricaturant en clown. »²⁴⁴ Begag subit une réaction violente de la part de quelques militants de la gauche qui contestent ces choix idéologiques : « Des militants de gauche m’interceptent dans la rue, dans les réunions publiques, et m’insultent : “Qu’est-ce que tu fous dans un gouvernement de droite avec Sarkozy ?” Ils sont malades de mon engagement. »²⁴⁵

Begag raconte encore : « Lorsque je suis passé devant deux Arabes ... l’un d’eux ... [m’a dit] qu’il m’aimait bien en tant qu’écrivain, mais qu’il était déçu de me voir dans ce gouvernement avec Sarkozy. »²⁴⁶ Puis, à la gare, lorsqu’il rentre chez lui à Lyon après avoir démissionné, Begag entend crier : « Fallait pas nous abandonner

²⁴² Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 256

²⁴³ Olivier Bertrand, « Azouz Begag en flagrant délit d’inégalité des chances », *Libération*, le 30 mars 2006.

²⁴⁴ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 146.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 32.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 263.

comme ça, m'sieur Begag ! »²⁴⁷ Parti en vacances de ski immédiatement après, il rencontre une vieille dame qui hurle : « Salaud de traître ! Tu craches dans la soupe ! ... Alors, on a retourné sa veste ! T'as pas honte ? »²⁴⁸ Le fait que Begag raconte ces épisodes difficiles pour lui est intéressant. Nous nous attendons à ce qu'un homme politique se défende, plutôt qu'admettre ses ratés. Dans ses livres, Begag se présente comme un homme ordinaire aux prises avec un monde qui lui est hostile, et il vit mal les attaques des militants de gauche qu'il qualifie de « malades de mon engagement. »²⁴⁹ Ainsi il proteste :

Moi l'écrivain, l'artiste, l'homme libre, je leur dis que la gauche n'a rien fait depuis vingt-cinq ans pour la diversité, pour les banlieues, je ne pardonnerai jamais cette trahison, mais les militants socialistes s'en foutent des minorités en politique.²⁵⁰

Begag semble à tout moment vouloir se dérober à la réalité du monde politique qu'il comprend mal.

Le Parisien rapporte des réactions pour et contre Begag. Parmi les réactions hostiles, on retient celles qui sont survenues le 9 novembre 2006, lors d'une visite à Orgement, zone urbaine sensible de la commune Épinay-sur-Seine: un jeune homme qui veut manifester sa frustration devant l'action de Begag au gouvernement lui demande : « Au fait, pourquoi êtes-vous venu ? ». Pendant cette même visite, le président de l'amicale des locataires du quartier lui demande : « À quoi sert en fait ...

²⁴⁷ Azouz Begag, *La Guerre des moutons*, p. 283.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 290.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 32.

²⁵⁰ *Ibid.*, pp. 32-33.

[votre] ministère ? » Plutôt qu'apaiser cet homme, « Azouz Begag le laisse désemparé avec une simple carte de visite ne comportant que l'adresse Internet de son ministère. »²⁵¹ Il n'explique pas ce qu'il peut faire pour aider ses interlocuteurs. Il semble que Begag ne prenne pas conscience des problèmes auxquels font face les habitants des quartiers pauvres, lui qui pourtant y a passé son enfance. Ceci est encore un signe de son manque de savoir-faire dans le rôle d'homme politique. Nora Hamadi rapporte dans *L'Express* le manque de moyens, et l'absence d'action de Begag au gouvernement.²⁵² Pour elle, Begag ne sait pas mener des actions politiques efficaces.

Begag a ouvert son blog en mai 2007, après sa démission du gouvernement Villepin, au moment où il s'est présenté aux élections législatives dans la troisième circonscription de Lyon. Cependant, très rapidement, il a reconnu que ce n'était pas ce qu'il voulait faire. Il ne met que 5 blogs sur son site ; le dernier a apparu le 18 juin 2007, après le second tour des élections. Les réactions des blogueurs aux blogs de Begag sont mélangées : pour les supporters du Modem, il y a quelques messages de soutien, mais il existe quelques blogs critiques. Cela n'est pas surprenant parce qu'un forum invite les lecteurs à exprimer des idées contradictoires. Voici quelques exemples : "Votre Ami" écrit : « Vous le saviez que votre ministere ete (sic) en carton, vous saviez que vous etiez (sic) "LA" caution magrebine (sic) de Chirac » ; Robert Marchenoir s'en prend à sa manière de tenir un blog :

²⁵¹ Eric Bureau, « Azouz Begag en star à Épinay », *Le Parisien*, le 10 novembre 2006.

²⁵² Nora Hamadi, « Begag, ministre en demi-teinte ».

Je ne comprends pas un ancien ministre, candidat aux élections législatives, qui ouvre un blog, et qui, quelques jours et cinq notes plus tard seulement, menace de le fermer parce qu'il est critiqué dans les commentaires ... votre blog est écrit de façon remarquablement pataude.

Ailleurs, "Mohamed" écrit : « Je trouve que vous n'êtes pas une personne sincère » ; et, pour terminer, la contribution de "Jean-Paul" : « Arrêtez la politique et reprenez une activité normale. »²⁵³ Lors d'un forum sur *Nouvelobs*, le 16 mai 2007, un internaute demande : « À quoi bon crier sur les toits que Nicolas Sarkozy est si dangereux ... au deuxième tour vous n'avez même pas eu le courage de dire : "il faut voter Royal" ? Ce manque de courage vous déconsidère et pour longtemps. »²⁵⁴ Certains affirment qu'Azouz n'a pas la stature d'un homme politique. Par exemple, les commentaires de Chris, blogueur sur *Bondy Blog* :

Arrêtez la politique, ce n'est pas pour vous. Vous n'êtes pas un homme politique et vous ne le serez jamais ... vous ne comprenez rien à la politique, vous êtes ridicule dans ce rôle et tout le monde se moque de vous.²⁵⁵

Ces commentaires, qui ne viennent pas nécessairement des opposants du Modem, confirment l'impression que Begag n'a jamais trouvé une réelle légitimité politique.

Les commentaires favorables ne sont pas aussi nombreux. Jean-Louis, blogueur, en réponse à une interview sur *Bondy Blog*, écrit : « Bravo Bravo ! On l'entend (sic)

²⁵³ « Tiens, pendant qu'on y est ! Je continue... », *20minutes.fr*, le 12 juin 2007.

²⁵⁴ « Forum sur les élections législatives », *Nouvelobs*, le 16 mai 2007.

²⁵⁵ « Azouz Begag: "Le Modem, c'est en attendant et trois petits points" », *Bondy Blog*, le 7 mars 2008.

pas assez ce ministre ! Il est genial (sic) ; vive Azouz Begag !! »²⁵⁶ Gilles Johnson, étudiant à Sciences Po Grenoble et militant socialiste, évoque sur son blog une rencontre avec Begag lors d'une conférence à Sciences Po, le 14 octobre 2009 : « Ce fut un moment assez sympa ... Et bien que nous ne fassions pas partie du même camp politique, il n'en demeure pas moins que j'ai de l'estime pour cet homme. »²⁵⁷

Begag lui-même évoque son manque de visibilité dans la presse : « Ce que je fais ? Des choses bien, mais la presse parisienne n'en rend plus compte depuis décembre 2005. Je suis le ministre invisible. »²⁵⁸ En réalité, comme l'indiquent les réactions rassemblées ici, c'est son incapacité à se fixer, à adopter une ligne politique claire, qui a énervé les électeurs et les collègues. Begag porte de nombreux masques ; selon l'opinion de ses confrères, c'est l'imposteur. On le voit dans le récit qu'il fait de la réunion du Conseil des ministres, le 2 novembre 2005 :

Cette nuit, les critiques contre moi sont montées à l'étage supérieur, en provenance des ministres sarkozystes et de quelques fameux députés. Ils m'agressent avec dédain dans les médias : « Il est scénariste, il fait du civisme, c'est un écrivain ... Il n'y connaît rien en politique ... C'est le beur de Villepin. »²⁵⁹

En somme, nous trouvons un mélange d'opinions sur l'action de Begag au gouvernement. Il n'y a pas de doute que sa nomination a suscité l'éloge de la plupart

²⁵⁶ « Entretien avec Azouz Begag, "Les Banlieues se vont voler leur colère" », *Bondy Blog*, le 26 mars 2006.

²⁵⁷ Gilles Johnson, « Le Pouvoir de dire non », *actupol*, le 17 octobre 2009.

²⁵⁸ Azouz Begag, *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*, p. 200.

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 88.

des associations qui défendent les minorités. Par contre, certains, comme Malik Boutih, ont mis en question l'utilité de sa nomination. Dans les banlieues, nous trouvons des avis pour et contre Begag. D'une part, les gens lui expriment de la sympathie, d'autre part, il est accablé de reproches comme on l'a vu lors de son meeting à Ma Campagne. Azouz Begag lui-même ne donne qu'une note médiocre à sa performance comme Secrétaire d'État. Il avoue qu'il a trouvé son rôle difficile en raison de son manque d'expérience dans le monde politique. Pour les Français et, plus particulièrement les immigrés et les personnes d'origine étrangère, Begag était « un Arabe de service » du même ordre que son prédécesseur Kofi Yamgnane, et selon leur opinion, il a peu fait pendant sa période comme Secrétaire d'État. Au gouvernement, Begag a subi des attaques des députés venus des deux côtés de l'échiquier politique. Pour les sympathisants de la gauche, il était traître et, pour ses confrères au gouvernement, dont certains ne lui faisaient pas confiance, il manquait de compétence. Comme l'ont commenté certains, Azouz Begag comme écrivain est crédible, mais comme homme politique c'est un raté.

3.2.2 Fadela Amara

La nomination de Fadela Amara a été controversée. Femme de gauche résidant en banlieue et ancienne dirigeante de l'association Ni putes ni soumises, elle tourne le dos aux formations politiques de gauche en entrant dans un gouvernement de droite. Elle assure qu'elle le fait pour défendre les gens des banlieues. Malgré sa soi-disant défection, Amara est largement appréciée par les Français pour son rôle au gouvernement.

Le 21 juin 2007, juste après la nomination d'Amara, Luc Bronner, journaliste du *Monde*, raconte que Dominique Sopo, alors président de SOS Racisme, « éclate de rire quand il imagine Fadela Amara ... travailler avec Christine Boutin. » Amara et Boutin ont des idées opposées sur bien des sujets politiques. Comme on le constatera plus tard, Christine Boutin condamnera le plan banlieue d'Amara. Mais, en parlant de la nomination de Fadela Amara, de Rachida Dati et de Rama Yade, Sopo en fait l'éloge : « C'est une bonne chose. Avec ce gouvernement, on a une représentation de la diversité qui est une première dans ce pays. » Certains commentaires défavorables existent : Bronner écrit qu'Amara est critiquée par quelques associations des quartiers populaires parce qu'elle dénonce la violence dans les banlieues ; pour certains, sa critique leur donne une image trop négative. C'est la position, par exemple, de Sonia Imloul, présidente de Respect 93, une association de prévention de la délinquance à Courtille, en Saint-Denis, qui reproche à Fadela Amara de trop stigmatiser les jeunes des quartiers.²⁶⁰

Fadela fait l'objet de maintes critiques pour avoir rejoint le gouvernement Fillon. En septembre 2007, Kwan Yuk Pan, dans *Financial Times*, parle d'un épisode où Fadela Amara a été prise à partie par un client dans un restaurant : celui-ci lui a reproché d'entrer dans un gouvernement de droite plutôt que de travailler pour le

²⁶⁰ Luc Bronner, « En banlieue, les associations saluent " l'ouverture à la diversité " », *Le Monde*, le 21 juin 2007.

compte de la gauche.²⁶¹ Pour quelques militants de l'association Ni putes ni soumises, il y a eu trahison de la part de Fadela. Le 10 novembre 2007, Gwenaël Bourdon et Carole Sterlé du *Parisien* racontent que, pendant qu'Amara était en visite à Clichy et Montfermeil pour défendre son plan banlieue, un jeune l'a interpellée : « C'est une visite pour les caméras ou pour réhabiliter ce quartier ? »²⁶² Ce commentaire démontre la frustration des habitants des banlieues devant l'inaction de Fadela Amara ; ces derniers l'accusent en fait de se préoccuper davantage de son image politique que des problèmes en banlieue.

Sur la page web de Fadela Amara nous trouvons une copie de l'intervention « Espoir banlieues : Une dynamique pour La France », qu'elle a présentée le 15 février 2008, ainsi que 32 réponses de la part des blogueurs, dont une seule n'est pas favorable : « Madame, je vous félicite ! » ; « Je tiens à saluer chaleureusement vos efforts » ; « Je vous adore et je suis heureuse que M. Sarkozy est [sic] su discerner la femme politique de très grande dimension que vous êtes. »²⁶³ Par contre, une blogueuse de gauche, laure09, écrit :

Je ne cacherais pas l'amertume que j'ai ressentie quand vous avez acceptez [sic] de participer à un gouvernement qui défend beaucoup d'idées à laquelle [sic] vous vous êtes si souvent révoltée et

²⁶¹ Kwan Yuk Pan, « Fadela Amara – Ghetto blaster ardent socialist Fadela Amara has been called a hypocrite for accepting a position in France's centre-right government. But how else can she revive the troubled Banlieues? ».

²⁶² Gwenaël Bourdon et Carole Sterlé, « Banlieue. Visite agitée pour Fadela Amara », *Le Parisien*, le 10 novembre 2007.

²⁶³ <<http://www.fadela-amara.net>>

l'exploitation « dégueulasse » de l'immigration en est une parmi beaucoup d'autres.²⁶⁴

Ce dernier commentaire est un bon exemple de l'amertume que ressentent quelques sympathisants de la gauche envers Amara à cause de son entrée dans un gouvernement de droite.

D'après Azzeddine Ahmed-Chaouch d'*Aujourd'hui*, la nomination par Nicolas Sarkozy de Yazid Sabeg au poste de Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances en décembre 2008 montre les limites de l'action d'Amara. Ainsi, Sabeg viendrait « au secours du plan Banlieues de Fadela Amara, qui n'avance pas assez vite selon Nicolas Sarkozy. »²⁶⁵ Selon Marion Mourgue, qui cite un ministre inconnu : « [Fadela] est en train de se planter sans clash et perd la confiance de l'Élysée du fait d'une absence de résultat. »²⁶⁶ En même temps, Alice Pouyat note dans *Journal de Dimanche* que la mesure principale du plan, « le coaching » qui envisage l'engagement des « coachs » pendant un an pour aider les jeunes sans qualification, progresse lentement avec la création en 2008 de seulement trois mille contrats, contre les 4,500 prévus, avec 45,000 prévus pour 2011.²⁶⁷ En février 2009, Caroline Fourest, journaliste du *Monde*, porte un regard critique sur les efforts de Fadela au gouvernement : le plan banlieue « ne dispose d'aucun moyen à la hauteur du défi » ; ses efforts pour « faire évoluer la laïcité française vers une laïcité anglo-

²⁶⁴ Fadela Amara, « La Formule 3 en 1 : parité – minorité – ouverture », le 10 novembre 2007.

²⁶⁵ Azzeddine Ahmed-Chaouch, « Banlieue – Yazid Sabeg veut aller vite », *Aujourd'hui*, le 20 décembre 2008.

²⁶⁶ Marion Mourgue, « Dans le gouvernement Fillon, Yazid Sabeg, ça bug », *Bakchich.info*, le 23 mars 2009.

²⁶⁷ Alice Pouyat, « Plan Banlieue : Peut mieux faire », *Le Journal de Dimanche*, le 20 janvier 2009.

saxonne » n'ont pas abouti ; il ne reste rien de sa lutte contre l'intégrisme ; et concernant les droits des femmes, le niveau de fonds de subvention pour les « missions conjugales et familiales » a baissé.²⁶⁸

En somme, l'entrée au gouvernement de Fadela Amara a suscité de la controverse au début, principalement dans la gauche. Mais, en dépit des problèmes qu'elle a rencontrés depuis sa nomination, les Français l'apprécient. Comme le précise Émilie Trevert du *Point*, le 14 août 2008 : « [Elle] est devenue l'une des ministres préférés des Français. Sa recette : beaucoup de travail, pas mal de flair politique et un zeste de spontanéité. »²⁶⁹ Dans les sondages, Amara figure toujours près du haut du classement des personnalités politiques. Son plan banlieue est son plus grand échec : il a suscité la consternation des Français, particulièrement des habitants des banlieues, et des hommes politiques de tous côtés. Pourtant, le retard dans la mise en œuvre de ce plan ne semble pas avoir nui à sa popularité, comme nous le voyons dans les commentaires des Français. Le fait qu'elle choisit d'habiter en banlieue, alors qu'elle a les moyens d'habiter dans un appartement de luxe, semble toucher les Français qui lui manifestent leur sympathie.

3.2.3 Rachida Dati

La carrière politique de Rachida Dati a connu des revers très tôt. Ayant commencé en haut des sondages, peu à peu elle a perdu du terrain. Notre tour des articles de presse et des blogs mettra au jour les raisons de cette chute, entre autre :

²⁶⁸ Caroline Fourest, « La Promesse de Fadela Amara », *Le Monde*, le 7 février 2009.

²⁶⁹ Émilie Trevert, « Une semaine avec...Fadela Amara », *Le Point*, le 14 août 2008.

son obsession pour les médias et les journaux de mode ; ses couacs ; et le désastreux plan de restructuration de la carte judiciaire.

Commençons par son désir d'être toujours sous le feu des projecteurs. Parmi les quatre personnalités, c'est Rachida Dati qui apparaît le plus souvent dans les médias. Elle est au premier plan, comme nous le voyons dans des titres de la presse, à commencer par l'article de Christophe Ono-Dit-Biot dans *Le Point* du 14 juin 2007: « “DA-TI ! DA-TI ! DA-TI !” Enquête sur un phénomène. » Dans cet article, il écrit :

Révélation de la campagne, nouvel astre de la galaxie Sarko, messie médiatique du renouvellement social et générationnel. Un nom, une silhouette, un parcours, un symbole. Un quadruple symbole : *Jeune, arabe, femme, milieu défavorisé.*²⁷⁰

Monique Raux et Pascale Robert-Diard insistent sur son succès médiatique :

Depuis sa nomination, Rachida Dati a déjà à son actif quatre « couvertures » d'hebdomadaires – deux fois *Le Point*, une fois *L'Express*, une fois *Le Nouvel Observateur*. Les quotidiens nationaux la scrutent, les médias étrangers s'emballent et, sur Internet, son nom tourne en boucle,²⁷¹

alors que Denis Démonpion pointe la façon cavalière, voire brutale, dont elle impose ses réformes au monde judiciaire : « Rachida Dati est une femme de tempérament

²⁷⁰ Christophe Ono-Dit-Biot, « “DA-TI ! DA-TI ! DA-TI !” Enquête sur un phénomène », *Le Point*, le 14 juin 2007, p. 24. C'est l'auteur qui souligne.

²⁷¹ Monique Raux et Pascale Robert-Diard, « Icône ou victime, la ministre est toujours à la “une” », *Le Monde*, le 19 juillet 2007.

qui, pour avoir méconnu les usages du ministère de la Justice ... a, en trois mois, réussi à hérissier les hermines [juges] comme aucun de ses prédécesseurs avant elle. »²⁷²

En janvier 2008, un blogueur surnommé “Songe de Paris”, en réponse à un article de Michel Delean, journaliste au *Journal de Dimanche*, écrit : « Rachida a perdu la cote ... Quand on respecte la robe de magistrat, on ne pose pas dans les magazines, on se maquille pas [sic] à outrance, on ne porte pas de bas résilles. »²⁷³ Luc Mandret, un blogueur politique, porte un jugement sévère sur Dati en mars 2008 : « Intransigeante. Caractérielle. Insupportable. Despotique. » Ce portrait provoque de nombreuses réponses dont celles-ci : “Juan” : « Je lui conseillerai de nous lâcher un peu, et d’arrêter de porter ses robes Dior » ; “abadinte” ironise : « Je lui conseillerais de continuer. Rachida Dati est la meilleure alliée de la gauche » ; “Marc-Antoine” : « Et moi je lui conseillerai de fermer sa gueule. Elle est lamentable dès qu’elle parle. »²⁷⁴

En juin 2008, Gilles Gaetner et ses confrères soulignent la déception des Français : « Ses excès de glamour, flatteurs pour son ego, ternissent l’image de la garde des Sceaux. »²⁷⁵ En avril 2009, Régis Soubrouillard, de *Marianne2*, commente les réactions de la presse après sa participation à une réunion des jeunes de l’UMP : « Ce matin, bon nombre de quotidiens, hormis *Le Figaro*, consacrent leurs pages au

²⁷² Denis Demonpion, « Histoires secrètes des premiers couacs – La Gâchette et les hermines », *Le Point*, le 27 septembre 2007, p. 21.

²⁷³ Michel Deléan, « Le Sourire de Rachida Dati », *Le Journal de Dimanche*, le 19 janvier 2008.

²⁷⁴ Luc Mandret, « Si j’étais le spin doctor de...Rachida Dati », *Blog de Luc Mandret*, le 30 mars 2008.

²⁷⁵ Gilles Gaetner et al. « Enquête sur les caprices de Rachida Dati », *L’Express*, le 5 juin 2008.

comportement clownesque de Rachida Dati ». Voici deux réponses à cet article : “Franc Tireur Partisan” : « Ne dites pas “La garde des Sceaux” dites plutôt “La Sotte de Permanence” » ; “ernest” : « Elle est folle. Elle n’assume pas sa fonction de ... [Ministre ni sa fonction de] Maire. »²⁷⁶ Ces réactions défavorables à la garde des Sceaux reflètent sa chute en disgrâce dans l’opinion publique.

Considérons ses couacs, qui sont toujours relevés par les médias. C’est David Servenay, de *Rue89*, en septembre 2007, qui l’a surnommée « Calamity Dati »²⁷⁷, suite au départ de sept collaborateurs de son cabinet. Ce surnom, qui se répand parmi des journalistes et des blogueurs, n’apparaît que trois mois et demi après qu’elle a assumé ses fonctions. Gaetner publie dans *L’Express* du 5 juin 2008, douze mois après qu’elle a assumé son poste, un article intitulé « Enquête sur les caprices de Rachida Dati » qui souligne le changement dans l’opinion publique à son égard.²⁷⁸ En novembre 2008, dans un article intitulé « Les raisons d’une disgrâce », Ludovic Vigogne fait « enquête sur une relation hier complice [avec Sarkozy], aujourd’hui tumultueuse, » en pointant les maladroites de Dati.²⁷⁹ Enfin, en janvier 2009, *Le Monde* publie un article intitulé « Rachida Dati, l’icône déchue », qui revient sur la chute de Dati aux yeux de Nicolas Sarkozy et d’autres responsables au gouvernement.²⁸⁰

²⁷⁶ Régis Soubrouillard, « Rachida Dati : l’élève dépasse le Maître Sarkozy », *Marianne2*, le 24 avril 2009.

²⁷⁷ David Servenay, « Ministère de la Justice : Calamity Dati », *Rue89*, le 5 septembre 2007.

²⁷⁸ Gilles Gaetner et al. « Enquête sur les caprices de Rachida Dati ».

²⁷⁹ Ludovic Vigogne, « Dati : les raisons d’une disgrâce », *L’Express*, le 13 novembre 2008, p. 21.

²⁸⁰ « Rachida Dati, l’icône déchue », *Le Monde*, le 25 janvier 2009.

Tournons-nous vers le conflit entre Dati et la magistrature. En bon soldat de Sarkozy, Dati commence immédiatement à mettre en application les réformes judiciaires du président : l'introduction des peines planchers pour les récidivistes, y compris les jeunes de plus de seize ans, adoptées par le Parlement le 26 juillet 2007, et la réforme de la carte judiciaire annoncée par décret ministériel le 15 février 2008, réforme qui irrite beaucoup de magistrats. Les magistrats réagissent mal aux peines planchers. *L'Express* du 25 octobre 2007 note que « les syndicats de magistrats dénoncent un texte plus dur que prévu. »²⁸¹ Même si les magistrats restent libres d'imposer les peines, Dati n'apprécie pas ceux qui appliquent les peines au-dessous du niveau recommandé, comme le montre l'affaire Nativel. Le vice-Procureur de Nancy, Philippe Nativel, aurait précisé, selon *l'Est Républicain*, qu'il ne soutenait pas la loi, mais cette information est démentie par l'intéressé. Rachida Dati l'a convoqué à la chancellerie pour qu'il s'explique, ce qui énerve des magistrats. Mais, c'est la réforme de la carte judiciaire qui suscite la plus grande consternation. Gilles Kerdreux écrit dans le *Monde* que, le 9 novembre 2007, environ cinq cents personnes, y compris des avocats et des élus, manifestent à Rennes contre les changements annoncés.²⁸² Le 10 novembre 2007, le journaliste Olivier Bonnet, sur son blog *Plume de presse*, décerne un « bonnet d'âne » à Dati pour ses suppressions de tribunaux. Il cite les paroles de Louis Guédon, député-maire des Sables d'Olonne, sur l'action de

²⁸¹ « Peines-plancher : le gouvernement va plus loin », *L'Express*, le 25 octobre 2007.

²⁸² Gilles Kerdreux, « Mme Dati affronte un mécontentement croissant sur la carte judiciaire ». *Le Monde*, le 11 novembre 2007. [Dati a annoncé la fermeture de douze tribunaux de grande instance (sur 181) et d'environ 110 tribunaux d'instance (sur 476) autour France.]

Dati dans sa ville : « Une absurdité, quand on sait que le tribunal est flambant neuf puisqu'on vient d'y effectuer pour 6 millions d'euros de travaux ! »²⁸³

En octobre 2008, Rachida Dati est à la une du *Nouvel Observateur*. Dans leur article « Les Secrets de la chute d'une icône », Stéphanie Arteta et al. évoquent : « Une semaine noire. Épouvantable. Une séquence cauchemardesque. Des magistrats en rébellion ouverte. »²⁸⁴ Gilles Gaetner, de l'*Express*, observe que, le 11 octobre 2008, Dati manque d'assister au congrès de l'Union syndicale des magistrats à Clermont-Ferrand en raison d'un agenda chargé, alors qu'il est habituel que les gardes des Sceaux y aillent.²⁸⁵

En somme, Rachida est montée rapidement au sommet des sondages d'opinion en raison de ce qu'elle représentait ; une femme de couleur, belle, d'origine immigrée qui occupe un rôle régalien. Sylvie Pierre-Brossolette, du *Point*, donne une explication de la ténacité de Dati quand les attaques se sont organisées contre elle :

Symbole de la sarkozie triomphante il y a un an, elle a traversé les épreuves et les attaques avec un aplomb d'acier. Tour à tour adulée et décriée, elle est passée à travers les orages ... Le monde politique a régulièrement annoncé sa chute ou sa disgrâce, la « wonder woman » de

²⁸³ Olivier Bonnet, « Bonnet d'âne à Rachida Dati », le 10 novembre 2007.

²⁸⁴ Stéphanie Arteta et al. « Les Secrets de la chute d'une icône », *Le Nouvel Observateur*, le 30 octobre 2008, p. 26.

²⁸⁵ Gilles Gaetner, « L'Œil de l'Elysée Place Vendôme », *L'Express*, le 13 novembre 2008, p. 27.

l'équipe gouvernementale ayant plus d'une fois commis des maladroites et prêté le flanc à un procès en incompétence.²⁸⁶

Mais, en dépit de sa chute entamée à la fin de 2007, elle continue à être plus appréciée que plusieurs de ses confrères dans le monde politique. Il est évident que sa passion pour le feu des projecteurs et pour la mode a conduit les Français à lui tourner le dos. Les ennuis que lui a apportés sa précipitation dans les réformes voulues par Nicolas Sarkozy ont aussi suscité la polémique. Dans une certaine mesure, elle est le bouc-émissaire de Sarkozy, mais la façon dont elle a introduit les réformes, à savoir son refus de consulter avec les personnes concernées, en particulier les magistrats, les habitants des régions qui subissent la suppression des services légaux et les députés dans ces régions, est à l'origine des réactions hostiles dont elle a fait l'objet.

3.2.4 Rama Yade

Rama Yade est vite devenue une vedette. Jeune et belle, elle monte très rapidement dans les sondages. En assumant ses fonctions au sein du gouvernement, elle se heurte à la volonté du président et de ses confrères. En dépit de ses difficultés, elle reste parmi les personnalités les plus populaires du monde politique. Nous allons regarder les raisons pour lesquelles les Français l'apprécient.

Dès le début, Rama Yade reçoit des éloges dans les médias. David Carzon, journaliste de *20 minutes*, écrit sur son blog que, lors d'une réunion de Nicolas Sarkozy à Douai le 26 mars 2006, « Elle [Rama] se trouvait assise sur la tribune

²⁸⁶ Sylvie Pierre-Brossolette, « Le Mystère Dati », *Le Point*, le 4 septembre 2008, p. 22.

d'honneur ... Et franchement on ne voyait qu'elle et sa blackitude. »²⁸⁷ Sa peau noire et sa beauté qui la distinguent du reste de l'équipe gouvernementale, contribuent au maintien de sa popularité qui augmente avec le temps. Le lendemain de sa nomination, *L'Express* publie un article intitulé « Rama Yade, étoile noire et trentenaire engagée »²⁸⁸ ; comme Rachida Dati, elle attire l'intérêt des médias et des Français. Carole Barjon, du *Nouvel Observateur*, écrit le 4 juillet 2007 un article intitulé « Rama Yade : la perle noire de Sarko. »²⁸⁹

Son étoile monte encore plus haut en septembre 2007, quand elle déclenche une polémique au sein du gouvernement. Son déplacement à Aubervilliers où elle s'oppose à l'expulsion des squatteurs qui y habitaient, lui vaut les reproches du Premier ministre. Dans une interview avec Anna Bitton, dans le *Point*, Rama se défend : « Nos militants, eux, apprécient ... Ils m'ont envoyé des SMS. »²⁹⁰ Après qu'elle a pris position contre la visite en décembre 2007 du Colonel Kadhafi, président libyen, *L'Express* rapporte que, selon un sondage mené par OpinionWay, « 81% ... [des Français estiment] que [Yade] ... a eu raison de critiquer vertement la visite. »²⁹¹ Les deux incidents ont irrité le président, le Premier ministre et beaucoup de députés de l'UMP, qui en sont venus à la considérer comme une rebelle, une personne qui ne joue pas en équipe. Par contre, la plupart des Français ont manifesté leur approbation, comme l'indique le titre d'un article de Charles Jaigu dans le

²⁸⁷ David Carzon, « Toute la beauté de la discrimination positive », *20 minutes.fr*, le 29 mars 2006.

²⁸⁸ « Rama Yade, étoile noir et trentenaire engagée, », *L'Express*, le 25 octobre 2007.

²⁸⁹ Carole Barjon, « Rama Yade : la perle noire de Sarko », *Le Nouvel Observateur*, le 28 juin 2007, p. 31.

²⁹⁰ Anna Bitton, « Rama Yade – la vraie fausse gaffeuse », *Le Point*, le 27 septembre 2007, p. 21.

²⁹¹ « Huit Français sur dix soutiennent Rama Yade », *L'Express*, le 14 décembre 2007.

Figaro le 15 décembre 2007 : « Rama Yade, la star rebelle du gouvernement. »²⁹² On retrouve la même situation quand Rama refuse la demande de Nicolas Sarkozy de contester les élections européennes : « Aux yeux des Français, [Rama] ... est surtout celle qui a résisté à Sarkozy ... C'est à partir de là que sa cote ... s'est envolée ... Une incroyable notoriété acquise en moins de deux ans. »²⁹³ Bernard Derty, de *L'International Magazine*, explique pourquoi elle peut dire « non » au président :

Ce qui est plus surprenant c'est que malgré ses incartades la belle Rama est toujours en place ... Cette mansuétude dont bénéficie la jeune ministre a une première explication, la popularité dont elle jouit auprès du public depuis de nombreux mois.²⁹⁴

Le 22 janvier 2009, Bénédicte Charles de *Marianne2*, en parlant du succès électoral de Barack Obama aux États-Unis, suggère que Rama Yade est son équivalent en France²⁹⁵ ; le 9 novembre 2009, *Le Point* publie un article intitulé « Deux Français sur trois seraient contre un départ de Rama Yade du gouvernement », où l'auteur commente le sondage de BVA pour Canal + : « Rama Yade suscite une rare unanimité, quelle que soit la catégorie de population »²⁹⁶ ; Patrick Besson du *Point* déclare, le 4 décembre 2009 : « Il faudra bien un jour que notre pays soit gouverné par une femme. Une chance sur deux qu'elle s'appelle Rama Yade. »²⁹⁷ Le même

²⁹² Charles Jaigu, « Rama Yade, la star rebelle du gouvernement », *Le Figaro*, le 15 décembre 2007.

²⁹³ Carole Barjon, « Le Cas Rama Yade », *Le Nouvel Observateur*, le 26 mars 2009, p.10.

²⁹⁴ Bernard Derty, « Rama Yade : Un Cas ! », *L'International Magazine*, le 7 novembre 2009.

²⁹⁵ Bénédicte Charles, « Chacun cherche son Obama », *Marianne2*, le 22 janvier 2009.

²⁹⁶ « Deux Français sur trois seraient contre un départ de Rama Yade du gouvernement », *Le Point*, le 9 novembre 2009.

²⁹⁷ Patrick Besson, « Rama Yade – L'Électron choc », *Le Point*, le 4 décembre 2009.

jour, Sylvie Pierre-Brossolette publie une interview avec Ezra Suleiman²⁹⁸, qui précise : « Rama Yade exprime et représente ... l'intégration et la diversité, ce qui explique pourquoi elle est devenue un atout pour le gouvernement, même si ses collègues sont perturbés par sa présence. »²⁹⁹ Sur l'idée selon laquelle elle pourrait briguer le poste de président, il ajoute : « Bien qu'elle soit encore au début de sa carrière, elle a touché une bonne partie de la population ... Qui pourrait exclure un destin aujourd'hui inconcevable à cette femme politique talentueuse ? » Mais elle ne fait pas l'unanimité. Richard Kirsch écrit un billet critique en décembre 2008 intitulé « C'est Noël, Nicolas Sarkozy casse ses jouets. Bye bye Rama Yade ! », où il décrit Yade, qui vient de refuser de se présenter aux élections européennes, comme un « gros caprice gouvernemental. »³⁰⁰

Chez les internautes, les commentaires élogieux sont nombreux. Voici quelques commentaires parus lors d'un forum sur Les Droits de l'Homme sur *Nouvelobs* le 29 octobre 2008 : « Je vous trouve brillante et je suis agacé d'entendre souvent parler de votre couleur de peau, si vous êtes au gouvernement c'est pour vos compétences. » Autre commentaire : « On vous aime pour ce que vous incarnez : l'intelligence, le travail, la pugnacité et aussi un peu beaucoup de culot. Continuez. »³⁰¹ Puis, un blogueur surnommé « Lewis – Forex Forum », répondant le 1^{ère} mars 2009 au blog de Richard Kirsch cité ci-dessus, écrit : « J'ai admire [sic] vraiment Rama Yade, une vrai

²⁹⁸ Ezra Suleiman est professeur de science politique à l'Université de Princeton, professeur associée de l'Institut d'études politiques de Paris et membre du Comité de rédaction de *Comparative Politics*, *La Revue des Deux Mondes*, et *Politique internationale*.

²⁹⁹ Sylvie Pierre-Brossolette, « Rama Yade : "Son parcours ne fait que commencer" », *Le Point*, le 4 décembre 2009.

³⁰⁰ Richard Kirsch, « C'est Noël, Nicolas Sarkozy casse ses jouets. Bye bye Rama Yade ! » *20minutes.fr*, le 11 décembre 2008.

³⁰¹ « Les Droits de l'homme », *Nouvelobs*, le 29 octobre 2008.

[sic] Condolesa [sic] Rice à la française. A mon avis c'est une des femmes politiques françaises les plus influentes du début du XXI siècle »³⁰² ; et celui de "Jacques740", en avril 2009, qui écrit à propos du nouveau blog de Rama Yade:

Bravo Mme la Ministre. Vous êtes l'honneur de la politique qui en a sacrément besoin. Ne changez rien a [sic] votre franchise ni a [sic] votre liberté d'esprit ni a [sic] votre liberté de parole. Et si vous songiez a [sic] vous présenter aux présidentielles ? Je milite [sic] pour vous.³⁰³

La popularité de Yade est soulignée aussi dans deux commentaires en réponse à l'article du *Point* intitulé « Deux Français sur trois seraient contre un départ de Rama Yade du gouvernement » en novembre 2009 : premièrement, "yayous" écrit : « Cette jeune dame n'échange pas son engagement contre une quelconque promotion ou soi-disant solidarité gouvernementale. C'est tout simplement quelqu'un qui se manifeste quand il le faut. Bravo miss ! » ; ensuite, "Jean" écrit : « Rama Yade présidente de la France ! Oui pour bientôt ... après Obama ! Et pourquoi pas ! »³⁰⁴

Rama Yade, chouchou des Français, est même perçue parfois comme une messie noire féminine. Ses actions rebelles, comme son intervention à Aubervilliers, ses critiques concernant la visite du Colonel Kadhafi, et son refus de se présenter aux élections européennes à la demande de Nicolas Sarkozy, ont donné lieu à une hausse spectaculaire de sa cote de popularité parmi les Français. À cause de sa popularité, elle est capable de défier Nicolas Sarkozy jusqu'au remaniement de novembre 2010 ;

³⁰² Richard Kirsch, « C'est Noël, Nicolas Sarkozy casse ses jouets. Bye bye Rama Yade ! ».

³⁰³ Jacques740, « Le Nouveau blog de Rama Yade adopte les couleurs du site de campagne de Barack Obama, *Politique.net*, le 11 avril 2009.

³⁰⁴ « Deux Français sur trois seraient contre un départ de Rama Yade du gouvernement ».

elle affirme sa liberté d'action, plutôt que de travailler en équipe avec les autres membres du gouvernement. Femme noire, d'origine étrangère, elle a laissé sa marque sur la France des années 2000. Nous pouvons donc dire que sa nomination est un succès éclatant pour la politique de la diversité.

3.2.5 Conclusion

Ce chapitre s'est donné pour but de voir comment les Français ont réagi à la nomination des quatre personnalités en examinant des sondages d'opinion et en consultant rapidement les commentaires parus dans la presse et sur des blogs. Dans le cas d'Azouz Begag, qui n'apparaît pas dans les sondages, il a fallu s'appuyer exclusivement sur la presse, les blogs, et ses propres écrits. Il est clair, toutefois, qu'il existe un écart important entre le bilan de l'action de Begag et celui des trois femmes. Que Begag récolte quelques opinions favorables parmi les Français reflète probablement sa notoriété comme écrivain. Comme Begag lui-même le souligne, il manque d'expérience dans le monde politique ; pour certains blogueurs, il est meilleur écrivain qu'homme politique. Pour la plupart des habitants des banlieues, Begag n'a pas tenu les promesses d'une amélioration de leur vie et il n'a pas répondu aux espoirs qu'il avait fait naître au moment de sa nomination.

À l'inverse, les sondages et les commentaires trouvés dans la presse et les blogs montrent que les trois femmes ont véritablement touché l'imagination des Français. Les sondages, en particulier, démontrent que les trois femmes figurent parmi les premiers du classement des personnalités politiques. Même Rachida Dati, qui a un

score inférieur aux deux autres femmes, est mieux placée que beaucoup d'autres hommes et femmes politiques importants, y compris Nicolas Sarkozy, Martine Aubry, Jean-François Copé et Alain Juppé. En dépit de l'opposition que les trois femmes avaient rencontrée dans leur rôle, souvent à la suite de leurs propres actions, elles ont toujours bénéficié du soutien des Français.

Nous pouvons donc conclure que la nomination de Begag est un échec sur tous les plans. Pour les Français, ses efforts au gouvernement sont négligeables. Au contraire, les Français apprécient beaucoup les trois femmes, particulièrement Rama Yade et Fadela Amara, donc nous pouvons conclure que leur nomination au gouvernement a été un succès politique incontestable.

4. Conclusion

Le but de ce mémoire a été d'examiner la politique de la diversité de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, notamment dans le domaine des nominations des personnes de couleur au gouvernement. Notre examen a porté sur les quatre personnes de couleur qu'ils ont nommées, sur les arguments avancés pour justifier ces nominations, et sur les réactions des Français. Nous avons commencé par l'examen des questions terminologiques, car il était important de cerner avec précision le groupe de personnes en question ici. Les termes comme « immigrés » et « immigrants » ne suffisent pas à décrire cette proportion de la population française qui fait l'objet des discriminations et des atteintes racistes. Les enfants de la première et de la deuxième génération, issues de l'immigration, ont la nationalité française, ils parlent français et il est peu probable qu'ils parlent la langue d'origine de leurs parents. Pour guider l'action gouvernementale en faveur de cette population, il fallait la définir avec plus de précision. Après avoir examiné de nombreux travaux portant sur ce sujet, nous avons adopté la formule « personnes de couleur » proposée par les démographes Patrick Simon et Martin Clément.

La France a vu une hausse du taux de racisme pendant la V^e République, particulièrement avec l'afflux des immigrés venus de l'Afrique et la naissance en France de leurs enfants. La fracture sociale, terme popularisé par Jacques Chirac pour décrire les tensions sociales qui se sont manifestées à la suite de l'accroissement du chômage parmi ce groupe, a mis en lumière l'échec de la politique de l'intégration des gouvernements successifs. La nomination des personnes de couleur au

gouvernement représente une stratégie menée par le président de la République pour minimiser les efforts néfastes de la fracture sociale.

Ce mémoire s'est focalisée sur les quatre personnalités qui ont marqué le plus ce tournant dans le climat politique de la France. Azouz Begag, la première des quatre personnalités à occuper un poste au gouvernement, n'a pas su s'imposer dans son rôle de ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances. Apprécié du public, il n'a pas établi des liens avec les élus des différentes formations politiques. Sans le soutien de ces derniers, Begag a eu du mal à se faire respecter dans son rôle de secrétaire d'État. Le fait qu'il ne disposait pas de budget était un facteur aggravant. Cependant, c'était son conflit avec Nicolas Sarkozy, déclenché lors des émeutes à Paris en novembre 2005, qui a marqué le destin politique de Begag. Dorénavant, il était obsédé par ce désaccord, qui a fini par conduire à sa démission la veille de la sortie en avril 2007 de son livre *La Guerre des moutons*, un mois avant la fin du gouvernement de Villepin.

Pour Fadela Amara, Rachida Dati, et Rama Yade, les circonstances de l'entrée au gouvernement ont été différentes. Contrairement à Begag, elles ont formé des réseaux qui leur assuraient des pôles de soutien au sein du gouvernement. Comme présidente de l'organisation Ni putes ni soumises, Fadela Amara est bien connue des Français, et ce rôle lui vaut aussi l'amitié de Nicolas Sarkozy. C'est le soutien de Sarkozy qui aide Amara au moment où elle est entrée en conflit avec ses collègues de l'UMP au gouvernement, en raison de ses liens avec la gauche. Que cette

sympathisante de la gauche entre dans un gouvernement de droite heurte de nombreux militants socialistes. Toutefois, pour Fadela Amara, le bilan négatif du Parti socialiste dans le domaine social est une raison suffisante pour accepter un poste au gouvernement Fillon où elle pense pouvoir mener des actions utiles.

Rachida Dati a suivi un parcours politique différent de celui de ses collègues. Comme elles, Dati n'est pas énarque, mais, à la différence des deux autres femmes, elle n'a jamais milité au sein d'une formation politique. Fille d'une famille pauvre, elle se montre ambitieuse, et bientôt possède un carnet d'adresses de personnes influentes. En 2002, elle demande à Nicolas Sarkozy de l'accueillir dans son équipe de campagne. Désormais, elle se fait une place dans le monde politique, culminant dans sa nomination comme garde des Sceaux. Cette ascension rapide et ses liens avec le président et Cécilia, son ancienne femme, provoquent des jalousies parmi ses confrères au gouvernement. Ne cachant par son désir d'être sous le feu des projecteurs, elle apparaît partout dans les médias et les magazines. Ceci est mal vu par ses collègues en particulier et compromet ses efforts pour mettre en œuvre les programmes de réforme que voulait Sarkozy. Ses réformes provoquent la colère des magistrats et aussi celle de ses confrères dont les circonscriptions sont touchées par les changements. Le fait qu'elle n'a pas réussi à tisser des liens avec Carla Bruni contribue à refroidir ses relations avec Sarkozy ; sans son soutien, elle n'a pas les moyens de résister aux attaques contre elle. Sarkozy l'oblige à partir pour le parlement européen.

Rama Yade prend connaissance du monde politique après avoir réussi le concours d'administrateur du Sénat en 2002. Elle occupe plusieurs postes au Sénat, et est ensuite détachée auprès de Jean-Pierre Elkabbach comme directrice de la communication du *Public Sénat*, avant de rejoindre l'équipe de Sarkozy en 2005. Personnage populaire, elle jouit du soutien de Sarkozy jusqu'au moment où elle refuse de se présenter aux élections européennes en 2008. C'est sa cote de popularité qui lui épargne le courroux de Sarkozy, et qui lui permet de rester au gouvernement Fillon. Elle a peu d'ennemis, à part Rachida Dati qui la considère comme une rivale, et son ministre de tutelle Bernard Kouchner dont certaines déclarations peuvent être interprétées comme un désaveu. Femme indépendante, elle provoque des désaccords avec le président et d'autres ministres quand elle fait des commentaires qui sont contre la politique du gouvernement. C'est sa popularité qui assure qu'elle garde son poste au gouvernement jusqu'au 14 novembre 2010.

Ayant examiné le parcours politique des quatre personnalités de couleur, il nous a fallu interroger le cadre institutionnel du processus de la nomination, à commencer par Article 8 de la constitution qui définit les rôles du président et du Premier ministre dans la formation du gouvernement. Or, contrairement à la lettre de la constitution, qui dit que le Premier ministre propose et que le président de la République donne son approbation aux nominations, c'est plutôt le président qui prend en charge le processus de la nomination. On constate cette tendance d'abord chez Charles de Gaulle qui a l'intime conviction que la nomination des personnes au gouvernement est son domaine. Ce sentiment revient chez tous les présidents de la V^e République

qui imposent leur choix dans la formation du gouvernement. S'agissant de Nicolas Sarkozy, il impose les nominations de Rachida Dati, Fadela Amara et Rama Yade. François Mitterrand est le seul des présidents qui se trouve dans un gouvernement de la cohabitation. Dans ces circonstances, il a cédé aux choix des Premiers ministres Jacques Chirac et Édouard Balladur pour la formation du gouvernement, sauf, dans le cas de Chirac, pour les portefeuilles de la Défense et des Affaires étrangères que tous les présidents de la V^e République considèrent comme leur domaine réservé. Pour les autres présidents, ils continuent la pratique qu'a commencée de Gaulle. Il faut conclure, donc, que les présidents ne suivent pas exactement la lettre de la loi comme définie par la constitution, et que les Français tolèrent leur comportement.

Il nous a semblé utile de mener notre enquête sur le processus de la nomination de pair avec un examen des approches des présidents successifs en matière d'immigration et d'intégration. De Gaulle est préoccupé surtout par le problème algérien pendant son mandat. Il accepte que les Algériens aient la nationalité française, et qu'ils aient droit à l'égalité dans la société, comme le montre son discours du 4 juin 1958.³⁰⁵ Par contre, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ne démontrent pas un intérêt vif pour les immigrés venus hors de l'Europe. Pour des raisons économiques, ils encouragent l'immigration, mais ils ne sont pas favorables à l'immigration africaine ; en fait, Giscard d'Estaing essaie de rapatrier de force de nombreux travailleurs maghrébins. Il n'est pas surprenant que Mitterrand, le seul président socialiste, prête une attention particulière au sort des immigrés et au problème du racisme qui atteint des proportions inédites. La politique de l'intégration

³⁰⁵ Charles de Gaulle, Discours du Forum d'Alger, le 4 juin 1958.

est reprise par Jacques Chirac dont les convictions républicaines lui interdisent d'admettre les notions de communautarisme et de discrimination positive. Comme Mitterrand, il est préoccupé par la généralisation du racisme et par la montée du Front National. La nomination d'Azouz Begag est, pour lui, l'occasion de démontrer l'urgence d'une politique de l'intégration dans le pays. L'action de Nicolas Sarkozy en faveur de l'intégration est marquée par la notion de la diversité, et il préconise la discrimination positive dans la politique de l'État. Ainsi, il envoie un message d'espoir aux jeunes de couleur pour les encourager à prendre leur place dans la société française. Nous constatons, donc, avec le passage du temps, une évolution dans l'attitude des présidents de la V^e République envers les personnes de couleur, culminant dans les nominations de Dati, Yade et Amara.

Nous nous sommes penchés enfin sur les réactions des Français à la nomination des quatre personnalités et à leur performance au gouvernement. Pour effectuer cette analyse, nous avons utilisé premièrement les sondages portant sur la popularité des hommes politiques. Comme Azouz Begag n'a jamais figuré sur la liste des personnalités proposée aux sondés, nous n'avons pas de données en ce qui le concerne. En dépit des différences dans les questions posées aux Français dans les sondages, les résultats pour la plupart restent similaires. Parmi les trois femmes, c'est Rachida Dati qui est le plus en évidence au début, mais avec le temps sa popularité baisse. Néanmoins, elle reste plus populaire que beaucoup d'autres hommes politiques. Par contre, Fadela Amara et Rama Yade conservent leur place en haut du classement, et Rama Yade se trouve parmi les mieux classés. Dans son désaccord

avec Sarkozy sur son éventuelle candidature pour les élections européennes, les Français acceptent son comportement et lui donnent leur approbation. Comme les sondages le démontrent, Fadela Amara a la confiance du public depuis son entrée au gouvernement. Il reste clair que les trois femmes jouissent de l'approbation des Français, ce qui justifie largement la décision de Sarkozy de les nommer aux postes du gouvernement. Par contre, Begag s'aliène du peuple, si bien que, comme personnage de la diversité, il représente un échec de la politique de Chirac

Notre dernier élément d'analyse est les commentaires qui paraissent dans les articles de presse et les blogs. Pour Begag, les résultats sont mitigés : il reçoit des commentaires favorables, probablement à cause de sa notoriété comme écrivain, mais il existe aussi beaucoup de réactions défavorables, particulièrement chez les blogueurs qui le considèrent comme « un arabe de service. » Begag lui-même reconnaît qu'il n'a pas pu convaincre les Français d'avoir confiance en lui. En ce qui concerne les trois femmes, le résultat est différent. Dati est vue partout dans les médias ; au début, les commentaires sont favorables mais à mesure que le temps passe, les médias se retournent contre elle. Amara et Yade continuent à recevoir l'approbation des médias, ce qui reflète leurs bons scores dans les sondages d'opinion. En ce qui concerne les blogueurs, Amara suscite des propos amers chez quelques sympathisants de la gauche à cause de son acceptation d'un poste dans un gouvernement de la droite. Pour la plupart, Amara et Yade jouissent des opinions favorables des blogueurs.

Au terme de cette étude, nous pouvons dire que Nicolas Sarkozy a réalisé ses objectifs en nommant les trois femmes au gouvernement. Ce succès s'explique à la fois par le caractère symbolique de ces nominations et les compétences indéniables des trois personnes. Les Français, y compris les personnes de couleur dont 79% dans un sondage considèrent leurs nominations comme « bonne chose », y réagissent favorablement. Par contre, celle de Begag est un échec, comme le souligne son départ prématuré du gouvernement. Privé du soutien réel de Villepin, il n'a pas su se faire respecter de ses pairs, et sa nomination apparaît comme relevant d'une politique de pure forme. On peut conclure que le Président Chirac n'a pas créé les conditions politiques nécessaires pour mener à bien cette expérience de la diversité au gouvernement.

En conclusion, il est bien évident que la nomination des personnes de couleur au gouvernement est appréciée des Français. Pour les personnes de couleur en France, cette action leur donne le sentiment que leur intégration dans la société progresse. Notre examen du processus de la nomination a relevé le fait qu'aucune de ces personnalités n'est élue par le peuple. Ce fait explique les réticences de leurs confrères qui estiment qu'il est nécessaire de se soumettre aux urnes pour gagner du respect. Ainsi, il est peu surprenant que les quatre personnalités n'aient pas de rapports solides avec les autres membres du gouvernement. La présence des trois femmes au gouvernement a suscité de la jalousie de la part des élus qui convoitaient leur poste et, dans le cas de Dati qui occupe un poste régalié, il existe beaucoup de ministres et de députés qui considèrent qu'elle ne le mérite pas. Si les inconvénients

sont nombreux sur le plan de la vie institutionnelle, il est indéniable que l'impact des nominations des personnes de couleur a été réel. Au final, la dernière leçon que nous pouvons tirer est que la société a changé pour toujours à la suite de l'immigration ; aujourd'hui, la proportion des immigrés et de leurs enfants qui vivent en France est près de 20% de la population. On peut souhaiter que les futurs gouvernements comptent parmi ses rangs des personnes de couleur qui s'imposent comme ministrables du fait de leurs seules compétences. Ce sera la preuve que la politique de la diversité aura porté ses fruits.

Annexe A

Ipsos sondage pour *Le Point*

Question : *Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ?*

	Dati	Dati	Amara	Amara	Yade	Yade
	Classmt	%	Classmt	%	Classmt	%
Octobre 2010	18	34	9	45	1	54
Septembre 2010	20	34	10	44	4	52
Août 2010	15	39	11	44	5	53
Juillet 2010	20	34	12	41	3	52
Juin 2010	18	36	12	41	6	48
Mai 2010	14	38	6	50	1	61
Avril 2010	18	34	11	45	4	52
Mars 2010	18	34	9	46	3	53
Février 2010	17	37	8	48	2	57
Janvier 2010	16	39	6	52	3	58
Décembre 2009	11	42	7	48	1	59
Novembre 2009	17	37	7	51	1	61
Octobre 2009	15	42	3	56	1	59
Septembre 2009	13	42	4	52	1	58
Août 2009	14	40	6	51	1	59
Juillet 2009	14	40	7	54	2	61
Juin 2009	12	42	5	54	2	57
Mai 2009	14	42	3	53	2	57
Avril 2009	11	44	6	53	1	59
Mars 2009	15	40	5	50	1	58
Janvier 2009	12	45	5	52	3	58
Décembre 2008	12	41	4	53	3	56
Septembre 2008	13	44	6	51	7	51
Août 2008	10	48	7	50	9	49
Juillet 2008	13	45	9	48	10	48
Juin 2008	13	45	4	57	6	56
Mai 2008	11	46	6	49	9	47
Avril 2008	14	44	8	50	9	48
Mars 2008	12	45	6	53	9	47
Février 2008	9	50	4	56	7	51
Janvier 2008	10	48	7	51	5	53
Décembre 2007	16	42	12	46	21	37

	Dati	Dati	Amara	Amara	Yade	Yade
	Classmt	%	Classmt	%	Classmt	%
Octobre 2007	6	58	pd	pd	pd	pd
Septembre 2007	5	57	pd	pd	pd	pd
Août 2007	4	60	pd	pd	pd	pd
Juillet 2007	3	60	pd	pd	pd	pd
Juin 2007	2	64	pd	pd	pd	pd

Source : www.ipsos.fr

Annexe B

TNS Sofres sondage pour *Le Figaro Magazine*

Question : *Pour chacune des personnalités suivantes, voulez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ?*

	Dati	Amara	Yade
	%	%	%
Octobre 2010	23	pd	32
Septembre 2010	27	pd	38
Juillet 2010	25	pd	36
Juin 2010	27	pd	39
Mai 2010	27	pd	36
Avril 2010	27	pd	39
Mars 2010	27	pd	42
Février 2010	29	pd	42
Janvier 2010	29	pd	40
Décembre 2009	32	pd	45
Novembre 2009	33	pd	44
Octobre 2009	31	pd	39
Septembre 2009	35	pd	42
Juillet 2009	34	pd	43
Juin 2009	34	pd	40
Mai 2009	34	pd	43
Avril 2009	34	pd	45
Mars 2009	35	pd	39
Février 2009	37	pd	42
Janvier 2009	35	pd	37
Décembre 2008	34	pd	35
Novembre 2008	33	pd	33
Octobre 2008	37	pd	31
Septembre 2008	34	pd	32
Juillet 2008	33	32	30
Juin 2008	37	30	31
Mai 2008	37	32	33
Avril 2008	38	31	32
Mars 2008	39	pd	pd
Février 2008	40	pd	pd
Janvier 2008	44	pd	pd
Décembre 2007	39	pd	pd
Novembre 2007	46	pd	pd

	Dati	Amara	Yade
	%	%	%
Octobre 2007	51	pd	pd
Septembre 2007	57	pd	pd
Août 2007	53	pd	pd
Juillet 2007	59	pd	pd
Juin 2007	53	pd	pd

Source : www.tns-sofres.com

pd= pas disponible

Annexe C

IFOP sondage pour Paris Match

Question : *Pour chacune des personnalités suivantes, dites-moi si vous en avez une excellente opinion, une bonne opinion, une mauvaise opinion, une très mauvaise opinion ou si vous ne la connaissez pas suffisamment ?*

Date de sondage	Dati	Dati	Amara	Amara	Yade	Yade
	Classement	%	Classement	%	Classement	%
Octobre 2010	20	53	14	56	5	68
Septembre 2010	24	49	13	56	5	65
Juillet 2010	20	50	18	55	6	63
Juin 2010	21	50	12	55	2	70
Mai 2010	26	48	13	58	5	67
Avril 2010	25	48	16	54	7	64
Février 2010	24	48	17	52	6	65
Janvier 2010	21	53	10	61	2	72
Décembre 2009	11	61	13	59	4	71
Novembre 2009	19	55	8	62	2	73
Octobre 2009	16	54	8	63	3	70
Septembre 2009	21	52	10	61	3	67
Juillet 2009	26	50	9	61	5	68
Juin 2009	23	49	8	58	2	68
Mai 2009	20	51	8	59	3	67
Avril 2009	11	60	7	65	2	69
Mars 2009	19	55	13	61	1	71
Février 2009	15	54	11	59	5	63
Décembre 2008	17	52	13	57	6	66
Novembre 2008	15	55	12	58	7	63
Juillet 2008	26	50	21	54	19	55
Juin 2008	22	51	14	57	15	55
Janvier 2008	12	58	15	54	10	59
Décembre 2007	11	59	23	47	27	46
Novembre 2007	9	63	23	49	22	49
Octobre 2007	11	61	34	37	36	34
Septembre 2007	10	63	32	40	40	34
Juillet 2007	4	70	28	43	35	37
Juin 2007	10	62	pd	pd	pd	pd

Source : www.ifop.com et www.parismatch.com. Comme les sondages n'ont pas été menés chaque mois, donc, certains mois ne figurent pas dans le sondage.

Annexe D

IFOP sondage pour *Jeune Afrique*, mené en février 2008

Les questions posées sont :

(1) *Parmi ces trois membres du gouvernement issus de la diversité, lequel vous représente le mieux ?*

	%
Fadela Amara	31
Rachida Dati	23
Rama Yade	16

(2) *Etes-vous satisfait ou mécontent de l'action de chacune de ces trois personnalités ?*

	%
Fadela Amara	60
Rama Yade	51
Rachida Dati	44

Source : Arteta, Stéphane et al. « Les Secrets de la chute d'une icône. » *Le Nouvel Observateur* 30 octobre 2008 : 26-29.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- Amar, Cécile. *Fadela Amara: Le Destin d'une femme*. Paris : Hachette Littératures, 2009.
- Amara, Fadela et Zappi, Sylvia. *Ni putes ni soumises*. Paris : Éditions La Découverte, 2003.
- Amara, Fadela et Abdi, Mohammed. *La Racaille de la République*. Paris : Éditions du Seuil, 2006.
- Avril, Pierre. *La V^e République : Histoire politique et constitutionnelle*. Paris : Presses Universitaires de France, 1987.
- Baycroft, Timothy. *France*. London : Holder Education, 2008.
- Begag, Azouz. *L'Intégration*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2003.
- . *Un Mouton dans la baignoire : Dans les coulisses du pouvoir*. Paris : Fayard, 2007.
- . *La Guerre des moutons*. Paris : Fayard, 2008.
- Bell, David S. *Presidential Power in Fifth Republic France*. Oxford : Berg, 2000.
- Boniface, Pascal, ed. *La Diversité, un atout pour la France*. Paris : Dalloz, 2009.
- Bothorel, Jean. *Le Pharaon : Histoire du septennat giscardien*. Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 1983.
- Bourdache, Colette. *Les Années cinquante*. Paris : Fayard, 1980.
- Chambon, Laurent. *Le Grand mélange*. Paris : Éditions Denoël, 2008.
- Chapsal, Jacques. *La Vie politique en France depuis 1940*. Paris : Presses Universitaires de France, 1966.
- Cole, Alistair. *François Mitterrand, a Study in Political Leadership*. London : Routledge, 1997.
- Darmon, Michaël et Derai, Yves. *Belle-Amie*. Paris : Éditions du Moment, 2009.
- Dati, Rachida. *Entretien avec Claude Askolovitch : Je vous fais juges*. Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 2007.

- Decouty, Éric et Jeudy, Bruno. *Sarkozy et « ses » femmes*. Paris : Plon, 2008.
- De Gaulle, Charles. *Mémoires d'espoir : Le Renouveau 1958-1962*. Paris : Plon, 1970.
- Favier, Pierre et Martin-Roland, Michel. *La Décennie Mitterrand*. vol. 4. Paris : Éditions du Seuil, 1999.
- Gaetner, Gilles. *Rachida Dati : Et si on parlait de vous?* Paris : Jean-Claude Gawsewitch, 2008.
- Geisser, Vincent et Soum, El Yamine. *Discriminer pour mieux régner*. Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2008.
- Giesbert, Franz-Olivier. *Jacques Chirac*. Paris : Éditions du Seuil, 1987.
- Kaci, Rachid. *Comment peut-on être français ?* Paris : Larousse, 2009.
- Keslassy, Eric. *Ouvrir la politique à la diversité*. Paris : Institut Montaigne, 2009.
- Le Goff, Armelle. *Rama Yade : itinéraire d'une ingénue en politique*. Paris : Éditions Jacob-Duvernet, 2009.
- Lozès, Patrick et Lecherbonnier, Bernard. *Les Noirs sont-ils des français à part entière ?* Paris : Larousse, 2009.
- Maus, Didier. *Institutions politiques françaises*. Paris : Masson, 1990.
- Ndiaye, Pap. *La Condition noire : essai sur une minorité française*. Paris : Calmann-Lévy, 2008.
- Péan, Pierre. *L'Inconnu de l'Élysée*. Paris : Fayard, 2007.
- Portelli, Hugues. *La Politique en France sous la V^e République*. Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 1987.
- Probst, Jean-François. *Les Dames du président*. Paris : Editions du Rocher, 2008.
- Remy, Jacqueline. *Du rimmel et des larmes*. Paris : Éditions du Seuil, 2009.
- Roussel, Éric. *Georges Pompidou : Le Président d'avant la crise*. Paris : Éditions Jean-Claude Lattès, 1984.
- Sarkozy, Nicolas. *Témoignage*. Paris : XO Éditions, 2006.

- Siffert, Bernadette. *L'Œuvre romanesque d'Azouz Begag : autobiographie et roman social ?* Vienne : Université de Vienne, 1999.
- Silverstein, Paul A. *Algeria in France: Transpolitics, Race and Nation.* Bloomington : Indiana University Press, 2004.
- Simon, Patrick et Clément, Martin. « Rapport de l'enquête "Mesure de la diversité" : Une enquête expérimentale pour caractériser l'origine. » *INED*, vol. 139. 2006.
- Sorel, Malika. *Le Puzzle de l'intégration : Les Pièces qui vous manquent.* Paris : Mille et une nuits, 2007.
- Terrasse, Jean-Marc et Linhart, Virginie. *Génération beur, etc. : La France en couleurs.* Paris : Plon, 1989.
- Thody, Philip. *The Fifth French Republic: Presidents, Politics and Personalities.* London : Routledge, 1998.
- Weil, Patrick. *Liberté, égalité, discriminations.* Paris : Éditions Grasset & Fasquelle, 2008.
- . *La République et sa diversité : Immigration, intégration, discriminations.* Paris : Seuil, 2005.
- Wihtol de Wenden, Catherine. « Ethnic Mobilisation against Racism in France. » *Racism, Ethnicity and Politics in Contemporary Europe.* Ed. Alec Hargreaves. Aldershot : Edward Elgar, 1995.
- . « Immigration: une politique contradictoire. » *Esprit*, novembre 2007 : 83-87.

Discours et allocutions

- Amara, Fadela. Discours à l'Assemblée nationale le 19 février 2009. *assemblee-nationale.fr*, n.d. Web. 18/02/2010. <<http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2008-2009/20090173.asp>>
- Chirac, Jacques. Discours de politique générale au parlement français le 5 juin 1974. n.d. Web. 25/03/2010. <<http://sites.univ-provence.fr/veronis/Premiers/transcript.php?n=Chirac&p=1974-06-05&e=monde>>
- . Discours d'investiture au Palais de l'Élysée le 17 mai 1995. n.d. Web. 11/05/2010. <<http://www.elysee.fr/elysee/root/bank/print/1710.html>>
- . Discours de campagne présidentielle à Lyons le 25 avril 2002. n.d. Web. 02/03/2010. <<http://www.ina.fr/politique/presidents-de-la-republique/video/2007258001002/jacques-chirac-a-lyon.fr.html>>
- . Discussion avec des élèves du lycée Pierre-Mendes-France en Tunis le 5 décembre 2003. n.d. Web. 11/05/2010. <<http://www.elysee.fr/elysee/root/bank/print/2510/html>>
- . Discours au Palais de l'Élysée au respect du principe de laïcité dans la République le 17 décembre 2003. n.d. Web. 02/03/2010. <<http://www.jacqueschirac-asso.fr/fr/wp-content/uploads/2010/04/République-et-laïcité.pdf>>
- . Déclaration aux Français sur le changement de gouvernement. 31/05/2005. Web. 02/03/2010. <http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais_archives/interventions/discours_et_declarations/2005/mai/declaration_aux_francais_sur_le_changement_de_gouvernement.30027.html>
- . Discours au Palais de l'Élysée lors de l'installation de la HALDE le 23 juin 2005. n.d. Web. 02/03/2010. <http://www.communautarisme.net/Discours-du-President-de-la-Republique-lors-de-l-installation-de-la-Haute-autorite-de-lutte-contre-les-discriminations_a396.html>
- . Allocution au Palais de l'Élysée le 30 janvier 2006. n.d. Web. 02/03/2010. <<http://www.la-croix.com/documents/doc.jsp?docId=2257204&rubId=1306>>

De Gaulle, Charles, « Discours de Bayeux le 16 juin 1946. » n.d. Web. 19/03/2010.
<<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/de/bayeux>>

---. Discours du forum d'Alger le 4 juin 1958. n.d. Web. 09/04/2010.
<<http://www.charles-de-gaulle.org/pages/l-homme/accueil/discours/le-president-de-la-cinquieme-republique-1958-1969/discours-du-forum-d-alger-4-juin-1958.php>>

De Villepin, Dominique. Propos liminaires à la présentation du Rapport Azouz Begag. 15/02/2007. Web. 25/03/2010.
<http://www.interieur.gouv.fr/sections/le_ministre/interventions/villepin/14-12-2004-rapport-begag/view>

Giscard d'Estaing, Valéry. Message à l'Assemblée nationale le 30 mai 1974. n.d. Web. 10/06/2010. <<http://archives.assemblee-nationale.fr/5/cri/1973-1974-ordinaire2/003.pdf>>

Mitterrand, François. Allocution prononcé au Congrès du Parti Socialiste à Créteil le 24 janvier 1981. n.d. Web. 29/11/2010. <<http://www.roi-president.com/bio/bio-fait-110+propositions+du+candidat+mitterrand.html>>

---. « Lettre à tous les Français. » *Vie Publique*, 07/04/1988. Web. 11/06/2010.
<<http://www.vie-publique.fr/documents-vp/mitterrand07041988.shtml>>

Pompidou, Georges. Message à l'Assemblée nationale le 25 juin 1969. n.d. Web. 27/07/2010.
<<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/messages-et-declarations-du-president-de-la-republique/pompidou-message-25juin1969.asp>>

---. Conférence de presse le 27 septembre 1973. n.d. Web. 27/07/2010.
<<http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAF94060378/conference-de-presse-de-m-georges-pompidou-president-de-la-republique.fr.html>>

---. *Entretiens et Discours 1968-1974, tomes I et II*. Paris : Plon, 1975.

Sarkozy, Nicolas. Intervention à l'Hôtel de Beauvau le 8 mars 2004. n.d. Web. 12/04/2010.
<http://www.interieur.gouv.fr/sections/le_ministre/interventions/archives-nicolas-sarkozy/08-03-2004-journee-femme/view>

---. Intervention à l'Hôtel de Beauvau le 26 octobre 2005. n.d. Web. 25/03/2010.
<http://www.interieur.gouv.fr/sections/le_ministre/interventions/archives-sarkozy-2005-2007/26-10-2005-discrimination/view>

- Sarkozy, Nicolas. Discours de la campagne présidentielle à Zénith le 18 mars 2007. n.d. Web. 13/05/2010. <<http://sites.univ-provence.fr/veronis/Discours2007/transcript.php?n=Sarkozy&p=2007-03-18>>
- . Discours à une réunion républicaine UMP au Havre le 29 mai 2007. n.d. Web. 25/03/2010. <<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/reunion-republicaine.8240.html>>
- . Interview télévisée pour TF1 et France2 le 20 septembre 2007. n.d. Web. 20/03/2009. <<http://www.elysee.fr/president/mediatheque/videos/2007/septembre/entretien-telewise-de-m-le-president-de-la.4679.html>>
- . Allocution à Marrakech le 24 octobre 2007. n.d. Web. 24/10/2007. <<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2007/allocution-devant-la-communaute-francaise.7947.html>>
- . Message à la conférence organisée par France Télévisions le 22 novembre 2007 sur le thème « Intégration & diversité ». n.d. Web. 04/08/2009. <<http://integration.francetelevisions.fr/spip.php?article6>>
- . Discours sur une nouvelle politique pour les banlieues le 8 février 2008. n.d. Web. 24/10/2007. <<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2008/une-nouvelle-politique-pour-les-banlieues.1825.html>>
- . Entretien face aux lecteurs du *Parisien* au Palais de l'Élysée le 26 février 2008. 26/02/2008. Web. 11/11/2010. <[http://www.leparisien.fr/une/au-salon-j-aurais-mieux-fait-de-ne-pas-lui-repondre-26-02-2008-3296085704.php](http://www.leparisien.fr/une-au-salon-j-aurais-mieux-fait-de-ne-pas-lui-repondre-26-02-2008-3296085704.php)>
- . Discours à l'École polytechnique le 17 décembre 2008. n.d. Web. 28/10/2010. <<http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2008/egalite-des-chances-et-diversite.5239.html>>

Journaux et Magazines

- Amara, Fadela et Daniel, Jean. « Comment peut-on être français ? » *Le Nouvel Observateur* 27 septembre 2007 : 18-21.
- Arteta, Stéphane et al. « Les Secrets de la chute d'une icône. » *Le Nouvel Observateur* 30 octobre 2008 : 26-29.
- Bahri, Fouad. « Ce qu'ils pensent de Mitterrand... » *SaphirNews*. 19/01/2006. Web. 11/06/2010. <http://www.saphirnews.com/Ce-qu-ils-pensent-de-Mitterrand_a2048.html>
- Barjon, Carole. « Le Cas Rama Yade. » *Le Nouvel Observateur* 26 mars 2009 : 8-13.
- . « Rama Yade : la perle noire de Sarko. » *Le Nouvel Observateur* 28 juin 2007 : 31.
- Bernard, Philippe. « Azouz Begag, sociologue et écrivain, a lui-même forgé le concept de “promotion de l'égalité des chances”. » *Le Monde*. 04/06/2005. Web. 16/03/2010. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?pp=Print&hc=Publication/DocumentLEMOND0020050603e16400015>>
- Bertrand, Olivier. « Azouz Begag en flagrant délit d'inégalité des chances. » *Libération*. 30/03/2006. Web. 08/09/2009. <<http://ldh-toulon.net/spip.php?article1613>>
- Besson, Patrick. « Rama Yade – L'Électron choc. » *Le Point*. 04/12/2009. Web. 05/01/2010. <<http://www.lepoint.fr/archives/article.php/401039>>
- Bitton, Anna. « Rama Yade – la vraie fausse gaffeuse. » *Le Point* 27 septembre 2007 : 21.
- Bonazza, Patrick et Gernelle, Étienne. « Discrimination positive – Le Combat d'un Patron. » *Le Point* 14 octobre 2004 : 60-63.
- Bourdon, Gwenaël et Sterlé, Carole. « Banlieue. Visite agitée pour Fadela Amara. » *Le Parisien*. 10/11/2007. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/?DocumentLEPARI0020071110e3ba00045>>
- Bouzeghrane, Nadjia. « Azouz Begag, le sociologue et romancier d'origine algérienne nommé ministre. » *Setif.Info*. 08/06/2005. Web. 18/09/2009. <<http://www.setif.info/article171.html>>

- Bronner, Luc. « En banlieue, les associations saluent “ l’ouverture à la diversité ”. » *Le Monde*. 21/06/2007. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/?DocumentLEMOND0020070620e3610001g>>
- Bureau, Eric. « Azouz Begag en star à Épinay. » *Le Parisien*. 10/11/2006. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/Document/LEPARI0020061110e2ba0000g>>
- Carzon, David. « Toute la beauté de la discrimination positive. » *20 minutes.fr*. 29/03/2006. Web. 05/01/2010. <<http://carzon.20minutes-blogs.fr/archive/2006/03/index.html>>
- Charles, Bénédicte. « Chacun cherche son Obama. » *Marianne2*. 22/01/2009. Web. 16/11/2009. <http://www.marianne2.fr/Chacun-cherche-son-Obama_a174218.html>
- Cue, Eduardo. « A Tarnished Icon. The storm around France’s First Muslim Cabinet Minister. » *U.S. News & World Report* décembre 2008 : 39-40.
- Daniel, Jean et Olivennes, Denis. « Les Campagnes se font en vers, le pouvoir s’exerce en prose. » *Le Nouvel Observateur* 26 mars 2009 : 14-15.
- Dagut, Jean-Luc. « L’Afrique, la France et le monde dans les discours giscardien. » *Politique Africaine* mars 1982 : 19-27.
- Deloire, Christophe. « Le Beur de Villepin. » *Le Point*. 09/06/2005. Web. 16/03/2010. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?pp=Print&hc=Publication/DocumentLPOINT0020050610e1690001h>>
- Demonpion, Denis. « Histoires secrètes des premiers couacs – La Gâchette et les hermines. » *Le Point* 27 septembre 2007 : 21.
- Derty, Bernard. « Rama Yade : Un Cas ! » *L’International Magazine*. 07/11/2009. Web. 18/12/2009. <<http://www.linternationalmagazine.com/article7083.html>>
- « Deux Français sur trois seraient contre un départ de Rama Yade du gouvernement. » *Le Point*. 09/11/2009. Web. 05/01/2010. <<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2009-11-09/sondage-deux-francais-sur-trois-seraient-contre-un-depart-de-rama-yade-du-gouvernement/>>
- Domenach, Nicolas. « Azouz Begag craque. » *Marianne2*. 06/04/2007. Web. 27/02/2009. <<http://www.marianne2.fr/index.php?action=article&numero=1080>>

- « Double langage gouvernemental. » *L'Humanité*. 02/11/2005. Web. 26/05/2009. <<http://www.humanite.fr/popup-imprimer.html?id-article=817107>>
- « Droits de l'homme, l'interview choc de Kouchner. » *Le Parisien*. 10/12/2008. Web. 18/11/2009. <<http://www.leparisien.fr/politiques/droits-de-l-homme-l-interview-choc-de-kouchner-10-12-2008-337334.php>>
- « Entretien avec Malika Sorel. » *Communautarisme*. 26/06/2007. Web. 09/04/2009. <http://www.communautarism.net/Entretien-avec-Malika-Sorel-Avoir-occulte-aux-migrants-et-a-leurs-descendants-la-realite-du-contrat-social-et-moral-de_a951.html>
- « Forum sur les élections législatives. » *Nouvelobs*. 16/05/2007. Web. 11/12/2009. <http://forums.nouvelobs.com/politique/les_elections_legislatives,20081204112923631.html>
- Fourest, Caroline. « La Promesse de Fadela Amara. » *Le Monde*. 07/02/2009. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?DocumentLEMOND0020090206e5270003a>>
- Gaetner, Gilles. « L'Œil de l'Élysée Place Vendôme. » *L'Express* 13 novembre 2008 : 26-27.
- Gaetner, Gilles et al. « Enquête sur les caprices de Rachida Dati. » *L'Express*. 05/06/2008. Web. 12/01/2010. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=507433&k=12>>
- Goulliaud, Philippe et al. « De nouveaux visages de divers horizons. » *Le Figaro*. 03/06/2005. Web. 16/03/2010. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?DocumentFIGARO0020050603e1630006j>>
- Guiral, Antoine et al. « Chirac fait de la discrimination positive sans la nommer. » *Libération*. 10/01/2004. Web. 11/05/2010. <<http://www.liberation.fr/politiques/0101474105-chirac-fait-de-la-discrimination-positive-sans-la-nommer>>
- Hamadi, Nora. « Begag, ministre en demi-teinte. » *L'Express*. 18/05/2006. Web. 09/04/2009. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=482018>>
- « Huit Français sur dix soutiennent Rama Yade. » *L'Express*. 14/12/2007. Web. 05/01/2010. <<http://www.lexpress.fr.outils/imprimer.asp?id=468663&k=5>>
- « Ils la défendent. » *Le Parisien*. 28/10/2009. Web. 09/11/2009. <<http://global.factiva.com./hp/Document/LEPARI0020091028e5as0003c>>
- « Jacques Chirac demande l'application de la loi sur les logements sociaux. » *Le Monde*. 21/11/2005. Web. 25/06/2010. <<http://global.factiva.com/hp/printsavews.aspx?DocumentLEMFR00020051122e1BL0000e>>

- Jaigu, Charles. « Rama Yade, la star rebelle du gouvernement. » *Le Figaro*. 15/12/2007. Web. 05/01/2010. <<http://global.factiva.com.aspx/?DocumentFIGARO0020071215e3cf00066>>
- Jammot, Julie et Barriquand, Nicolas. « La Cote d'Azou. » *L'Express*. 16/03/2006. Web. 09/04/2009. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=670263>>
- Kerdreux, Gilles. « Mme Dati affronte un mécontentement croissant sur la carte Judiciaire. » *Le Monde*. 11/11/2007. Web. 26/01/2010. <<http://global.factiva.com.proxy.library.adelaide.edu.au/DocumentLEMOND0020071110e3bb0000y>>
- Lacorne, Denis. « Le “Rêve américain” du Président Sarkozy. » *Le Débat* septembre-octobre 2008 : 20-27.
- Larguet, Maya. « Azouz Begag, un homme trait-d'union. » *Altérités*. 28/09/2004. Web. 08/09/2009. <http://www.alterites.com/cache/center_portrait/id_772.php>
- « Les Droits de l'homme. » *Nouvelobs*. 29/10/2008. Web. 11/12/2009. <http://forums.nouvelobs.com/international/les_droits_de_l_homme,20081204113918498.html>
- « Le bleus de Rama Yade remaniement ministériel », *Paris Match*, 24/11/2010. Web. 25/02/2011. <<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Politique/Actu/Le-blues-de-Rama-Yade-remaniement-ministeriel-226857/>>
- « Les Victimes de l'incendie du 13^e ne sont pas que “des Noirs”. » *Le Monde*. 30/08/2005. Web. 08/11/2009. <<http://global.factiva.com/hp/Document/LEMOND0020050829e18u0001p>>
- Mahrane, Saïd. « La Communauté maghrébine salue l'entrée d'Azouz Begag au Gouvernement. » *Le Figaro*. 07/06/2005. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/DocumentFIGARO0020050607e1670006h>>
- Masse-Stamberger, Benjamin. « Ma France, par Nicolas Sarkozy. » *L'Express*. 06/05/2007. Web. 06/04/2009. <http://www.lexpress.fr/actualite/politique/ma-france-par-nicolas-sarkozy_476997.html>
- Mourgue, Marion. « Dans le gouvernement Fillon, Yazid Sabeg, ça bug. » *Bakchich.info*. 23/03/2009. Web. 05/05/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/?DocumentBKCHI00020090323e53n00006>>
- « Nicolas Sarkozy accuse Azouz Begag de “mensonge éhonté”. » *Le Monde*.

- 07/04/2007. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aadefault.aspx?DocumentLEMFR00020070407e34700003>>
- Ono-Dit-Biot, Christophe. « “DA-TI ! DA-TI ! DA-TI !” Enquête sur un Phénomène. » *Le Point* 14 juin 2007 : 24-33.
- Pan, Kwan Yuk. « Fadela Amara – Ghetto blaster ardent socialist Fadela Amara has been called a hypocrite for accepting a position in France’s centre-right government. But how else can she revive the troubled banlieues? » *Financial Times*. 08/09/2007. Web. 09/02/2009. <<http://find.galegroup.com.proxy.library.adelaide.edu.au/itx/start.do?proId=AONE/DocumentCJ168459216>>
- Pasquier, Sylvaine et Stein, Sylviane. « Parions sur l’Intégration. » *L’Express*. 18/11/2003. Web. 06/04/2009. <www.lexpress.fr/actualité/societe/parions-sur-l-integration_494529.html>
- « Peines-plancher : le gouvernement va plus loin. » *L’Express*. 25/10/2007. Web. 26/01/2010. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=464712&k=26>>
- « Penser l’intégration : Entretien avec Malika Sorel. » *Le Débat* septembre-octobre 2008 : 182-192.
- Pierre-Brossolette, Sylvie. « Le Mystère Dati. » *Le Point* 04 septembre 2008 : 22.
- . « Rama Yade : “Son parcours ne fait que commencer”. » *Le Point*. 04/12/2009. Web. 05/01/2010. <<http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2009-12-04/interview-ezra-suleiman-rama-yade-son-parcours-ne-fait-que-commencer/917/0/401440>>
- Pouyat, Alice. « Plan Banlieue : Peut mieux faire. » *Le Journal de Dimanche*. 20/01/2009. Web. 02/02/2010. <<http://www.lejdd.fr/Societe/Actualite/Plan-Banlieue-Peut-mieux-faire>>
- « Rachida Dati, l’icône déchue. » *Le Monde*. 25/01/2009. Web. 05/01/2010. <<http://global.factiva.com/asp?DocumentLEMOND0020090124e51p00009>>
- « Rachida Dati passe ses vacances avec les Sarkozy. » *Nouvelobs*. 22/06/2008. Web. 12/11/2009. <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20070807.OBS9638/rachida_dati>
- « Rama Yade, étoile noir et trentenaire engagée. » *L’Express*. 25/10/2007. Web. 05/01/2010. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=465041&k=6>>

- Raux, Monique et Robert-Diard, Pascale. « Icône ou victime, la ministre est toujours à la “une”. » *Le Monde*. 19/07/2007. Web. 24/04/2009.
<<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?DocumentLEMOND0020070718e37j0000b>>
- Ridet, Philippe. « M. Sarkozy mobilise sa majorité et veut poursuivre la voie de l'ouverture. » *Le Monde*. 08/06/2007. Web. 19/02/2009.
<<http://global.factiva.com.proxy.library.adelaide.edu.au/ha/default.aspx/DocumentLEMOND0020070607e36800014>>
- . « Le Président met trois “très belles” ministres à l'honneur. » *Le Monde*. 09/11/2007. Web. 24/04/2009.
<<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/pp=Print&hc=Publication/DocumentLEMOND0020071108e3b90000c>>
- Sanz, B. « La France en panne d'intégration ? » *L'Express*. 18/12/2003. Web. 09/04/2009. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=654072>>
- Servenay, David. « Ministère de la Justice : Calamity Dati. » *Rue89*. 05/09/2007. Web. 19/01/2010. <<http://www.rue89.com/print/2662>>
- Soubrouillard, Régis. « Rachida Dati : l'élève dépasse le Maître Sarkozy. » *Marianne2*. 24/04/2009. Web. 11/01/2010. <http://www.marianne2.fr/Rachida-Dati-l-eleve-depasse-le-Maitre-Sarkozy_a178164.html>
- Soudan, François. « Fadela Amara, Rachida Dati, Rama Yade : Ce qu'en pensent les Français d'origine africaine. » *Jeune Afrique* 02 mars 2008 : 27-33.
- Thiolay, Boris. « L'État d'urgence. » *L'Express*. 22/11/2005. Web. 06/04/2009. <http://www.lexpress.fr/actualite/societe/l-etat-d-urgence_483869.html>
- Tournier, Pascale et Marteau, Stéphanie. « On a un problème avec votre intégration. » *Oumma*. 12/12/2006. Web. 19/05/2009.
<<http://oumma.com/On-a-un-probleme-avec-votre-integration>>
- Tremblais, Jean-Louis. « Azouz Begag, le balèze des banlieues. » *Le Figaro*. 05/11/2005. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com.au/aa/default.aspx/?DocumentFIGARO0020051107e1b50005u>>
- Trevert, Émilie. « Une semaine avec... Fadela Amara. » *Le Point*. 14/08/2008. Web. 24/04/2009. <<http://global.factiva.com/aa/default.aspx/?DocumentLPOINT0020080814e48e00013>>
- « Une très longue journée pour Rama Yade. » *L'Express*. 10/12/2008. Web. 09/04/2009. <<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=722177>>
- « Valéry Giscard d'Estaing. » *France-Allemagne*. n.d. Web. 09/04/2010.

<<http://www.france-allemande.fr/Valery-Giscard-d-Estaing, 1450.html>>

Vigogne, Ludovic. « Dati : les raisons d'une disgrâce. » *L'Express* 13 novembre 2008 : 21-25.

---. « Rachida Dati a un rapport plutôt éloigné avec la vérité. » *L'Express*. 07/05/2009. Web. 12/05/2009.

<<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=759187&k=29487491>>

Weil, Patrick. « Bringing in the Banlieues. » *American Interest* mars-avril 2009: 2-3.

« What next for Jacques Chirac and his dominant centre-right ? » *Economist*. 22/06/2002. Web. 22/02/2010.

<<http://web.ebscohost.com/ehost/delivery?vid=6&hid=14&sid=798c0644-597c-406b-ae5c-dc3e7da317de%40sessionmgr14>>

Blogs

- Ahmed-Chaouch, Azzeddine. « Banlieue – Yazid Sabeg veut aller vite. », *Aujourd'hui*. 20/12/2008. Web. 05/05/2009.
<<http://global.factiva.com/aa/default.aspx?DocumentAUFRA00020081220e4ck0001x>>
- Amara, Fadela. « La Formule 3 en 1 : parité – minorité – ouverture. » 11/10/2007. Web. 27/11/2009. <<http://fadela-amara.net/blog/index.php/post/2007/07/30/Fadela-Amara-la-formule-3-en-1-parite-minorite-ouverture>>
- « Azouz Begag: “Le Modem, c’est en attendant et trois petits points”. » *BondyBlog*. 07/03/2008. Web. 01/10/2009.
<<http://20minutes.bondyblog.fr/news/200803070008/azouz-begag-le-modem-c'est-en-attendant-et-trois-petits-points>>
- Bonnet, Olivier. « Bonnet d’âne à Rachida Dati. » 10/11/2007. Web. 15/01/2010.
<<http://olivierbonnet.canalblog.com/archives/2007/11/10/6843762.html>>
- Deléan, Michel. « Le Sourire de Rachida Dati. » *Le Journal de Dimanche*. 19/01/2008. Web. 15/01/2010.
<<http://micheldedeleanblog.lejdd.fr/2008/01/19/5-le-sourire-de-rachida-dati>>
- « Entretien avec Azouz Begag. “Les Banlieues se vont voler leur colère”. » *Bondy Blog*. 26/03/2006, Web. 08/09/2009. <<http://yahoo.bondyblog.fr/news/entretien-avec-azouz-begag-les-banlieues-se-font-voler-leur-colere>>
- Jacques740. « Le Nouveau blog de Rama Yade adopte les couleurs du site de campagne de Barack Obama. » *Politique.net*. 11/04/2009. Web. 09/10/2010.
<<http://www.politique.net/2009041101-le-blog-de-rama-yade-ressemble-au-site-d-obama>>
- Johnson, Gilles. « Le Pouvoir de dire non. » *actupol*. 17/10/2009. Web. 18/12/2009.
<<http://actupolitique.over-blog.net/article--le-pouvoir-de-dire-non--37671666.html>>
- Kirsch, Richard. « C’est Noël, Nicolas Sarkozy casse ses jouets. Bye bye Rama Yade ! » *20minutes.fr*. 11/12/2008. Web. 28/08/2009.
<<http://x-pression.20minutes-blogs-fr/archive/2008/12/11/rama-yade-viree-nicolas-sarkozy-casse-ses-jouets.html>>
- Mandret, Luc. « Si j’étais le spin doctor de... Rachida Dati. » *Blog de Luc Mandret*. 30/03/2008. Web. 11/01/2010. <<http://777socrate.blogspot.com/2008/03/si-j-tais-le-spin-doctor-de-rachida-dati-html>>

« Tiens, pendant qu'on y est ! Je continue... » *20minutes.fr*. 12/06/2007. Web.
11/12/2009. <[http://begag.20minutes-blogs.fr/
archive/2007/06/12/tiens-pendant-qu-on-y-est-je-continue](http://begag.20minutes-blogs.fr/archive/2007/06/12/tiens-pendant-qu-on-y-est-je-continue)>